MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DESFINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUEDUMALI
Un Peuple- Un But - UneFoi

RAPPORT SUR LASITUATION D'EXÉCUTION PROVISOIRE DU BUDGET D'ÉTAT AU 31 DECEMBRE 2019

Avril 2020

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION 7

II. MOBILISATION DESRESSOURCES DE L'ETAT 9

TABLEAU 1. SITUATION DE RECOUVREMENT DES RESSOURCES DE L'ETAT. 9

2.1. RECETTES BUDGETAIRES 10
2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de 10
recouvrement 10
2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes 10
2.1.2.1. Prévisions 10
2.1.2.2. Réalisations 10

TABLEAU 2. SITUATION DE RECOUVREMENT DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES PAR ENTREPOTS. 11
2.1.2.3. Perspectives pour le premier trimestre de 2020 15
2.1.3. Mobilisation des r ecettes des comptes spéciaux du Trésor 16

TABLEAU 3. SITUATION DE RECOUVREMENT DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR. 16
2.1.4. Mobilisation des appuis budgétaires 17
2.1.5. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur) 18

TABLEAU 4.REPARTITION DES DONS PROJETS PAR MINISTERE. 17
2.1.6. Mobilisation des recettes exceptionnelles 18

2.2. RESSOURCES DE TRESORERIE 18

TABLEAU 5. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES DE TRESORERIE. 19

TABLEAU6.REPARTITION DES PRODUITS DES EMPRUNTS PROJETS PAR MINISTERE. 20

2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE 20

GRAPHIQUE1: SITUATION DES RECOUVREMENTS PAR SERVICE 21

DIRECTION GENERALE DES DOUANES 22

A. RAPPEL DES OBJECTIFS QUANTIFIES 22

B. REALISATIONS DES RECETTES DOUANIERES 22

TABLEAU7. SITUATION DES REALISATIONS DE RECETTES DOUANIERES. 22

II-1- Analyse globale: 22

II-2- Produits pétroliers: 23

II-3- Produits non pétroliers : 23

C. PERSPECTIVES DE RECOUVREMENT POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2020 24

TABLEAU9. SITUATION DES REALISATIONS DE RECETTES DOUANIERES. 24

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS 26

A. RAPPEL DES OBJECTIFS 26

B. REALISATIONS 26

TABLEAU 10.SITUATION DES PREVISIONS ET REALISATIONS DE RECETTES PAR LA DGI EN 2018 ET 2019. 26

DIRECTION NATIONALEDU TRESOR ET DELA COMPTABILITE PUBLIQUE 28

Etat des recouvrements des prévisions de recettes budgétaires au 31 décembre 2019 28

A. Prévisions et réalisations de recettes au 31 décembre 2019 28

B. Perspectives de recouvrement du1er trimestre 2020 29

1. La situation d'exécution des ressources et des charges de trésorerie 30
A. Ressources de trésorerie 30

2. Le niveau de réalisation des décaissements au titre des appuis budgétaires. 32

3. La situation de réalisation des prévisions de recettes des comptes spéciaux du Trésor 32

4. la situation de réalisation des prévisions de recettes exceptionnelles 33

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES 34

A. PREVISIONS 34

B. REALISATIONS 34

a. Recettes budgétaires 35

b. Ressources de trésorerie 36
c. Contraintes et difficultés rencontrées 36

d. Mesurescorrectives 37

C. PERSPECTIVES DE RECOUVREMENT POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2020 38

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE 39

TABLEAU 12.RECOUVREMENT DES PRETS RETROCEDES PAR LA DGDP. (EN MILLIONS DE FCFA) **34**

DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT **35**

III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT **36**

3.1. DEPENSES BUDGETAIRES **36**
3.1.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique 36
3.1.1.1. Budget général 38

TABLEAU14.SITUATION D'EXECUTION DU BSI FINANCEMENT EXTERIEUR. **41**
3.1.1.2. Budgets annexes 42
3.1.1.3. Comptes spéciaux duTrésor 42

TABLEAU15.SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES DES REGIONS PAR NATURE ECONOMIQUE. **43**
3.1.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation 43
3.1.2.1. Programmes de pilotage 43
3.1.2.2. Programmes opérationnels 43
3.1.2.3. Programmes des budgets annexes 44
3.1.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor 44
3.1.2.5. Dotations 44

GRAPHIQUE5.SITUATION D'EXECUTION DES CHARGES BUDGETAIRES PAR TYPE DE PROGRAMME ET PAR DOTATION BUDGETAIRE SANS LE FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI **45**
3.1.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction 45

TABLEAU17.SITUATION D'EXECUTION DES CHARGES BUDGETAIRES PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE, SANS LE FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI. **46**
3.1.3.1. Services généraux des administrations publiques 46
3.1.3.2. Défense 46
3.1.3.3. Ordre et sécurité publics 47
3.1.3.4. Affaires économiques 47
3.1.3.5. Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, Loisirs, culture et culte 47
3.1.3.6. Santé 48
3.1.3.7. Enseignement 48
3.1.3.8. Protection sociale 48

GRAPHIQUE 6. POIDS DES CP LIQUIDES PAR FONCTION EN %. **49**

3.2. CHARGES DE TRESORERIE **50**

TABLEAU 18 : SITUATION D'EXECUTION DES CHARGES DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2019 **50**

IV. CONCLUSION **51**

LISTE DES ANNEXES

Annexe1 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification programmatique et économique au 31 décembre 2019, sans le financement extérieur du BSI

Annexe2 : situation d'exécution détaillée des dépenses par budget et par programme ou dotation au 31 décembre 2019, sans le financement extérieur du BSI

Annexe3 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification administrative et économique au 31 décembre 2019, sans le financement extérieur du BSI

Annexe4 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification fonctionnelle au 31 décembre 2019, sans le financement extérieur du BSI

Annexe5 : situation d'exécution du financement extérieur du BSI par ministère

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABG	Appui Budgétaire Général
ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
ACI	Agence de Cessions Immobilières
AE	Autorisation d'Engagement
AFD	Agence Française de Développement
APTM	Agence pour la Promotion Touristique au Mali
BAD	Banque Africaine de Développement
BMI	Brigades Mobiles d'Intervention
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CMDT	Compagnie Malienne de Développement du Textile
CP	Crédit de Paiement
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DND	Direction Nationale des Domaines
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EDM	Energie Du Mali
EMACI	Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire
EMAGUA	Entrepôts du Mali au Ghana
EMAGUI	Entrepôts du Mali en Guinée
EMATO	Entrepôts du Mali au Togo
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAPFo	Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts
FAPFa	Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune
FAPRP	Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière
FDD	Fonds de Développement Durable
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
FNDS	Fonds National pour le Développement de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
N-SUKALA	Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur
OMH	Office Malien de l'Habitat
PDRM	Programme de Développement des Ressources Minérales
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
SA	Société Anonyme
SOMILO	Société des Mines d'Or de Loulo
SOGEM	Société de Gestion de l'Energie de Manantali
SOTELMA	Société desTélécommunications du Mali
TAV	Taxe Ad Valorem
TCI	Taxe Conjoncturelle à l'Importation
TDP	Taxe Dégressive de Protection
TIPP	Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxesur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africain

I. INTRODUCTION

Contextemacroéconomique[1]

La préparation du présent rapport s'effectue dans un contexte marqué, au niveau international, par l'essoufflement progressif de la croissance économique mondiale depuis le deuxième trimestre de 2018, après une accélération généralisée de la croissance cyclique durant deux ans. Ainsi, de 3,8% en 2017, le taux decroissance afléchi à 3,6% en 2018 et devrait encore ralentir en 2019 à 3,2%.

Cette perte de vitesse se justifie, entre autres, par:((i) l'escalade destensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, (ii) l'incertitude persistante liée au Brexit, (iii) la montée des tensions géopolitiques et (iv) l'accumulation de facteurs de vulnérabilité financières.

Dans les pays avancés, la croissance devrait ralentir de 2,2% en 2018, à 1,9% en 2019. Ce repli est en partie imputable aux effets négatifs attendus des hausses des droits de douanes en 2018 et à l'amoindrissement des effets de la relance budgétaire d'envergure aux Etats-Unis. Dans ce groupe de pays, le ralentissement de la croissance mondiale et le recul de l'inflation hors alimentation et énergie ont ravivé les tensions désinflationnistes. Ainsi, les prix à la consommation devraient passer de 2,0% en 2018 à 1,6% en 2019.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique devrait ralentir en 2019

(4,1% contre 4,5% en 2018). Ce ralentissement ne se fera pas ressentir en Afrique subsaharienne où l'expansion se poursuivra à un rythme progressif, avec des taux de croissance estimés à 3,1% en 2018 et 3,4% en 2019. Les prix à la consommation devraient y demeurer stables à 4,8%.

Dans la zone UEMOA, le taux de croissance est projeté à 6,6%, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2018.Quant au niveau général des prix à la consommation, il devrait augmenter et s'établir à 1,8% contre 1,0% en 2018.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques s'annoncent plutôt favorables en 2019. Le taux de croissance, projeté à 5,0%, est en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2018. La variation des prix à la consommation devrait, quant à elle, enregistrer une baisse, passant de 1,7% en 2018 à 0,4% en 2019.

Situation des financespubliques

Envue de surmonter les difficultés rencontrées en 2018 en matière de mobilisation de recettes et de remettre les finances publiques sur une trajectoire viable, des mesures de politiques budgétaires soutenables, visant à maintenir le solde global proche de l'équilibre, ont été programmées en 2019, dans la Loi de finances initiale, puis dans la Loi de finances rectificative.

En effet, le dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale d'un projet de collectif budgétaire, visait à prendre en charge l'impact de nouvelles mesures budgétaires sur les grandes lignes de l'équilibre budgétaire et financier, en vue de ne pas les détériorer.

Ainsi, la Loi de finances rectificative prévoit :

- un déficit global révisé (base ordonnancement dons inclus) de -2,5%, contre -3,0% dans la Loi de finances initiale;
- un taux de pression fiscale révisé de 15,0%, contre 15,6% dans la Loi de finances initiale;
- un ratio de dépenses totales et prêts nets de 22,6% du PIB, contre 22,7% dans la Loi de finances initiale.

En termes de priorités, les choix d'allocation budgétaire demeurent adossés aux axes du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023).

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article3 de la Loi n°2013-028 du 11juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de finances, la Loi de finances rectificative de 2019 a régularisé l'encaissement de ressources additionnelles d'un montant de 12,135 milliards de FCFA au titre de l'exercice budgétaire 2019, autorisé par le Décretn°2019-0049/P-RM du 07 février 2019.

Concernant la situation d'exécution des prévisions budgétaires rectifiées, la situation provisoire au 31 décembre 2019, fait ressortir un niveau de réalisation de ressources de 92,29% par rapport à l'objectif annuel brut revisé qui s'élève à 2416,885 milliards de FCFA, contre 2401,455 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale.

Ce taux d'exécution correspond à des ressources mobilisées d'un montantde 2230,565 milliards de FCFA, dont 1820,613 milliards de FCFA de recettes budgétaires et 409,952 milliards de FCFA de ressources de trésorerie.

Quant aux charges, elles ont été exécutées à hauteur de 86,99% par rapport aux prévisions annuelles révisées qui se chiffrent à 2736,540 milliards deFCFA, soit un montant cumuléde paiement de 2382, 815 milliards de FCFA.Sur cemontant, 2075,579 milliards de FCFA représentent des dépenses budgétaires (dont 31,60% de dépenses en capital) et, 307,236 milliards de FCFA de charges de trésorerie.

Ces charges sont réparties entre cent quarante-cinq(145) programmes, trois cent trente (330) actions, quatre cents cinquante-huit(458) objectifs et mille cent huit (1108) indicateurs.

[1]Source: Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019, Fonds Monétaire International

II. MOBILISATION DESRESSOURCES DE L'ETAT

Les ressources inscrites au budget d'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie. La situation de leur recouvrement au 30 septembre 2019 se présente comme suit:

Tableau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat.

	Objectif annuel révisé 2019(en milliards de FCFA)			Réalisations au 31 décembre 2019 milliardsdeFCFA)			Taux deréalisation/objectif annuel en%		
	Recettes budgétaires (1)	Ressources de trésorerie (2)	Total (3)= (1)+ (2)	Recettes budgétaires (4)	Ressources de trésorerie (5)	Total (6)= (4)+ (5)	Recettes budgétaires (7)= [(4)/ (1)] *100	Ressources de trésorerie (8)= [(5)/ (2)] *100	Total (9)= [(6)/ (3)] *100
Ressourcesréalisées parlesservicesd'assietteetderecouvrement									
DGD	620,977	-	620,977	554,977		554,977	89,37%		89,37%
DGI	910,700	-	910,700	919,455		919,455	100,96%		100,96%
DNTCP	35,900	94,369	130,269	24,492	10,174	34,666	68,22%	10,78%	26,61%
DND	173,365	14,435	187,800	124,599	8,004	132,603	71,87%	55,45%	70,61%
DGABE	-	50,000	50,000		-	-		0,00%	0,00%
DGDP	-	9,592	9,592		-	-		0,00%	0,00%
Totaldesressources/ service	1 740,942	168,396	1 909,338	1 623,523	18,178	1 641,701	93,26%	10,79%	85,98%
Recettesdes budgetsannexes	10,406		10,406	6,692		6,692	64,31%		64,31%
Recettesdescomptes spéciauxduTrésor[2]	54,039	-	54,039	29,557	-	29,557	54,70%		54,70%
ABS	10,704	-	10,704	10,037		9,679	93,77%		93,77%
ABG (DONS)	76,447	-	76,447	70,367		70,367	92,05%		92,05%
ABG (PRETS)		102,000	102,000		287,410	287,410		281,77%	281,77%
Totalappuisbudgétaires	87,151	102,000	189,151	80,404	287,410	367,814	91,85%	281,77%	194,27%
Produitsdesdonsprojets (BSIfin. Ext.)	146,845	-	146,845	79,027		79,027	53,82%		53,82%
Produitsdes empruntsprojets (BSI fin. Ext.)	-	89,267	89,267		104,364	104,364		116,91%	116,91%
Recettesexceptionnelles	17,839		17,839	1,410		1,410	7,90%		7,90%
Totalgénéral	2 057,222	359,663	2 416,885	1820,613	409,952	2230,565	88,50%	113,98%	92,29%

Source:DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, décembre 2019.

[2]Les prévisions et les réalisations de recettes des comptes spéciaux duTrésor n'incluent pas celles du Fonds de remboursement de crédits TVA (respectivement 86,691 milliards de FCFA et 86,752 milliards de FCFA) car, les prévisions et les réalisations derecettes dela DGD et de la DGI sont enregistrées à leurs valeurs brutes, qui intègrent les crédits TVA.

Au 31 décembre 2019, les ressources du budget d'Etat ont été exécutées à 92,29%. Les recettes budgétaires ont été réalisées à hauteur de 88,50% tandisque les ressources de trésorerie l'ont été à 113,98%.

2.1. RECETTES BUDGETAIRES

La prévision annuelle de recettes budgétaires est passée de 2023,150 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale à 2054,674 milliards de FCFA dans la Loi de finances rectificative puis à 2 057,222 milliards de FCFA suite à l'Arrêté n°2019-2297/MEF-SG du 14 août 2019 portant majoration du budget des Entrepôts maliens dans les ports de transit au Sénégal (EMASE) au titre de l'exercice 2019. Sur cette prévision rectifiée et majorée, les recouvrements se sont chiffrés, au 31 décembre 2019, à 1820,613 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 88,50%.

2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de recouvrement

Les objectifs de recettes assignés aux services d'assiette et de recouvrement ont diminué de 0,09%, passant de 1742,565 milliards de FCFA à 1740,942 milliards de FCFA. Cette baisse s'explique essentiellement par celle de l'objectif assigné à la Direction générale des douanes, qui n'est pas totalement compensé par l'augmentation des prévisions de la Direction générale des impôts et de la Direction nationale des domaines.

Les recettes réalisées par les services d'assiette et de recouvrement représentent 89,17 % des recettes budgétaires recouvrées au 31 décembre 2019. Leur contribution se chiffre ainsi à 1623,523 milliards de FCFA et correspond à un taux de réalisation de 93,26% par rapport aux prévisions rectifiées des recettes budgétaires.

2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes

2.1.2.1. Prévisions

Les prévisions de recettes des budgets annexe au titre de l'exercice 2019 sont majorées de 2,548 milliards de FCFA, suivant l'Arrêté n°2019-2297/MEF-SG du 14 août 2019 portant majoration du budget des Entrepôts maliens dans les ports de transit au Sénégal (EMASE) au titre de l'exercice 2019. Ainsi, elles passent de 7,858 milliards de FCFA à 10,406 milliards de FCFA.

2.1.2.2. Réalisations

Sur ce montant, 6,692 milliards deFCFA ont été réalisés au 31 décembre 2019, soit un taux de recouvrement de 64,31% par rapport à l'objectif annuel. Le détail (voir le tableau 2).

Tableau 2. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par entrepôts.

	Prévisions2019 (enmilliardsdeFCFA) (1)	Réalisationsau 31 décembre 2019	Tauxderéalisation (en%) (3)= [(2)/ (1)] *100
EntrepôtsmaliensauSénégal	5,557	3,317	59,69
EntrepôtsmaliensenCôted'Ivoire	1,859	1,256	67,55
EntrepôtsmaliensauTogo	0,623	0,458	73,60
EntrepôtsmaliensenGuinée	0,649	0,511	78,68
EntrepôtsmaliensenMauritanie	0,810	0,510	62,95
EntrepôtsmaliensauGhana	0,653	0,42	64,93
EntrepôtsmaliensauBénin	0,255	0,217	84,92
Totalbudgetsannexes	10,406	6,692	64,31

Source:DGB, à partir des données fournies par les entrepôts du Mali à l'étranger, décembre 2019.

Il ressort de la lecture du tableau2 que les entrepôts du Mali au Benin, en Guinéeet au Togo enregistrent les niveaux de réalisation les plus élevés par rapport aux prévisions avec respectivement 84,92%, 78,68% et 73,60% de taux de recouvrement.

Les facteurs explicatifs des écarts enregistrés par rapport aux prévisions sont ci-dessous présentés pour certains entrepôts.

♦Pour les Entrepôtsdu Maliau Benin (EMABE):

L'analyse des différents agrégats au 31 décembre 2019 nous donne comme realisation 216 534 801 F CFA soit 93,33% sur une prevision de 252 000 000 F CFA au titre de l'année 2019. Par rapport à l'exercice 2018, il faut noter que le résultat de l'exercice 2018 était dans le budget des EMATO, car les EMABE sont une nouvelle création.

Ce niveau de réalisation au quatrième trimestre 2019 s'explique par le fait que la CMDT a fait libérer le magasin des EMABE en décembre 2018 dans la perspective de faire transiter 80 000 Tonnes de Balles de coton par le Port de Cotonou. C'est en fin février 2019 pour des problèmes de transit sur le territoire Burkinabé que la CMDT a renoncé à l'opération.

♦Pour lesEntrepôtsdu Maliau Sénégal (EMASE):

Les réalisations au 31 décembre 2019 font ressortir un gap de (204 millions de FCFA) par rapport aux réalisations au 30 septembre 2018.

En effet, la dégradation des infrastructures routières a affecté le taux de rotation des camions d'une part et d'autre part les grèves intempestives de certains partenaires portuaires ont occasionné une baisse des activités de transport et de transit. Des contraintes liées, notamment à :

- L'application intégrale du règlement N°14/2005/CM/UEMOA relatif à l'harmonisation des normes et des procédures du contrôle du gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules de transport de marchandise dans les Etats membres de l'UEMOA ;
- L'instauration du bordereau de suivi des cargaisons par le Conseil Malien des Chargeurs.

♦ Pour les Entrepôts du Malien Côte d'Ivoire (EMACI):

Les réalisations au 31 décembre 2019 font ressortir une baisse de (203 millions de FCFA) par rapport aux réalisations au 31 décembre 2018.Cette dimunition est imputable à la baisse du trafic sur le corridor ivoirien et les difficultés que les opérateurs maliens rencontrent au niveau du Port d'Abidjan.

La situation des recouvrements par nature de recettes se présente comme suit:

- Les prestations à l'importation ont été mobilisées à hauteur de 511 087 506FCFA;
- les prestations à l'exportation ont été réalisées à hauteur de 54 856 116 FCFA ;
- les recettes locatives ont été realisées à hauteur de 293 745 000 FCFA ;
- le remboursement de prêt aux agents a été realisé à hauteur de 28 511 924 FCFA;
- le niveau de réalisation des recettes diverses est de187 608 048 FCFA ;
- la subvention accordée par les EMASE a été mobilisée à hauteur de 180 000 000 FCFA.

♦ Pour les Entrepôts du Mali au Ghana (EMAGHA) :

Les réalisations au 31 décembre 2019 font ressortir une hausse de (10 millions de FCFA) par rapport aux réalisations au 31décembre 2018. En dehors de la subvention accordée par les EMASE, mobilisée à 100%, les autres natures de recettes ont été faiblement mobilisées.

- les recettes issues de la redevance d'évacuation à l'importation ont été mobilisées à hauteur de 101 035 350 FCFA suite par à une amélioration du trafic sur le corridor ;
- les recettes issues de la redevance d'évacuation à l'exportation ont été mobilisées à hauteur de 4 556 500 FCFA ; ce niveau de réalisation negligéable se justifie par le fait que les véhicules qui transportent des produits alimentaires provenant du Sénégal et du Maroc à destination du Burkina Faso ne font que transiter par l'antenne des EMAGHA à Hérémakono –Sikasso ;
- les recettes locatives ont été mobilisées à hauteur de 23 600 000 FCFA ; ce faible niveau de réalisation s'explique par l'échéance de paiement de ces recettes ;
- aucune réalisation n'a été effectué au titre des produits financiers ;

- les produits sur les hydrocarbures ont été mobilisées à hauteur de 7 693 000 FCFA ; cette baisse est due au fait que le gouvernement du Ghana, dans sa politique de réorganisation du secteur pétrolier, a mis en place un système jugé très compliqué pour les opérateurs pétroliers qui s'orientent vers les autres corridors ;
- la subvention accordée par les EMASE aux EMAGUI, mobilisée à 100%; cette augmentation est destinée à l'acquisition de véhicules ;
- quant aux prêts et avances accordés aux agents, ils ont été remboursés à hauteur de 4 503 164 FCFAcette baisse s'expliquerait par le changement du taux de chancellerie qui passe de 137,10 FCFA pour 1 cédi ghanéen à 119,33 FCFA.

Par ailleurs, les EMAGHA font face à plusieurs contraintes, parmi lesquelles figurent:

- l'absence d'infrastructures et d'équipements adéquats pour l'entreposage du fret malien en import et en export, en transit par les ports du Ghana ;
- l'absence de représentations des services douaniers du Mali au Ghana, pour une meilleure collecte des informations sur le fret et la sécurisation des marchandises ; l'ouverture de la représentation est attendue aussi bien par les EMAGHA que les Autorités ghanéennes ;
- l'absence de mesures concrètes d'accompagnement des transporteurs dans le cadre du financement du renouvellement du parc des véhicules de transport de marchandises, de la mise aux normes des essieux édictés par le Règlement n°14/2005 ;
- la multiplicité des postes de contrôle ;
- la vétusté du parc auto malien sur le corridor ;
- l'absence de change monétaire entre les banques ghanéennes et maliennes
- les tracasseries sur le corridor ;
- l'absence de système informatique pour la production des documents de transport ;
- l'absence d'accord d'établissement entre le Mali et le Ghana ;
- la barrière linguistique (Français/ Anglais).

♦ Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :

Les réalisations au 31 décembre 2019 font ressortir un gap de (127 millions deFCFA) par rapport aux réalisations au 31décembre 2018. Cette évolution est imputable à la faiblesse du trafic et des moyens de recouvrement. La situation des recouvrements par nature de recettes se présente comme suit :

- les recettes locatives ont été mobilisées à hauteur de 99 millions de FCFA qui est en baisse par rapport 2018 ;
- les recettes issues des prestations d'évacuation du fret solide ont été réalisées à hauteur de 93 987 000 FCFA, qui est en hausse de 12 931 376 FCFA par rapport à 2018;
- les produits financiers ont été mobilisés à hauteur de 269 000 FCFAmais en baisse d'environ 96 189 FCFA par rapport à 2018, en raison du volume moins important des opérations ;
- aucun remboursement n'a été enregistré au titre des prêts et avances accordés aux agents ;
- le niveau des recettes diverses s'est amélioré de 21 083 949 FCFA par rapport à 2018, cette amélioration se justifie par l'augmentation du nombre de conteneurs, bien que le trafic demeure en deçà des attentes ;
- le niveau de réalisation des produits sur les hydrocarburess'est fortement dégradé (70 564 005 FCFA) par rapport à 2018, cette baisse importante s'explique par la faiblesse du trafic, en raison de création des EMABE qui constituaient une antenne des EMATO ;
- la subvention accordée par les EMASE aux EMATO a été mobilisée.à hauteur de 195 500 000 FCFA.

De manière générale, la solution aux contraintes et difficultés liés à la faiblesse du trafic passe par l'intégration des EMATO au guichet unique du commerce extérieur du Togo, à l'instar d'autres pays tels que le Niger et le Burkina Faso.

♦Pour les Entrepôts du Malien Guinée (EMAGUI):

Les réalisations au 31 décembre 2019 font ressortir une hausse de 107 millions de FCFA par rapport aux réalisations au 31 décembre 2018.

L'évolution enregistrée par rapport à 2018 s'explique par le fait qu'au-delà des Grands moulins du Mali, opérateur historique dans l'importation du Blé, plusieurs meuneries commencent à emprunter le Port autonome de Conakry pour leur importation de Blé, notamment: lesMoulins Modernes du Mali(M3) et M'BounaSA.

Enoutre, les paiements sont effectués avant l'établissement de l'ordre d'emission, en exécution de la lettre circulaire des EMAGUI avec la collaboration et l'aide précieuse des services douaniers guinéens. Lescontraintes rencontrées par les EMAGUI sont essentiellement liées à: (i) l'exiguïté du Port, (ii) le mauvai état du corridor et (iii) l'insuffisance des moyens d'évacuations.

Par ailleurs, une partie du trafic local (Kankan-Mandiana-Badogo-Bougouni) échappe au contrôle des EMAGUI en l'absence d'antenne.

Les subventions accordées par les autres entrepôts aux EMAGUI représentent la part la plus importante de ses ressources (327,610 millionsdeFCFA) ;

2.1.2.3. Perspectives pour le premier trimestre de 2020

Les perspectives pour le premier trimestre de 2020 sontci-dessousprésentéesparentrepôts.

♦Pour lesEntrepôtsdu Mali au Sénégal (EMASE):

Les grands chantiers ouverts, à savoir la construction des parkings gros porteur de M'Bao, de Sandiara et de Mahinamine, augurent de bons auspices à court et moyen termes pour les EMASE, en termes de diversification des sources de revenu et d'élargissement del'assiette des redevances.

♦Pour lesEntrepôtsdu Maliau Ghana (EMAGHA):

Pour faire face aux contraintes susindiquées et améliorer le niveau de recouvrement desrecettes, les EMAGHA envisagent:

- solliciter une hausse de la subvention pour couvrir les charges salariales;
- concernant la redevance d'évacuation à l'importation:
  - renforcer la collaboration avec la section achats locaux de la douane du Ghana pour cerner les achats locaux;
  - informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur les avantages et les mesures incitatives du port deTema;
  - plaider auprès des autorités des deux pays pour la diminution des perceptions illicites des points de contrôle;
- informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur la fréquentation du port de Tema (coton, noix, peaux, produits alimentaires, etc…) pour améliorer le niveau de recouvrement de la redevance d'évacuation à l'exportation;
- informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur la fréquentation du corridor pour l'achat de carburant et de gaz butane pour améliorer leniveau de recouvrement des produits sur hydrocarbures;
- acquérir une parcelle pour construire des magasins d'entreposage, afin d'améliorer le niveau de recouvrement des recettes locatives;
- relire le protocole d'accord de coopération en matière de transport routier entre la République du Mali et la République du Ghana et reprendre le protocole de bail entre la direction du port de Tema et les EMAGHA;
- aménager un parking pour les tationnement des véhicules maliens;
- créer des antennes à Bolgatangaet Koumassi pour cerner le fret liquide et solide.

♦Pour lesEntrepôtsdu MaliauTogo (EMATO):

Les perspectives de réalisation de recettes par les EMATO pour le quatrième trimestre se chiffrent à 144,335 millions de francsCFA.

♦Pour les Entrepôts du Malien Guinée (EMAGUI):

En termes de perspectives, un accent particulier sera mis sur le contrôle du trafic local à la frontière Mali-Guinéeau niveau de l'antenne de Kouremalé.

Ainsi, grâce aux effets combinés des efforts de diminution des barrières non tarifaires sur le corridor, de l'amélioration sensible du nombre de rotation des camions observée depuis le début du mois de mars et la délivrance à temps des ordres d'emission d'escorte, les EMAGUI espèrent pouvoir recouvrer 162,225 millions de FCFA durant le quatrième trimestre, dont 38,500 millions de FCFA à travers la coordination des activités de transport et de transit, 2,520millions de FCFA à travers la gestion des installations.

2.1.3. Mobilisation des r ecettes des comptes spéciaux du Trésor

Les prévisions de recettes inscrites dans la Loi de finances 2019 pour les comptes spéciaux du Trésor n'ont également subi aucune modification. Elles s'élèvent à 118,729 milliards de FCFA. La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit:

Tableau 3. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.

	(enmilliardsdeFCFA)		
ComptesspéciauxduTrésor	Prévisions révisées2019 (1)	Réalisationsau 31 décembre 2019(2)	Tauxderéalisation (en%) (3)= [(2)/ (1)] *100
Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)	0,605	-	-
Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	0,685	0,186	27,15
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPFo)	1,021	-	-
Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune (FAPFa)	0,279	0,777	278,74
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant (FAFE)	0,500	1,240	248,00
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières	0,350	0,210	248,00
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000	4,566	91,32
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'InnovationTechnologique	2,617	-	-
Fonds de remboursement des crédits deTVA	64,691	86,752	134,10
Fonds National pour le Développement de la Statistique (FNDS)	2,981	0,942	31,60

	(enmilliardsdeFCFA)		
ComptesspéciauxduTrésor	Prévisions révisées2019 (1)	Réalisationsau 31 décembre 2019(2)	Tauxderéalisation (en%) (3)= [(2)/ (1)] *100
Fonds de Développement Durable (FDD)	40,000	21,636	54,09
Total comptes spéciaux duTrésor	118,729	116,309	97,96

Source:DNTCP, décembre 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 3 que le montant des recettes mobilisées à la date du 31 décembre 2019 s'élève à 116,309 milliards de FCFA, dont 86,752 milliards de FCFA réalisés pour le compte du Fonds de remboursement de crédits de TVA; soit un taux de réalisation de 134, 10% par rapport à l'objectif annuel. Ce niveau de réalisation est supérieur de 42 points de pourcentage à celui enregistré à la même période en 2018 et de 51,069 milliards de FCFA, en termes de valeur.

Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du Fonds de remboursement des credits de TVA, soit 99,49% des prévisions.

2.1.4. Mobilisation des appuis budgétaires

Les appuis budgétaires inscrits au budget d'Etats ont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Pour l'exercice budgétaire 2019, il est prévu de mobiliser, au titre de ces appuis, 87,151 milliards de FCFA, au lieu de 64,782 milliards de FCFA inscrits dans la Loi de finances initiale, soit une augmentation de 34,53%.

Les ressources inscrites dans la Loi de finances rectificative 2019 au titre des dons de l'ABG s'élèvent à 76,447 milliards de FCFA, contre 56,642 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale, soit une augmentation de 34,97%.

Cette augmentation se justifie par:

- le décaissement, par l'Union Européenne, du reliquat de son ABG de 2018, d'un montantde 6,887 milliards de FCFA relatif à la mise en œuvre du Contrat d'appui à la réforme de l'Etat et la consolidation de l'Etat de droit au Mali (SBCIII) et celui de la réforme sectorielle du secteur de la Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et de l'Agriculture Durable (SANAD), dont 5,575 milliards de FCFA préalablement autorisés par le Décretn°2019-0049/PRM du 07 février 2019 portant autorisation d'encaissement de ressources additionnelles au titre de l'exercice budgétaire de 2019;
- l'augmentation, du financement de la Banque Mondiale, de 6,358 milliards de FCFA;

- l'octroi par la France au Mali d'un ABG de 6,560 milliards deFCFA préalablement autorisé par le Décret n°2019-0049/P-RM du 07 février 2019 portant autorisation d'encaissement de ressources additionnelles autitre de l'exercice budgétaire de 2019.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent désormais à 10,704 milliards de FCFA, contre 8,140 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale, soit une augmentationde 31,50%.

Cette augmentation s'explique par:

- le financement par l'Agence Française de Développement (AFD), à hauteur de 0,966 milliards de FCFA, du Programme d'appui à l'amélioration des finances publiques;
- l'augmentation, du financement de la Coopération Suisse au bénéfice du Programme Partenariats pour l'Exercice d'une Gouvernance Approchée (PEGA5), de 0,656 milliards de FCFA:
- le report des reliquats de l'ABS décentralisé de la Coopération Suisse, d'un montant de 0,408milliards de FCFA et de celui du Canada en faveur de la santé, d'un montant de 0,534 milliards de FCFA;

En termes de réalisation, les décaissements effectués par les partenaires techniques et financiers au titre de l'ABS se chiffrent à 3,800 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 35,50% par rapport aux prévisions annuelles révisées.Ces décaissements ont été effectués par la coopération Suisse et le Canada.

Comparés aux décaissements réalisés à la même période en 2018, ce niveau de réalisation est en hausse de 0,425 en termes de valeur et en baisse de 10 points de pourcentage, en termes de taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel.

En ce qui concerne les ABG, 13,400 milliards de FCFA ont été décaissés durant le quatrième trimestre par l'Union européenne (6,888 milliards de FCFA) et par l'AFD (6,550 milliardsdeFCFA).

2.1.5. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)

Pour l'exercice budgétaire 2019, des crédits d'un montant de 146,845 milliards de FCFA ont été inscrits dans la Loi de finances rectificative au titre des dons projets et legs, contre 136,067 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale, soit une augmentation de 7,92%.

Cette augmentation provient du financement par le Luxembourg, à hauteur de 10,778 milliards de FCFA, de projets relatifs: au «Développement rural et la Sécurité alimentaire», à la «Formation et l'insertion professionnelle», à la «Décentralisation et la bonne gouvernance», au «Développement durable dans les régions de Gao et de Kidal», dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif de coopération 2015-2019.

Sur ce montant révisé, **79,027** milliards de FCFA ont été réalisés au 31 décembre 2019, soit un taux de réalisation **53,82**% par rapport à l'objectif annuel.

Comparé aux décaissements réalisés à la même période en 2018, ce niveau de réalisation est en hausse de 40,125 milliards de F CFA en termes de valeur et en baisse d'environ 6 point de pourcentage, en termes de taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel.

La répartition de ces réalisations par ministère se présente comme suit:

Tableau 4.Répartition des dons projets par ministère.

	(enmillionsdeFCFA)		(en%)	
Ministères	Prévisionsrévisées 2019 (1)	Réalisationsau 31 décembre 2019	Tauxde décaissement (3)= [(2)/ (1)] *100	Partdechaque ministère (4)
MINISTEREDEL'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENTETDUDEVELOPPEMENT DURABLE	5 737	3 170	55,26	4,01
MINISTEREDES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT	30247	776	2,57	0,98
MINISTEREDEL'EMPLOI ET DELAFORMATION PROFESSIONNELLE	4 552	5 476	120,30	6,93
MINISTEREDEL'AGRICULTURE	23327	17 264	74,01	21,85
MINISTEREDEL'ELEVAGEETDELA PECHE	5 103	2 112	41,39	2,67
COMMISSARIATALASECURITEALIMENTAIRE	1 193	894	74,94	1,13
MINISTEREDEL'ENERGIEETDEL'EAU	46583	31 986	68,66	40,47
MINISTEREDEL'AMENAGEMENTDUTERRITOIREET DELA POPULATION	5 000	3 057	61,14	3,87
MINISTEREDEL'ADMINISTRATIONTERRITORIALEET DELA DECENTRALISATION	5589	4 677	83,68	5,92
MINISTEREDEL'ECONOMIEETDESFINANCES	17610	9 563	54,30	12,10
MINISTEREDESMALIENSDEL'EXTERIEUR	50	52	104,00	0,07
Total	146845	79 027	53,82	100,00

Source : DNPD, décembre 2019

Il ressort du tableau 4 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des dons projets, en termes de valeur, ont été enregistrés au niveau des ministères de l'energie et de l'eau (40,47% des décaissements), de l'agriculture (21,85% des décaissements), de l'économie et des finances (12,10% des décaissements).

Quant aux taux de décaissements les plus élevés, ils ont été réalisés par les ministères de l'empLoi et de la formation professionnelle (120,30%), des maliens de l'extérieur (104,00%) et de l'administration territoriale et de la décentralisation (83,68% des décaissements).

Le faible niveau de décaissement s'explique par le fait (i) qu'un nombre important de projets sont à leur phase de démarrage durant laquelle la mobilisation des ressources est lente, ainsi que (ii) le retard accusé par les gestionnaires de projet dans la transmission des données relatives aux décaissements.

2.1.6. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions de recettes exceptionnelles demeurent inchangées. Elles se chiffrent à 17,839 milliards de FCFA, en baisse de 6,09% par rapport aux prévisions de 2018. Elles sont constituées uniquement de recettes de remise et d'annulation de dette au titre de l'initiative PPTE[3].

Sur ce montant, 17,602 milliards de FCFA a été réalisé au 31 décembre 2019, correspondant à un allègement de la dette au titre del'initiativePPTE, dont 16,789 milliards deFCFA deprincipal.

2.2. RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des emprunts obligataires et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants.Ces ressources sont réalisées par la Direction Nationale des Domaines (DND), la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction Générale de laDette publique (DGDP), et par la Direction Nationale duTrésoret de la Comptabilité Publique (DNTCP).

Dans la Loi de finances rectificative, elles ont enregistré une baisse de 4, 93% par rapport aux prévisions initiales, passant de 378,305 milliards de FCFA à 359,663 milliards de FCFA.

Cette diminution nette résultede:(i) l'augmentation, du montant du prêt d'ABG de la Banque mondiale, de 75,358 milliards de FCFA, d'une part et (ii) la réduction, de 94,000 milliards de FCFA, des prévisions de financement extérieur des projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI), en raison du faible niveau de décaissement des ressources, observéau 31 mai 2019, d'autre part.

Demanière globale, les prévisions rectifiées de ressources de trésorerie ont été réalisées, à la fin du quatrième trimestre, à hauteur de 115,60%, soit un montant recouvré de 415,766 milliards de FCFA.

Comparé aux ressources mobilisées à la même période en 2018, ce niveau de réalisation est en hausse de 205,365 milliards de F CFA en termes de valeur et de 45 points de pourcentage, en termes de taux de réalisation par rapport àl'objectif annuel.

Le tableau 5 présente, de manière détaillée, la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 31 décembre 2019 par rapport aux objectifs annuels.

[3]PPTE:PaysPauvresTrèsEndettés.

Tableau 5. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.

Ressources	(en milliards de FCFA) Prévisions révisées 2019 (1)	Réalisations au 31 (2)	Taux de réalisation (en %) (3)= [(2) /(1)]*100
Produits provenantdela cessiondes actifs	64,435	8,004	12,42%
Aliénationsdudomainemobilier	0,385	0,465	120,78
Aliénationsdudomaineimmobilier	14,050	7,539	53,66
Recettesdeprivatisation	50,000	-	
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	191,267	391,774	204,83
Produitsdesempruntsprojets	89,267	104,364	116,91
Produitsdesempruntsprogrammes	102,000	287,410	281,77
Dépôts surles comptes descorrespondants	94,369	10,174	10,78
Remboursement de prêts etavances	9,592	5,814	60,61
Totalressourcesdetrésorerie	359,663	415,766	115,60

Source:DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, décembre 2019

Il ressort de la lecture du tableau 5 qu'au 31 décembre 2019, les produits de cessions des actifs ont été réalisés à 12,42%, contre 22,91% à la même période en 2018.Ces produits se répartissent entre Ces recettes se répartissent entre les recettes d'aliénations d'immeubles réalisées par la DND (7,539 milliards de FCFA), les recettes issues des réformes des véhicules et autres faites par la DGABE (0,465 milliards de FCFA) et les recettes de privatisation où aucune réalisation n'a été faite en 2019.

Quant aux remboursements des prêts et avances, ils ont été recouvrés à 60,61% à la fin du quatrième trimestre, contre 66,13% à la même période en 2018. L'écart, en valeur, par rapport aux réalisations de 2018 enregistre un gap de (1,044 milliards de FCFA).

Sur la même période, 10,174 milliards de FCFA ont été mobilisés à partir des dépôts sur les comptes des correspondants du Trésor sur une prévision annuelle de 94,369 milliards de FCFA, contre 5,390 milliards de FCFA mobilisés au 30 septembre 2018.

Enfin, au titre des produits des emprunts à court, moyen et long termes, ila été enregistré, aucours du quatrième trimestre, un décaissement de 391,774 milliards de FCFA sur une prévision révisée de 191,267 milliards de FCFA. Ce montant, en hausse de 197,328 milliards de F CFA par rapport aux réalisations du quatrième trimestre 2018, a été mobilisé uniquement au titre des produits des emprunts projets inscrits au BSI.

Le détail des réalisations, au titre des produits des emprunts projets, se présente comme suit:

Tableau6.Répartition des produits des emprunts projets par ministère.

	(en millions de FCFA)		(en %)	
Ministères	Prévisions révisées2019 (1)	Réalisationsau 31 décembre 2019	Tauxde décaissement (3)= [(2)/ (1)] *100	Partdechaque ministère (4)
MINISTEREDEL'ENVIRONNEMENT,DE L'ASSAINISSEMENTETDUDEVELOPPEMENT DURABLE	842	481	57,13	45,69
MINISTEREDES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT	8 492	19 056	224,40	18,10
MINISTEREDEL'EMPLOI ET DELAFORMATION PROFESSIONNELLE	3 700	7 503	202,78	7,13
MINISTEREDEL'AGRICULTURE	26530	22 114	83,35	21,00
MINISTEREDEL'ELEVAGEETDELA PECHE	6 313	7 714	122,19	7,33
COMMISSARIATALASECURITEALIMENTAIRE	-			
MINISTEREDEL'ENERGIEETDEL'EAU	43390	48 417	111,59	45,99
Total	89267	105 285	117,94	100,00

Source : DNPD, novembre 2019.

Il apparait dans le tableau 6 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des prêts projets ont été enregistrés au niveau des départements de l'énergie et de l'eau (45,99% des décaissements), de l'environnement et de l'assainissement 45,69% des décaissements) et des infrastructures et de l'équipement (261,20% des décaissements).

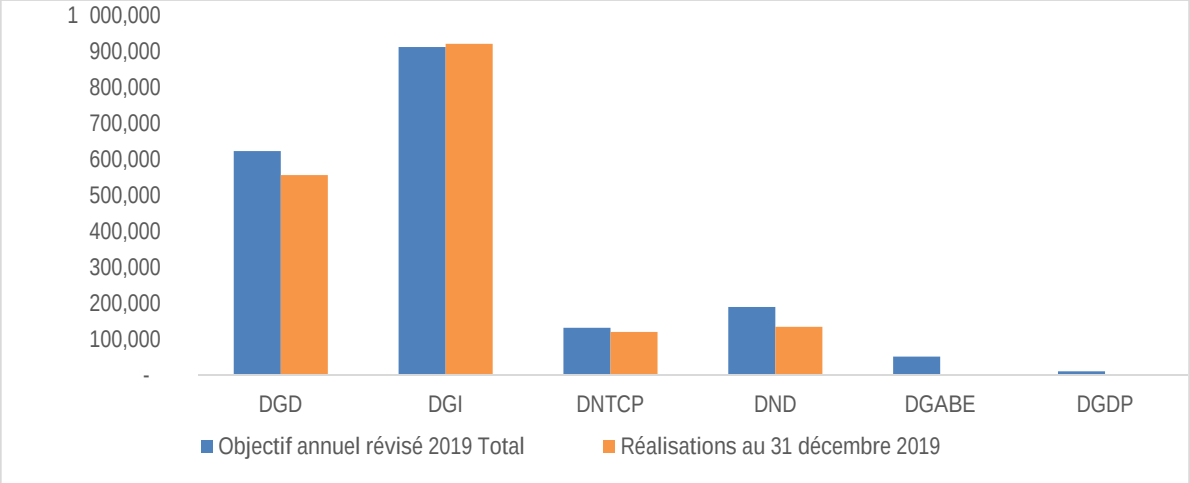
Quant aux taux de décaissements, les plus élevés ont été observés au niveau des ministères des infrastructures et de l'équipement (224,40% des prévisions), de l'emploi et de laf ormation professionnelle (202,78% des prévisions), de l'élevage et de la pêche (122,19% des prévisions).

2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE

Prévues à hauteur de 1909,338 milliards de FCFA en valeur brute dans la Loi de finances rectificative, les ressources globales à mobiliser par les services d'assiette et de recouvrement (recettes budgétaires et charges de trésorerie), sont en légère baisse de 0,08% par rapport aux prévisions initiales. Sur ce montant, il a été réalisé 1725,838 milliards de FCFA au 31 décembre 2019, soit un taux de recouvrement de 90,39%. Ces recouvrements représentent 87,08% du total des ressources mobilisées et confirment une reprise dans la mobilisation des ressources par rapport à l'exercice 2018 (77,14% à la même période en 2018).

En sus des 1623,523 milliards de FCFA de recettes budgétaires sus-indiquées (Cf.suprapoint2.1.1), elles intègrent 102,315 milliards de FCFA de ressources de trésorerie, correspondant aux dépôts sur les comptes des correspondants, aux produits de cessions d'actifs et aux remboursements de prêts et avances. La situation des recouvrements ainsi que la part de chaque service dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques1et 2.

Graphique1: Situation des recouvrements par service

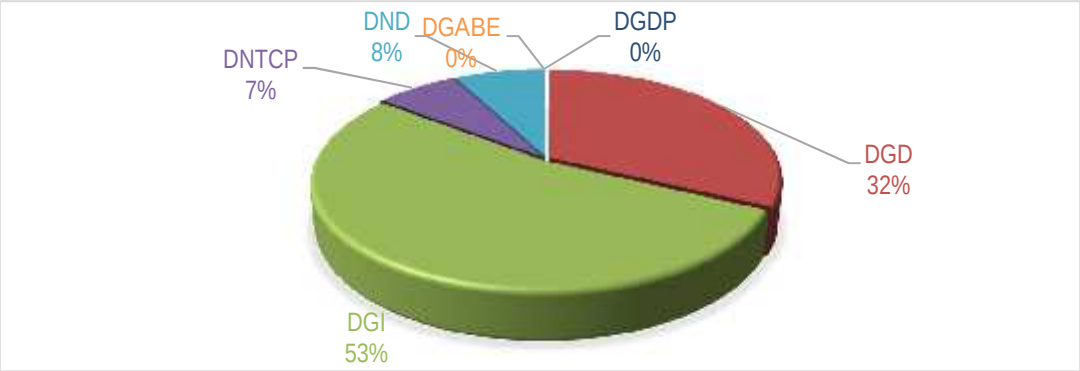


Source: DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, décembre 2019*

Il apparait dans le graphique 1 que le taux de réalisation le plus élevé a été enregistré par la Direction Générale des Impôts (100,96%), suivie par la Direction générale des douanes (89,37%).

En termes de parts réalisées dans le total des ressources mobilisées par les services d'assiette au 31 décembre 2019, celles de la Direction générale des impôts s'élèvent à 44,14%et celles de la Direction générale des douanes à 27,86%, comme schématisées dans le graphique 2

Graphique2: Part des recouvrements des services dans le total des ressources



Source: DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, décembre 2019

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

A. Rappel des objectifs quantifiés

Pour l'exercice 2019, les prévisions de recouvrement des recettes douanières sont été fixées, dans la Loi de finances rectificative, à 621milliards FCFA, contre689, 100 milliards FCFA dans la Loi de finances initiale, soit une réduction de 9,88%. Sur cette prévision révisée, 185 milliards FCFA représentent les recettes sur les produits pétroliers et 436 milliards FCFA, celles sur les autres marchandises.

B. Réalisations des recettes douanières

Tableau7. Situation des réalisations de recettes douanières.

(En milliards deFCFA)

Bureaux		Réalisationsau 31 décembre2018	Réalisationsau31 décembre 2019	Prévisions LFI2019	Prévisions LFR2019
Produitspétroliers	Réalisations	138,264	159 166	220,000	185,000
	Prévisions	209,100	185 000		
	Ecarts	-70,836	-25834		
	Couverture	66,12%	86,04%		
Produitsnonpétroliers	Réalisations	360,148	395 811	469,100	436,000
	Prévisions	432,000	436 000		
	Ecarts	-71,852	-40189		
	Couverture	83,37%	90,78%		
Total	Réalisations	498,412	554 977,000	689,100	621,000
	Prévisions	641,100	621 000,000		
	Ecarts	-142,688	-66023,000		
	Couverture	77,74%	89,37%		

Source:DGD, septembre 2019.

II-1- Analyse globale:

A la date du 31 décembre 2019, sur une prévision de recettes de 621 000 millions F CFA, dont 185 000 millions F CFA au compte des produits pétroliers et 436 000 millions F CFA au compte des marchandises solides, la Direction Générale des Douanes a réalisé 554 978 millions F CFA, d'où un taux de réalisation de 89,4% et un gap nominal de -66 022 millions F CFA.

II-2- Produits pétroliers:

Sur une prévision de recette dans la Loi des Finances Rectificative (LFR) 2019 de 185 000 millions F CFA au titre de l'année 2019, il a été réalisé sur les produits pétroliers 159 166 millions de F CFA. Il se dégage de ces chiffres un taux de réalisation des prévisions de86, 0% et un gap nominal de -25 833 millions F CFA.

- ✓ La tendance haussière des prix fournisseurs : Les recettes sur les produits pétroliers ont été particulièrement impactées par les faits conjoncturels ci-dessus énumérés. Ainsi, si le dédouanement d'une citerne de 55 000 litres de supercarburant sur l'axe Dakar apportait 15,8 millions F CFAen janvier 2019, en octobre 2019, la même quantité n'apportait que 10 millions de F CFA, soit un manque à gagner de 5,8 millions F CFA par citerne.

  Ce montant rapporté au volume TTC de super consommé en 2019 donne une somme importante pour permettre à la Douane d'atteindre les objectifs de recettes en 2019.

  Sur l'axe Abidjan, sur un volume de 55 000 litres de super, les prélèvements fiscaux ont varié de 18,7 millionsF CFA en septembre 2017 à 15,5 millions F CFA en septembre 2018 et à seulement 13,3 millions F CFA en septembre 2019. La même tendance est observée sur le gasoil.

- ✓ La contraction des mises à la consommation : le 1er trimestre est bouclé avec une consommation mensuelle moyenne de 78,8 millions de litres TTC elle a ensuite chuté pour n'être qu'à 75,6 millions de litres en moyenne en fin septembre 2019. Cette tendance baissière des mises à la consommation est imputable à la morosité de l'activité économique née de la situation sécuritaire. Malgré sa nette augmentation par rapport à 2018, les consommations restent inférieures au niveau prévisionnel de 2019 qui est de 80 millions de litres TTC/mois.

II-3- Produits non pétroliers :

Sur une prévision de 436 000 millions F CFA dans la Loi de Finances Rectificative 2019 (LFR), la Douane a réalisé sur les marchandises solides la somme de 395 811 millions F CFA. Il se dégage un taux de réalisation des prévisions de 90,85% et un gap négatif de -39 877 millions F CFA.

Les recettes sur les produits non pétroliers ont subi elles aussi des facteurs conjoncturels moins favorables, notamment ceux liés à la morosité de l'activité économique faisant surtout suite à l'insécurité qui règne dans certaines parties du pays.

- les effets directs se traduisant par le fait que les trois régions du nord ainsi qu'une partie de celles du centre et du sud qui, jusque-là échappaient à l'emprise de l'insécurité, sont de nos jours dans le rayon sécuritaire ;
- les effets collatéraux résultant des infiltrations frauduleuses à partir des zones d'insécurité.
- la morosité économique née de cette situation d'insécurité ayant entrainé dans bien de cas des changements dans la structure des importations, certains produits pourvoyeurs de recettes (cigarettes, machines, appareils et matériels mécaniques) sont moins importés;
- les mouvements sociaux intervenus dans les principaux pays de desserte comme au Sénégal et au Burkina Faso ;
- les mesures de soutien aux consommateurs suite à la réduction de la base taxable du riz de 200 000F CFA/tonne à 100 000 F CFA/tonne, avec un manque à gagner estimé à 7,8 milliards F CFA en budget d'Etat;
- l'impact de la prise en charge des anticipations intervenues en 2018.

C. Perspectives de recouvrement pour le premier trimestre 2020

Tableau9. Situation des réalisations de recettes douanières.

(En milliards de FCFA)

Bureaux	Perspectivespourlepremiertrimestre2020			
	Janvier	Février	Mars	Cumul au 31 Mars 2020
Produitspétroliers	15 200	15 200	15 200	45 600,00
Produitsnonpétroliers	41 816	43 111	43 661	128 588,00
Total	57 016,00	58 311,00	58 861,00	174 188,00

Source: DGD, décembre 2019

Comme cela ressort dans le tableau 9, les perspectives de recouvrement de la DGD pour le premier trimestre 2020 sont globalement fixées à 174,188 milliards de FCFA, dont 45,600 milliards de francs CFA sur les produits pétroliers et 128,588 milliards de francs CFA sur les autres marchandises.

D. Mesures pour booster les recettes

Afin d'atteindre ses objectifs de recettes 2020, la Direction Générale des Douanes a initié et mis en œuvre un certain nombre de mesures dont l'objectift est d'accroitre de manière significative les recettes douanières. Il s'agit entre autres :

1. Contrôle hiérarchique : Le renforcement du contrôle interne dans le cadre de l'amélioration de la prise en charge des marchandises permettra aussi d'améliorer les recouvrements au niveau des bureaux de dédouanement ;
2. ExpLoitation préalable des dossiers de la plateforme des bordereaux de suivi des cargaisons du Conseil Malien des Chargeurs, qui contient des informations sur les conteneurs à l'importation (poids, valeur, nature des produits, etc…). ce qui permettra d'ajuster les contrôles douaniers à l'arrivée des marchandises ;
3. Suivi rigoureux de l'apurement à temps des D24 avec l'application des sanctions pour les défaillants ;
4. Transmettre en temps réel les données d'expédition des cargaisons à partir des représentations de Dakar et d'Abidjan ;
5. Renforcer le suivi de la prise en charge des marchandises aux frontières :
    - expLoitation des données transmises par les représentions à Abidjan et à Dakar) ;
    - remise documentaire douanes – douanes.
6. Renforcer le suivi du transit des marchandises ;
7. Suivre rigoureusement la validation des T1 et l'apurement des manifestes ;
8. Renforcer le scanning des marchandises et l'expLoitation des résultats des scanners ;
9. Renforcer la maitrise de la base taxable ;
10. Renforcer le contrôle des certificats d'origine (CO).Procéder au recouvrement des impayés sur antérieur ;
11. Renforcer le contrôle de la gestion des entrepôts ;
12. Renforcer le contrôle de la destination privilégiée des marchandises exonérées ;
13. Poursuivre le dépLoiement des bases de lutte contre la fraude ;
14. Renforcer les moyens d'intervention des Brigades Mobiles d'Intervention (BMI) dans le cadre de la lutte contre la fraude et la criminalité organisée.

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

A. Rappel des objectifs

Les objectifs de recettes assignés à la Direction Générale des Impôts (DGI) dans la Loi de finances rectificative s'élèvent à 910,700 milliards de francs CFA, contre 908,700 milliards defrancs CFA dans la Loi de finances initiale. Sur ce montant, il était prévu de réaliser 919,455 milliards de francs CFA au 31 décembre 2019.

B. Réalisations

En fin décembre2019, il a été réalisé 919,455 milliards de FCFA, soit un taux der éalisation de 100,96%.
A la même période en 2018, la DGI avait réalisé 632,635 milliards de FCFA sur une prévisionde 845,602 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 74,81%.

Tableau 10.Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2018 et 2019.

DésignationdesImpôts	EXERCICE2018			EXERCICE2019		
	Prévisionsau 31 décembre (enmilliardsde francsCFA)	Réalisations au31 décembre (enmilliardsde francsCFA)	Tauxde réalisation(en%)	Prévisions réviséesau 31 décembre (enmilliardsde francsCFA	Réalisations au31 décembre (enmilliardsde francsCFA	Tauxde réalisation(en%)
Impôtsdirects	458 265	338 527	73,87	470 406	471 573	100,25
Impôtsindirects	361 945	259 465	71,69	397 654	416 202	104,66
Enregistrementsettimbre	25 392	34 643	136,43	42 640	31 680	74,30
Total	**845 602**	**632 635**	**74,81**	**940 700**	**919 455**	**100,96**

Source: DGI, décembre 2019

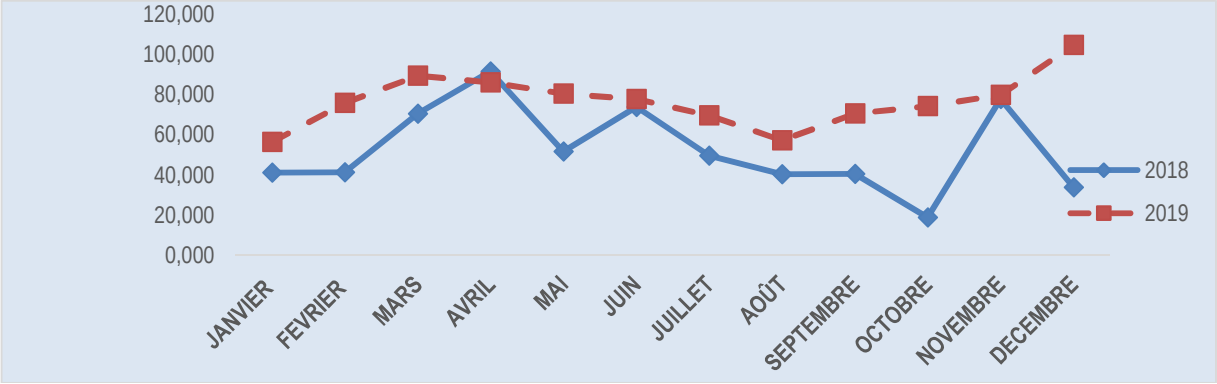
De l'examen du tableau10, il ressort qu'au 31 décembre 2019, la DGI a été performante dans la mobilisation des impôts directs et ndirects avec des taux de réalisation s'élevant respectivement à 100,25% et 104,66% par rapports aux objectifs semestriels.

Quant aux droits d'enregistrement et de timbre, ils ont été recouvrés à 74,30%, dégageant un gap de (2,963 milliards de FCFA) par rapport à l'objectif semestriel.

Comparés aux montants recouvrés sur la même période en 2018:

- les impôts direct sont dépassé leur niveau de 2018 de 133,046 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 39,30%;
- les impôts indirects ont également dépassé leur niveaude 2018, l'excédentse chiffre à 156,737milliards de francs CFA, soit un accroissement de 60,41%;
- quant aux droits d'enregistrement et timbre, ils n'ont pas atteint leur niveau de 2018, le gap constaté est de (2,963 milliards de francs CFA), soit une baisse de 8,55%.

Graphique 3. Evolution comparative des recettes fiscales mensuelles de janvier à juillet 2018 et 2019.



Source:DGI, décembre 2019.

De l'analyse du graphique, on constate que les réalisations de janvier à décembre 2018 sont inférieures à celles de 2019 et la tendance est renversée seulement en avril 2019.

En somme, la mise en œuvre des mesures issues des rapports d'assistance technique, notamment celles relatives à l'intensification des actions de recouvrement et au mécanisme de suivi rapproché institué par la DGI ont beaucoup contribué à l'amélioration de la performance des structures chargées du recouvrement et à l'atteinte des objectifs de recettes au 31 décembre 2019.

DIRECTION NATIONALEDU TRESOR ET DELA COMPTABILITE PUBLIQUE

Les objectifs de recettes assignés à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP) dans la Loi de finances initiale demeurent inchangés dans la Loi de finances rectificative. Ils s'élèvent à 35,900 milliards de FCFA.

A la date du 31 décembre 2019, les prévisions cumulées de recettes à réaliser par la DNTCP, se chiffrent à26,355 milliards de FCFA.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019 sont ci-dessous présentées.

Etat des recouvrements des prévisions de recettes budgétaires au 31 décembre 2019

Les prévisions cumulées de recettes à réaliser par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique à la date du 31 décembre 2019 s'élèvent à 35,900 milliards de F.CFA dont 24,820 milliards de F.CFA d'impôts et taxes, 10,800 milliards de F.CFA pour le PMU et 0,280 milliards de F.CFA pour le CASINO.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le 4èmetrimestre 2019 sont ci-dessous présentées :

A. Prévisions et réalisations de recettes au 31 décembre 2019

La situation d'exécution des prévisions de recettes de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

En milliards de FCFA

	Cumul au 30 sept 2019		4ème Trimestre 2019						Cumul au 31 déc 2019	
			octobre		novembre		décembre			
	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal
Impôts et Taxes	18,188	18,917	2,442	1,682	2,392	2,423	1,798	2,638	24,820	25,660
PMU	8,100	5,395	0,900	0,501	0,900	0,666	0,900	0,591	10,800	7,153
CASINO	0,211	0,180	0,023	0,023	0,023	0,022	0,023	0,049	0,280	0,274
TOTAL	**26,499**	**24,492**	**3,365**	**2,206**	**3,315**	**3,111**	**2,721**	**3,278**	**35,900**	**33,087**

Les recettes recouvrées par la DNTCP au 31 décembre 2019 s'élèvent à 33,087 milliards de F.CFA dont 25,660 milliards de F.CFA au titre des impôts et taxes recouvrés par le Trésor, 7,153 milliards de F.CFA pour les recettes du PMU-MALI et 0,274 milliards de F.CFA recouvrés au niveau du CASINO.

Par rapport aux prévisions cumulées à fin décembre 2019, il se dégage un déficit de 2,813 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 92%.

Au titre des impôts et taxes recouvrés par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique, il se dégage un taux de réalisation de 103%.

B. Perspectives de recouvrement du1er trimestre 2020

En milliards de FCFA

	Cumul des Prévisions du 4ème Trimestre 2019	Prévisions du 1er Trimestre 2020			Cumul des prévisions du 1er Trimestre 2020	TOTAL
		Janvier	Février	Mars		
Impôts et Taxes	24,820	2,184	1,954	2,153	6,291	31,111
PMU	10,800	0,972	0,972	0,972	2,916	13,716
CASINO	0,280	0,026	0,026	0,026	0,078	0,358
TOTAL	35,900	3,182	2,952	3,151	9,285	45,185

Les prévisions de recouvrement de recettes de la DNTCP du1ertrimestre 2020 s'élèvent à 9,285 milliards de francs CFA dont 6,291 milliards de francs CFA sur les impôts et taxes, 2,916 milliards de francs CFA de recettes provenant du PMU-MALI et 0,078 milliards de francs CFA provenant du CASINO.

Ces prévisions sont réparties mensuellement comme suit :

- Janvier : 3,182 milliards de FCFA ;
- Février : 2,952 milliards de FCFA ;
- Mars : 3,151 milliards de FCFA.

La répartition mensuelle des perspectives de recouvrement des recettes provenant du CASINO au cours du 1er trimestre 2020 est de 0,026 milliards de francs CFA par mois.

Concernant les prévisions mensuelles de réalisation de recettes du PMU-MALI, il est prévu un recouvrement de 0,972 milliards de francs CFA pour les mois de janvier, février et mars 2020.

Quant au recouvrement des impôts et taxes, il est prévu pour les mois de janvier, février, mars respectivement des montants de 2,184 milliards de francs CFA, 1,954 milliards et 2,153 milliards de FCFA.

Des dispositions sont en train d'être prises par la DNTCPpour pouvoir atteindre son objectif de recettes de l'exercice budgétaire 2020. Cet objectif sera atteint à travers un meilleur suivi des recettes de Chancellerie et des régies de recettes notamment les passeports.

1. La situation d'exécution des ressources et des charges de trésorerie

A. Ressources de trésorerie

Les ressources de trésorerie sont constituées des produits de cessions d'actifs, des remboursements des prêts et avances, des emprunts obligataires et des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction Nationale des Domaines (DND), la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP), et par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Les prévisions de ressources de trésorerie ont été réalisées, à la fin du 4ème trimestre, à hauteur de 138,99%, soit une réalisation de 499,903 milliards de francs CFA, sur une prévision cumulée à la même période de 359,663 milliards de francs CFA.

La situation d'exécution des ressources de trésorerie au 31/12/2019 est présentée dans le tableau ci-dessous

En milliards de FCFA

LIBELLES		PREVISIONS PLFI 2019 (1)	PREVISIONS LFR AU 31/12/2019 (2)	REALISATIONS AU 31/12/2019 (3)	ECARTS (4) = (3) - (2) Montants	ECARTS (4) = (3) - (2) %
Produits provenant de la cession des actifs		64,435	64,435	8,008	- 56,427	12,43%
	Aliénations du Domaine mobilier	0,385	0,385	0,469	0,084	121,82%
	Aliénations d'immeubles	14,050	14,050	7,539	- 6,511	53,66%
	Recettes de Privatisation	50,000	50,000	-	- 50,000	
Produits des emprunts à court, moyen et long termes		209,909	191,267	391,774	200,507	204,83%
	Produits des emprunts projets	183,267	89,267	104,364	15,097	116,91%
	Produits des emprunts programmes	26,642	102,000	287,410	185,410	281,77%
Dépôts sur les comptes des correspondants		94,369	94,369	94,311	- 0,058	99,94%
Remboursement des prêts et avances		9,592	9,592	5,814	- 3,778	60,61%
Total ressources de trésorerie		**378,305**	**359,663**	**499,907**	**140,244**	**138,99%**

En fin décembre 2019, la réalisation au titre des produits de cessions des actifsa été de 8,004 milliards de FCFA sur une prévision de 64,435 milliards de FCFA soit un reste à réaliser de 56,431 milliards de FCFA. Ces recettes se répartissent entre les recettes d'aliénations d'immeubles réalisées par la DND (7,539 milliard de FCFA), les recettes issues des réformes des véhicules et autres faites par la DGABE(0,465 milliards de FCFA) et les recettes de privatisation où aucune réalisation n'a été faite en 2019.

Sur la même période, les recouvrements sur les remboursements des prêts et avances se chiffrent à 5,814 milliards de FCFA sur une prévision de 9,592 milliards de FCFA. Le reste à recouvrer s'élève à3, 778 milliards de FCFA.

Les dépôts sur les comptes des correspondants du Trésor au 31 décembre 2019 sont 94,311 milliards de FCFA sur une prévision de 94,369 milliards de FCFA, soit un reste à réaliser de0, 058 milliards de FCFA.

Enfin, au titre des emprunts programmes, il a été enregistré du 1erjanvier au 31 décembre 2019 un décaissement de 287,410 milliards sur une prévision de 102 milliards de FCFA.

B. Charges de trésorerie

Au 31 décembre2019, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées 348,798 milliards de francs CFA, contre une réalisation de 307,236 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 88,08%.

La situation d'exécution de ces charges, au 31 décembre 2019, est ci-dessous présentée :

En milliards de FCFA

LIBELLES	PREVISIONS PLFI 2019	PREVISIONS LFR AU 31/12/2019	REALISATIONS AU 31/12/2019	ECARTS (4) = (2) - (3)	
	(1)	(2)	(3)	Montants	%
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	254,429	254,429	248,472	5,957	97,66%
Principal dette intérieure	*142,372*	*142,372*	*142,372*	-	100,00%
Principal dette extérieure	*112,057*	*112,057*	*106,100*	5,957	94,68%
Retraits sur les comptes des correspondants	94,369	94,369	58,764	35,605	62,27%
Prêts et avances	-	-	-	-	
Total charges de trésorerie	**348,798**	**348,798**	**307,236**	**41,562**	88,08%

Les réalisations au titre du remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes se chiffrent à 248,472 milliards de francs CFA dont 142,372 milliards de francs CFA au titre de la dette intérieure et 106,100 milliards de francs CFA au titre de la dette extérieure ; soit un taux de réalisation de 97,66% par rapport aux prévisions.

En ce qui concerne les retraits sur les comptes des correspondants, ils sont prévus au 31 décembre2019 pour 94,369 milliards de francs CFA. Les réalisations se chiffrent à 58,764milliards de francs CFA composés essentiellement des dépenses effectuées par l'Office Malien de l'Habitat (OMH), l'Agence pour la Promotion Touristique au Mali (APTM), le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), la CCIM, l'AMAP, l'ORTM, l'Autorité Routière et autres correspondants.

2. Le niveau de réalisation des décaissements au titre des appuis budgétaires.

Les appuis budgétaires inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Le décaissement effectué par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à la fin du 4è trimestre 2019 se chiffrent à 111,854 milliards de FCFA pour un objectif à fin décembre 2019 de 100,895 milliards de FCFA.

Ces décaissements ont été effectués au titre de l'ABG par l'AFD pour 11,808 milliards, par l'UEMOA pour 1 milliard, par la BM pour 23,581, par le UE pour 45,786 milliards et au titre del'Appui Budgétaire Sectoriel par le Canada pour 3,500 milliards, par la Suisse pour 4,555 milliards et par la CEDEAO pour 1,982 milliardde FCFA.

3. La situation de réalisation des prévisions de recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les recettes mobilisées par les comptes spéciaux du Trésor à la date du 31 décembre 2019 sont de 116, 309 milliards de FCFA dont 86,752 milliards de FCFA au titre du Fonds de remboursement de Crédits de TVA. La situation de réalisation de recettes par compte spécial se présente comme suit :

En milliards de FCFA

LIBELLES	PREVISIONS PLF 2019	REALISATIONS AU 31/12/2019	ECARTS (3) = (1) - (2)	
	(1)	(2)	Montants	%
Fonds de remboursement de Crédits de TVA	64,691	86,752	- 22,061	134,10%
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000	4,566	0,434	91,32%
Fond d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPI	1,021	-	1,021	0,00%
Fond d'Aménagement et de Protection de la faune (FAP	0,279	0,777	- 0,498	278,74%
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant	0,500	1,240	- 0,740	248,00%
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières	0,350	0,210	0,140	60,00%
Fonds pour le Développement Durable (FDD)	40,000	21,636	18,364	54,09%
Fonds National pour le Développement de la Statistique	2,981	0,942	2,039	31,60%
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2,617	-	2,617	0,00%
Programme de Développement des Ressources Minera	0,605		0,605	0,00%
Fonds d'appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	0,685	0,186	0,499	27,15%
Total Comptes Spéciaux	**118,729**	**116,309**	**2,420**	97,96%

4. la situation de réalisation des prévisions de recettes exceptionnelles

Avec la réforme du budget-programme, les ressources PPTE sont de recettes budgétaires inscrites au niveau de la ligne « Recettes Exceptionnelles ».

Il s'agit des remises et annulations de dettes notamment des recettes issues de l'initiative PPTE.

Le recouvrement relatif à l'allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE à la date du 31 décembre 2019 se chiffre à 17,602 milliards de francs CFA (dont 16,789 milliards pour le principal) sur une prévision totale de 17,839 milliards de Francs CFA.

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES

Les réalisations de recettes de la Direction Nationale des Domaines (DND) au quatrième trimestre 2019 ainsi que les perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre 2019, sont ci-dessous présentées.

A. Prévisions

Les objectifs de recettes assignés à la DND passent de 123,300 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale de 2019 à 187,800 milliards de FCFA, soit une augmentation de 52,31%. Cette prévision se décompose comme suit:

- 108,865 milliards de FCFA de recettes budgétaires dont 76,031 milliards de FCFA attendus durant le troisième trimestre;
- 14,50 milliards de FCFA de ressources de trésorerie dont 10,788 milliards de FCFA attendus au troisième trimestre.

B. Réalisations

Comme l'illustre les données du tableau 13, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes du quatrième trimestre s'est chiffrée à 132,603 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 70,20%, contre 34,19% à la même période en 2018.

Tableau11.Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND en milliards de FCFA.

Nature	Prévisionsau 31 décembre 2018	Réalisations au 31 décembre 2018	Taux de realization (%)	Prévisions au 31 décembre 2019	Réalisations au 31 décembre 2019	Taux de realization (%)
Recettes budgétaires	244, 317	83, 285	34, 09……	174,463	124,599	71,42
Recettes fiscales	58,754	39,013	64,40	47,087	66,804	141,87
Taxe sur la plus-value de cession	1,111	1,371	123,40	1,111	1,595	143,52
Taxe sur frais d'édilité	0,365	0,320	87,78	0,365	0,290	79,52
Taxe ad valorem	41,837	27,246	65,12	36,382	45,845	126,01
Taxe d'extraction	0,215	0,107	49,60	0,215	0,364	169,10
Prélèvement honoraries greffiers	0,141	0,151	106,90	0,300	0,232	77,38
Droits d'enregistrement	12,664	7,499	59,22	6,600	15,574	235,97
Enregistrement des locations verbales	0,317	0,148	46,78	0,420	0,416	99,06
Droits de conservation foncière	1,594	1,764	110,68	1,094	1,952	178,41
Droit de timbres	0,510	0,406	79,62	0,600	0,536	89,35
Recettes non fiscales	134,678	21,345	15,85	77,620	16,079	20,71
Redevances superficiaires	0,403	0,371	91,93	0,410	0,465	113,31
Concessions ordinaires	133,447	20,425	15,31	76,610	15,044	19,64
Loyers administratifs	0,291	0,299	102,58	0,100	0,021	21,18
Pénalités	0,536	0,251	46,90	0,500	0,549	109,76
Produits financiers	50,886	22,927	45,06	49,756	41,717	83,84
Dividendes des autres sociétés	22,538	15,726		22,538	24,624	109,26
Dividendes des societies minières	28,348	7,201	25,40	27,218	17,093	62,80
Ressources de trésorerie	10,178	3,737	36,72	14,435	8,004	55,45
Aliénations d'immeubles et TF	9,825	3,271	33,30	14,050	7,539	53,66
Aliénations de meubles	0,353	0,466	131,97	0,385	0,465	120,78
TOTAL	254,495	87,022	34,19	188,898	132,603	70,20

Source: DND, décembre 2019.

a. Recettes budgétaires

La contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes budgétaire s'est chiffrée 124,599 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 71,42% (y compris le montant de la quatrième licence) et de 100,13% hormis le montant de 50 milliards de F CFA lié à la quatrième licence de téléphonie mobile dont le processus d'octroi est toujours en cours.

La réalisation des recettes budgétaires de 2019 a connu une forte augmentation par rapport à l'exercice 2018, dont le montant se chiffrait à milliards de francs CFA, soit une croissance de 40,980de francs CFA.

Les augmentations les plus significatives se situent au niveau de la taxe ad valorem, des dividendes et des recettes ordinaires (droits d'enregistrement, etc).

b. Ressources de trésorerie

Les réalisations cumulées du quatrième trimestre se sont chiffrées à 8,004 milliards de francs CFA, contre 3,737 milliards de francs FCFA en 2018, avec un taux de 55,45% de la prévision fixée à 14,435 milliards de francs CFA.

Cette contre performance est due au non reversement par l'ACI des produits issus de la vente des bâtiments dont le reliquat se chiffre, selon nos sources, à plus de 8 milliards de francs CFA.

c. Contraintes et difficultés rencontrées

Nonobstant l'atteinte des objectifs annuels de recettes budgétaires, les réalisations de recettes ont été fortement impactées par un certain nombre de difficultésd ont:

- le non-paiement des dividendes par certaines sociétés;
- le non-paiement de l'intégralité des montants de la TAV déclarées par la société minière de SEMICO;
- le paiement de la TAV de certaines sociétés minières par compensation des crédits TVA;
- l'incidence négative des dispositions des conventions d'établissement de la société minière SOMILO, empechant toute distribution de dividende, malgré la réalisation d'importants bénéfices ;
- le non-respect du paiement des dividendes prioritaires (10% du bénéfice distribuable au profit De l'État), perçus en cas de bénéfices réalisés par les sociétés minières;
- la non-représentation de la DND dans les commissions de délivrance, de renouvellement, de transfert et de retrait des permis miniers et d'autorisation d'ouverture de carrières industrielles ;
- la non-comptabilisation dans les recettes de la DND du montant des acomptes de dividendes payés pa rPMU-MALI (1 200 000 000 de FCFA en 2019)
- l'inexistence d'un cadre de concertation entre le Ministère de l'économie et des finances, le Ministère des mines et le Ministère de l'habitat et de l'urbanisme pour un meilleur suivi du secteur minier;
- l'application de trois codes miniers qui engendre, du coup, unei négalité de traitement des Sociétés minières œuvrant dansle même secteur;
- la non-implication de la DND dans les procédures de transfert et de cession de permis miniers pour lui permettre de recouvrer la plus-value de cessions réalisées sur ces transactions;

- l'application de trois codes miniers, engendrant, du coup, une inégalité de traitement des sociétés, oeuvrant dans le même secteur, notamment en matière fe taxe ad valorem ;

- l'insuffisance du crédit de fonctionnement des structures opérationnelles de la Direction nationale des Domaines
- l'insuffisance des moyens matériels pour la mise en œuvre des activités de recouvrement de recettes.

d. Mesurescorrectives

Pour améliorer le niveau des recouvrements, les mesures suivantes sont envisagées: A court terme:

- demander à l'Agence de Cession Immobilière (ACI), de procéder au paiement du reliquat du prix de cession des bâtiments administratifs vendus et les autres droits connexes dont le montants'élève à plus de 8 milliards de francs CFA ;
- demander aux responsables des sociétés minières et non-minières, dans lesquelles l'Etat détient des participations, de proposer aux organes délibérants desdites sociétés la distribution de dividendes en cas de réalisation de bénéfices;
- relire la convention d'établissement de la société des mines d'or de Loulo (SOMILO) pour supprimer les dispositions de l'article 8 empêchant la distribution de dividendes;
- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la DGI dans le but de mutualiser les informations sur les contribuables, envue d'améliorer la mobilisation des recettes intérieures;
- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la Direction nationale de la géologie et des mines pou rrenforcer le suivi des recettes provenant du secteur minier;
- renforcer le cadre de collaboration entre la DND et l'Ordre des notaires pour un meilleur suivi des transactions foncières;
- appliquer la Loi sur la publicité foncière obligatoire envue d'améliorer les recettes liées aux transactions foncières;
- comptabiliser au compte du service des domaines, les recettes de redevances superficiaires et de la taxe d'extraction des carrières et de ramassage des matériaux recouvrées par la Direction nationale de la géologie et des mines ;

- organiser des missions de suivi et de contrôle de la mise en œuvre des instructions relatives au recouvrement des recettes au niveau régional et subrégional;
- renforcer les capacités (équipements, ressources humaines, voyages d'études, formation, etc.) de la DND dans le cadre de la mobilisation des recettes.

A moyen terme:

- prendre les dispositions nécessaires pour mettre en application le droit de préemption dans le cadre des transactions foncières;
- revoir à la hausse les taux de la taxe sur la plus-value de cession immobilière au regard de l'existence dupotentiel avéré dont regorge les transactions foncières;
- rapatrier les rubriques de recettes domaniales recouvrées par d'autres services dans la nomenclature des recettes de la DND;
- mettre en place le cadastre pour une meilleure évaluation de la valeur vénale des immeubles objets des transactions.

C. Perspectives de recouvrement pour le premier trimestre 2020

Comme perspectives, il est attendu, au titre du premier trimestre, un montant de19, 7 milliards de francs CFA, réparti comme suit :

- 10,7 milliards de taxe ad valorem dont 3,7 milliards de compensations de crédits TVA;
- 2 milliards de F CFA de dividendes de GOUNKOTO ;
- 7 milliards de F CFA de recettes ordinaires (droits d'enregistrement, de timbre, de conservation foncière, taxe sur les plus-values de cession, redevances domaniales, redevances superficiaires, taxe d'extraction ou de ramassage, loyers administratifs, etc).

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2019 demeure inchangé dans la Loi de finances rectificative à 9,592 milliards de FCFA.

Sur ce montant, 4,156 milliards de FCFA ont été mobilisés à la date du 31 décembre 2019, soit un taux d'exécution 43,33% par rapport à l'objectif annuel, contre 40,24% à la même période en 2018.

L'écart considérable enregistré entre les réalisations et les prévisions est dû au non-paiement des échéances du Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur SA (N-SUKALA), qui n'arrive pas à honorer, à bonne date, ses échéances.

Les perspectives de recouvrement du premier trimestre 2020 se chiffrent à 1,648 milliards de FCFA.

La Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) continuera à recouvrer les échéances courantes de dettes et à réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'économie et des finances.

Letableau 12 présente la situation des recouvrements des prêts rétrocédés au quatrième trimestre 2019.

Tableau 12.Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP. (En millions de FCFA)

	janvier		février		mars		avril		mai		juin		juillet		août		septembre		octobre		novembre		décembre		TOTAL GENERAL	
ORGANISMES	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal
BNDA				12	8	9			405	405	12			12		9	8				403	403	12		**848**	**850**
EDM-SA										165	125					55		55					125	110	**250**	**385**
SOGEM	207		1084			1630	910						207	1426	1068				892	1054					**4 368**	**4 110**
BDM-SA							74	74											71			72			**145**	**146**
SOTELMA-SA							6	6											6					6	**12**	**12**
N-SUKALA					1852												1836								**3 688**	**0**
BMS-SA							142	148											139	150					**281**	**298**
Total	207		1084	**12**	1860	**1 639**	1132	**228**	405	**570**	137	**0**	207	**1438**	1068	**64**	1844	**55**	1108	**1 204**	403	**475**	137	**116**	**9 592**	**5 801**
Cumul				**12**		**1 651**		**1 879**		**2 449**		**2449**		**3887**		**3951**		**4006**		**5210**		**5685**		**5801**		
Taux de réalisation			0		88		20		141		0		695		6		3		109				85		60	

Source : DGDP, décembre 2019

DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT

Les recettes de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) proviennent essentiellement des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées.

En 2019, ila été inscrit dans la Loi des finances des prévisions de recettes de cessions d'immobilisations incorporelles de 50 milliards de FCFA pour la DGABE. Ces prévisions demeurent inchangées dans la Loi de finances rectificative.

Elles prennent en compte la cession:

- d'une partie des actions de la SOTELMA;
- de l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP);
- des actifs de l'Hôtel Club de Sélingué.

A l'issue des travaux de la commission de privatisation de l'UMPP, créée par Décision n°2017-

0025/MDI-SG du 06 juillet 2017, une seule offre a été reçue. Il s'est avéré que cette offre n'est pas avantageuse pour l'Etat. A cet égard, il a été décidé de procéder à la réalisation de la par celle de terrain sur laquelle est bâtie l'unité.

En ce qui concerne l'Hôtel Club de Sélingué, le processus de cession est en cours. A la suite d'une consultation restreinte, un consultant a été recruté en vue de l'évaluation des actifs de l'Hôtel.

Par ailleurs, la DGABE assure le suivi de la réalisation de la vente des matières et matériels réformés. Lesproduits de ces ventes sont comptabilisés au compte de la DND. À la date du 31 décembre 2019, un montant de 429 millions de FCFA a été réalisé au titre de la vente des matières et matériels réformés, sur une prévision de 385 millions de FCFA soit un taux de réalisation de 111%.

En termes de perspectives, il est prévu, au cours du premier trimestre 2020, la poursuite du processus de cession des actifs de l'Hôtel Club après leur évaluation et des travaux de la commission deprivatisation de l'UMPP. Des dispositions sont également en cours pour la cession de 19% des actions de la SOTELMA.

Pour permettre à la DGABE d'avoir une meilleure visibilité sur les ressources provenant des activités qu'elle mène et une maîtrise des recettes budgétaires y découlant, il serait souhaitable que les prévisions de recettes soient portées sur les flux générés par l'ensemble des activités gérées par la structure.

Actuellement, à l'exception des produits de privatisation des entreprises publiques, toutes les autres recettes sont recouvrées au niveau des guichets de la DND et sont directement reversées au Trésor pour le compte de celle-ci

III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT

Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie. Elles sont évaluées à 2 736,540 milliards de FCFA dans la Loi de finances rectificative, contre 2 759,198 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale, soit une légère réduction de0, 82%.

Sur ce montant, 86,99% ont été exécutées, soit un montant cumulé de paiement de2382,815 milliards de FCFA, dont 2075,579 milliards de FCFA de dépenses budgétaires et, 307,236 milliards de FCFA de charges de trésorerie.

3.1. DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions révisées de dépenses budgétaires de l'exercice 2019 se chiffrent à 2387,742 milliards de FCFA, contre 2410,400 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale, soit une réduction de 0,94%. Cependant, elles ont été majorées de 2,548 milliards de FCFA, suivant l'Arrêté n°2019-2297/MEF-SG du 14 août 2019 portant majoration du budget des Entrepôts maliens dans les ports de transit au Sénégal (EMASE) au titre de l'exercice 2019, ce qui ramene les prévisions rectifiées de 2019 à 2 390,290 milliards de FCFA.

Sur ces prévisions, il a été exécuté au 31 décembre 2019 un montant de 2382,815 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 86,99%, dont 30,64% dans les régions et 8,44% par les établissements publics.

La situation d'exécution desdites charges est présentée dans les lignes qui suivent.

3.1.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique

Le tableau 13 présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique

Tableau13.Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budgetet par nature économique.

NATURESECONOMIQUES	PREVISIONSPLR2019 (enmilliardsdeFCFA)		REALISATIONSCPLFI2019 AU31 décembre 2019		
	AE (1)	CP (2)	CPENGAGES(en milliardsde FCFA) (3)	CPLIQUIDES(enmilliards de FCFA) (4)	TAUX D'EXECUTIONen% (5)= [(4)/ (2)]*100
BudgetGénéral(1)	801,184	2 261,156	2 034,018	1 994,133	88,19
Dépensesordinaires		1 415,363	1 330,125	1 318,849	93,18
Personnel		595,600	520,417	516,679	86,75
dontfonctionnairesdesCollectivitésTerritoriales		158,570	166,782	166,805	105,19
Acquisitionsdebiensetservices,dont		358,347	439,036	433,241	32,61
Matériel		121,762	118,308	116,862	95,98
Communication		47,319	41,532	41,380	87,45
AutresDépenses		96,137	87,507	86,133	89,59
dépensesélectorales		20,750	20,558	20,535	98,96
Chargesfinancières		101,056	93,551	93,551	92,57
Transfertsetsubventions,dont		352,651	370,673	368,928	104,62
Bourses		17,796	15,285	15,285	85,89
SubventionIntrants		43,000	40,685	40,645	94,52
SubventionEDM-SA		75,000	75,000	75,000	100,00
Filetsocial		17,000	15,811	15,227	89,57
Dépensesenatténuationdesrecettes		7,709	3,711	3,711	48,14
Dépensesencapital	801,184	845,793	703,893	675,284	79,84
Dépensesd'investissementexécutéesparl'Etat[6]	801,184	845,793	703,893	210,577	24,90
dontFiletsocial	10,000	10,000	8,235	8,140	81,40
Dépensesdetransfertsencapital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,00
Budgetsannexes(2)	3,150	10,40	6,424	6,036	58,00
Personnel		2,004	1,619	1,570	78,35
Acquisitionsdebiensetservices		4,429	1,459	1,457	32,90
Transfertsetsubventions		0,823	0,949	0,949	115,37
Dépensesencapital	3,150	3,150	2,397	2,059	65,37
ComptesspéciauxduTrésor(3)	51,593	118,728	75,479	75,410	63,51
Personnel		0,430	0,108	0,108	25,10
Acquisitionsdebiensetservices		66,098	65,525	65,506	0,90
Transfertsetsubventions		0,608	0,593	0,593	97,59
Dépensesencapital	51,593	51,593	9,254	9,203	17,84
TOTALGENERAL(1+ 2+3)	855,927	2 390,290	2 115,921	2 075,579	86,83

Source:DGB,décembre 2019.

3.1.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les départements ministériels, les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les institutions de la République et assimilées. Elles s'élèvent à 2 261,156 milliards de FCFA dans la Loi de finances rectificative, contre 2 283,814 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale, soit une diminution de 0,99%.

Sur ce montant, 1994,133 milliards de FCFA ont été exécutés au 31 décembre 2019, soit un taux d'exécution de 88,19%.

Ce niveau d'exécution est inferieur à celui observé à la même période en 2018 de 205,096 milliards de FCFA, en termes de valeur et de 7 points de pourcentage, en termes de tauxd'exécution.

- Dépenses ordinaires

Dans le budget d'Etat de 2019, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

Les CP des dépenses ordinaires s'élèvent à 1 415,363 milliards de FCFA dans la Loi de finances rectificative, contre 1 357,363 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale, soit une augmentation de 4,27%. Cette augmentation se justifie par la hausse des dépenses de transferts et de subvention.

Sur ce montant, 93,18%, représentant 1318,849 milliards de FCFA, ont été exécutés. Ils se déclinent en dépenses de personnel, de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

Personnel :

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2019 à 595,600 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2019. Ils ont été exécutés à hauteur de 86,75%, soit 516,679 milliards de FCFA, sur lesquels 32,28% représentent des charges salariales des fonctionnaires des collectivités territoriales, soit 166,805 milliards de FCFA.

Biens et services :

Les crédits de paiement des « biens et services » ont été exécutés à hauteur de 433,241 milliards de FCFA représentant 120 ,90 % des 358,347 milliards de FCFA inscrits au budget d'Etat 2019. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés à l'acquisition de matériel (26,97%), aux autres dépenses (73,70%) et aux frais de communication et énergie (35,41%).

Charges financières :

Les crédits de paiement des charges financières servent à régler les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent respectivement à 65,709 milliards de FCFA et 35, 347 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2019. Au 31 décembre 2019, ils ont été exécutés à hauteur de 92,57%, correspondant à 93,551 milliards de FCFA, dont 60,223 milliards de FCFA sur la dette intérieure et 33,327 milliards de FCFA sur la dette extérieure.

Transferts et subventions :

Evalués à 352,651 milliards de FCFA dans la Loi de finances rectificative, les CP des dépenses de transferts et subventions sont en hausse de 19,68% par rapport aux prévisions de la Loi de finances initiale.

Cette augmentation s'explique par :

- l'augmentation de la subvention accordée par l'Etat à EDM SA, de 45 milliards de FCFA, en vue de :
  - o l'apurement de la créance de EDM SA vis-à-vis de la centrale thermique SogliPangeba Mohamed (SOPAM Energie), pour 21 milliards de FCFA ;
  - o l'apurement de la dette fiscale de EDM SA vis-à-vis de l'Etat, pour 24 milliards de FCFA ;
- l'augmentation des crédits alloués au filet social pour la prise en charge du Plan d'actionshumanitaires de relèvement et de développement dans les régions du centre, à hauteur de 13 milliards de FCFA.

Au 31 décembre 2019, 368,928 milliards de FCFA ont été exécutés sur ces prévisions révisées, représentant un taux d'exécution de 104,62%. Sur ce montant, la subvention à EDM SA représente 20,33%, les bourses scolaires 4,14%, la subvention des intrants 11,02%.

Dépenses en atténuation des recettes :

Prévue pour 7,709 milliards de FCFA et affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement, la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes fait ressortir à la fin du quatrième trimestre, un niveau d'exécution de 3,711 milliards de FCFA, représentant 48,14% des prévisions.

- Dépenses en capital

Les dépenses en capital ou d'investissements sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement7 (CP). Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de finances.

Elles se décomposent en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrites au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS).

Dans la Loi de finances rectificative, les AE des dépenses en capital s'élèvent à 801,184 milliards de FCFA, contre 798,620 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale.Cette légère augmentation s'explique par celle des prévisions d'ABS.

Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 845,793 milliards de FCFA dans la Loi de finances rectificative, contre 926,451 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale. Sur ce montant, 543,391 milliards de FCFA ont été exécutés au 31 décembre 2019, soit un taux d'exécution de 64,25 %, sur lesquels 33,92 % ont été réalisés au compte du BSI financement extérieur, 52,96% autitre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques, 12,45% au compte du BSI financement intérieur et 1,36% au titre des ABS.

♦Equipement- investissement:

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique «équipement-investissement»sechiffrentà

313,672 milliards de FCFA dans le budget 2019. A la fin du quatrième trimestre, ils sont exécutés à 91,74 %, dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des Lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

♦Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur):

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement intérieur, représentent 285,304 milliards de FCFA dans le budget 2019 sur lesquels 23,71% ont été exécutés au3 1 décembre 2019.

♦Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur):

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement extérieur, représentent 236,112 milliards de FCFA dans la Loi de finances rectificative, contre 319,335 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale, soit une réduction de 26,06%. Cette diminution nette résulte:

Du financement par le Luxembourg, à hauteur de 10,778 milliards de FCFA, denouveaux projets, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif de coopération 2015-2019 (Cf. suprapoint 2.1.5), d'une part;

6Cf. supra point 3.1.1.1 – Dépenses ordinaires pour la définition des CP

- la réduction, de 94,000 milliards de FCFA, des prévisions de financement extérieur des projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI), en raison du faible niveau de décaissement des ressources, observé au 31 mai 2019, d'autrepart.

Sur les crédits ainsi révisés, 78,06% ont été exécutés au 31 décembre 2019, soit 184,312 milliards de FCFA.

La répartition de ces dépenses par ministère et par nature de financement se présente comme suit

Tableau14.Situation d'exécution du BSI financement extérieur.

(En millionsde FCFA

) MINISTERES/ INSTITUTIONS	Prévisions LFI 2019			Prévisions revises 2019			Etat d'exécution au quatrième trimestre 2019			
	Prêt	Subv.	Total	Prêt	Subv.	Total	Prêt	Subv.	Total	Taux
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENTET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1342	5737	7079	842	5737	6579	481	3 170	3 651	55,49
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT	34 892	30 248	65 140	8492	30 247	38 739	19 056	776	19 832	51,19
MINISTERE DEL'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3950	2950	6900	3700	4552	8252	7 503	5 476	12 979	157,28
MINISTERE DEL'AGRICULTURE	50 330	20 694	71 024	26 530	23 327	49 857	22 114	17 264	39 378	78,98
MINISTERE DEL'ELEVAGE TE DE LAPECHE	13 313	5103	18 416	6313	5103	11 416	7 714	2 112	9 826	86,07
COMMISSARIATALASECURITE ALIMENTAIRE	0	1193	1193	0	1193	1193	-	894	894	74,94
MINISTERE DEL'ENERGIE ETDE L'EAU	79 440	25 283	104723	43 390	46 583	89 973	48 417	31 986	80 403	89,36
MINISTERE DEL'AMENAGEMENT DUTERRITOIRE ET DE LA POPULATION	0	4000	4000	0	5000	5000	-	3 057	3 057	61,14
MINISTERE DU COMMERCE	0	900	900	0	900	900	-	-	-	-
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALEETDE LA DECENTRALISATION	0	0	0	0	5589	5589	-	4 677	4 677	83,68
MINISTERE DEL'ECONOMIEET DES FINANCES	0	39 910	39 910	0	17 610	17 610	-	9 563	9 563	54,30
MINISTERE DESMALIENSDE L'EXTERIEUR	0	50	50	0	50	50	-	52	52	104,00
TOTAL LOI DE FINANCES	183267	136068	319335	89 267	146845	236112	105 285	79 027	184 312	78,06

Source: DNPD, novembre 2019.

3.1.1.2. Budgets annexes

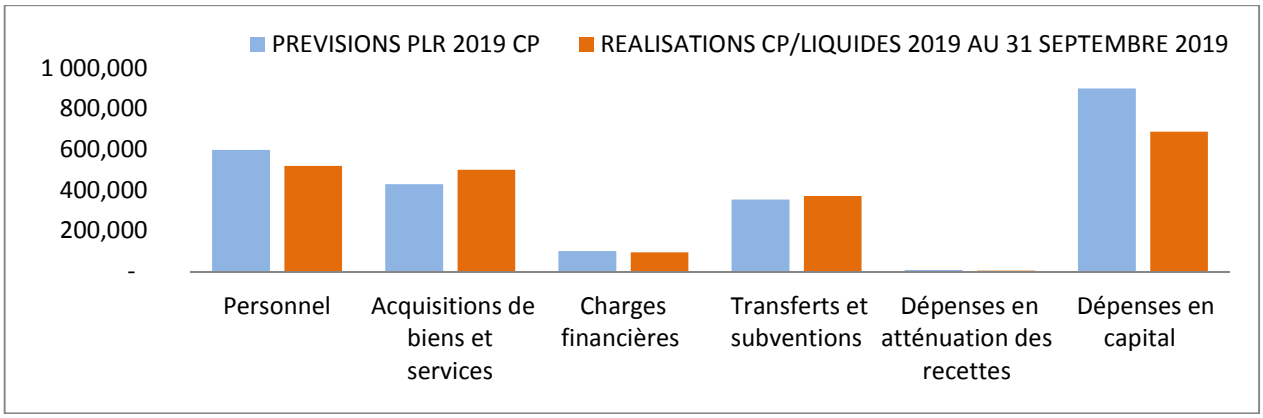
Les crédits de paiementdes budgets annexes (Cf. supra point2.1.2) s'élèvaient à 7,858 milliards deFCFA ont été majorés à 10,406 milliards de FCFA dansle budgetd'Etatde2019.Sur ce montant, 6,036 milliards de FCFA ont été exécutés au 31 décembre 2019, soit 58% des prévisions.

3.1.1.3. Comptes spéciaux duTrésor

Les crédits de paiement des comptes spéciaux du Trésor, se chiffrent en 2019 à 118,728 milliards de FCFA sur lesquels 63,51% ont été exécutés, dont 99,49% pour le remboursement dec rédits TVA.

Agrégée par nature économique, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles révisées est présentée dans le graphique

Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 31 décembre 2019 par nature économique.



Source: DGB, décembre 2019.

Le graphique 4 permet d'identifier les catégories de dépenses dont les poids sont les plus importants. Ils'agit, notamment, des dépenses en capital exécutées par l'Etat (31,60% des liquidations), des transferts et subventions (17,05% des liquidations) et des dépenses de personnel (23,86% des liquidations). Bien qu'ayant enregistré un taux d'exécution élevé (92,17%), les charges financières ne représentent que 4,31% des crédits liquidés au 31 décembre 2019.

Au niveau des régions et des établissements publics, la situation d'exécution des charges budgétaires par nature économique au 31 décembre 2019 se présente dans le tableau 17 ci-dessous

Tableau15.Situation d'exécution des dépenses budgétaires des régions par nature économique.

NATUREECONOMIQUE	PREVISIONSLFI 2019 (enmilliardsde FCFA) (1)	PREVISIONSREVISEES 2019 (enmilliardsdeFCFA) (1)	REALISATIONSCP AU31DECEMBRE /2019 (enmilliardsde FCFA)	TAUXD'EXECUTION en% (3) = [(2)/(1)]*100
Régions				
Personnel	241,848	241,848	516,679	213,64
Acquisitiondebienset services	57,475	57,475	51,848	90,21
Transfertset subventions	12,572	12,488	11,394	91,24
Dépenseseninvestissement	61,264	65,889	56,105	85,15
TotalRégions	373,159	377,700	636,027	168,39
Etablissementspublics				
Transfertset subventions	143,338	129,993	154,111	118,55
Dépensesencapital	21,516	21,555	21,027	97,55
TotalEtablissementspublics	164,855	151,549	175,138	115,57
TOTAL	538,013	529,248	811,165	153,27

Source:DGB, décembre 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 17 que les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidées au niveau des régions et des établissements publics au 31 décembre 2019 et présentent les taux d'exécution les plus élevés

3.1.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

Le budget d'Etat de 2019 comporte cent quarante-cinq(145) programmes, troiscenttrente (330) actions, quatre cents cinquante-huit (458) objectifs et mille cent huit (1108) indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le tableau18.

Tableau 16. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

LIBELLES	PREVISIONS LFI 2019						REALISATIONS CP LFI AU31 décembre 2019		
	Nombre deProg	Nombre d'actions	Nombre d'obj.	Nombre d'indic.	AE	CP	CP ENGAGES	CP LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
					(en milliardsdeFCFA)		(en milliardsdeFCFA)		(en%)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)=[(8)/(6)]*100
Programmesdepilotage (1)	36	130	128	275	154,595	632,623	639,076	611,121	96,60
Personnel						171,292	156,964	151,764	
Bienset services						142,196	144,718	140,125	
Transferts etsubventions						123,096	140,222	140,006	
Investissement					154,595	196,039	197,171	179,227	
Programmeopérationnel (2)	97	182	310	775	418,696	1 093,466	1 084,199	1 073,888	98,21
Personnel						303,281	334,900	336,369	
Bienset services						107,761	100,167	99,506	
Transferts etsubventions						161,045	197,656	196,749	
Investissement					418,696	521,379	451,476	441,265	
Programmesdes Budgetsannexes (3)	1	7	2	14	3,150	10,406	6,424	6,036	58,00
Personnel						2,004	1,619	1,570	
Bienset services						4,429	1,459	1,457	
Transferts etsubventions						0,823	0,949	0,949	
Investissement					3,150	3,150	2,397	2,059	
Programmes Comptes spéciauxdutrésor (4)	11	11	18	44	51,593	118,729	75,479	75,410	63,51
Personnel						0,430	0,108	0,108	
Bienset services						66,098	65,525	65,506	
Transferts etsubventions						0,608	0,593	0,593	
Investissement					51,593	51,593	9,254	9,203	
Dotations (5)	0	0	0	0	227,893	535,066	310,743	309,123	57,77
Personnel						121,027	28,552	28,547	
Bienset services						209,445	194,151	193,610	
Transferts etsubventions						68,510	32,794	32,173	
Investissement					227,893	136,084	55,246	54,793	
TOTAL(1)+ (2)+ (3)+ (4)+(5)	145	330	458	1 108	855,927	2 390,290	2 115,921	2 075,579	86,83

Source:DGB, décembre 2019.

3.1.2.1. Programmes de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

Les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre de ces programmes ont augmenté de 7,76% dans la Loi de finances rectificative par rapport à la Loi de finances initiale, passant de 587,053 milliards de FCFA à 632,623 milliards de FCFA. Cette augmentation est observable au niveau des transferts et subventions. Ils permettent de financer les 130 actions des 36 programmes d'administration générale.

Au 31 décembre 2019, ces crédits ont été exécutés à hauteur de 611,121 milliards de FCFA, soit 29,44% du total des crédits liquidés et 96,60% des prévisions.

Comparé à celui observé à la même période en 2018, ce niveau d'exécution est en hausse, aussi bien en valeur (écart de 97,446 milliards de FCFA), de part dans le total des liquidations (29,76% en 2018) que de taux d'exécution (85,23% en 2018).

Sur le montant exécuté, les dépenses d'investissement représentent la part la plus importante des crédits liquidés pour ce type de programme (29,33%). Les dépenses de personnel ont été exécutées à 88,60%, avec une part de 24,83% des liquidations. Les dépenses de biens et services, représentant 22,93% des liquidations, ont été exécutés à 98,54%. Quant aux dépenses de transferts et de subventions, elles représentent 22,91% des liquidations et ont été exécutées à 113,74%.

3.1.2.2. Programmes opérationnels

En 2019, 97 programmes opérationnels, structurés en 183 actions, ont été prévus dans le budget d'Etat, mobilisant 1093,466 milliards de FCFA, soit 6,91% de moins que dans la Loi de finances initiale. Cette diminution est observable au niveau des crédits d'investissement.

Au 31 décembre, les crédits alloués à ces programmes ont été exécutés à hauteur de 98,21 % et représentent 51,74% du total des crédits liquidés.

A l'instar des programmes de pilotage, le niveau d'exécution observées est en hausse par rapport à

2018 de:(221,991 milliards de FCFA) envaleur, 2 point de pourcentage en termes de poids. Par contre, il est en hausse de 5 points de pourcentage en termes de taux d'exécution par rapport auxprévisions.

Sur le montant liquidé, les dépenses de personnel, exécutées à 110,91%, avec 31,32% des crédits liquidés. Les dépenses de transferts et de subventions représentent 18,32% des crédits liquidés et sont exécutées à 122,17% par rapport aux prévisions. Quant aux crédits d'investissement, ils représentent 41,09% des liquidations et enregistrent le plus faible taux d'exécution, soit 84,63%. Les crédits d'acquisition de biens et services ne représentent que 9,27% des crédits liquidés et ont été exécutés à 92,34%.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

3.1.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2019, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre du programme des budgets annexes permettent de financer 7 actions.

Au 31 décembre, ils ont été exécutés à hauteur de 6,036 milliards de FCFA, soit 58% et 0,29% des crédits liquidés.

Comparé à celui observé en 2018 à la même période, ce niveau d'exécution s'est amélioré de 3,866 milliards de FCFA en valeur et d'environ 28 points de pourcentage en termes de taux d'exécution.

Sur le montant total des liquidations, 24,14% représentent des acquisitions de biens et services, 26% des dépenses de personnel, 16% des transferts et subventions et 34% des dépenses en capital.

3.1.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

Les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre des programmes des comptes spéciaux du trésor permettent de financer 11 actions des11programmes des comptes spéciaux en 2019.

Au 31 décembre 2019, ils ont été exécutés à hauteur de 75,410 milliards de FCFA, soit 63,51% des prévisions et 3,63% du total des crédits liquidés, dont 86,87% ont servi à l'acquisition de biens et services.

Ce niveau d'exécution est en hausse par rapport à celui enregistré à la même période en 2018

(69,580 milliards de FCFA représentant 59,55% de taux de réalisation et 4,02% des crédits liquidés).

3.1.2.5. Dotations

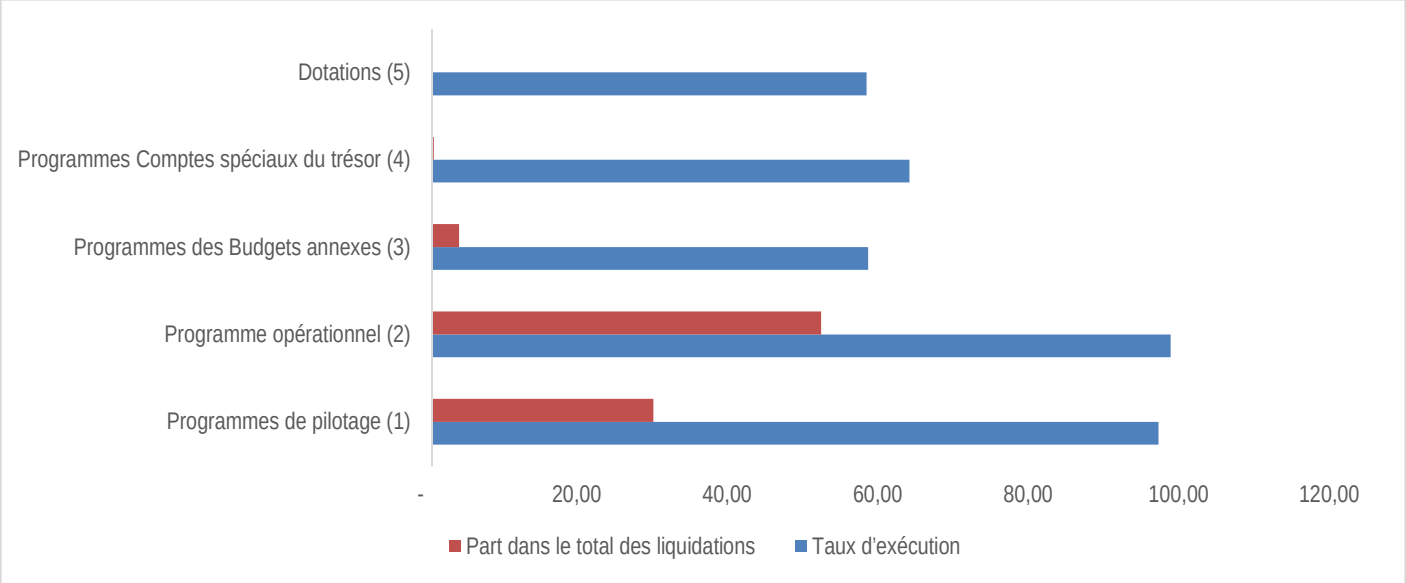
Les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associées des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

Les crédits de paiement inscrits dans la Loi de finances rectificative pour les dotations se chiffrent à 535,066 milliards de FCFA, contre 522,066 milliards de FCFA dans la Loi de finances initiale, soit une augmentation de 2,49%. Cette augmentation est observable au niveau des transferts et subventions. Sur les prévisions ainsi rectifiées, 309,123 milliards de FCFA ont été exécutés, soit 57,77% des prévisions et 14,89% du total des crédits liquidés.

Au 30 décembre 2018, il avait été observé un montant liquidé de 289,013 milliards de FCFA, un taux d'exécution de 68,93% et un poids de 16,74% des crédits liquidés.

Au 31 décembre 2019, l'acquisition de biens et services représentent 63,00% des liquidations de crédits des dotations, suivie des dépenses en capital qui représentent 18%.

Graphique5.Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire sans le financement extérieur du BSI



Source : DGB, décembre 2019

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent près de 51,74% des crédits liquidés et le taux d'exécution le plus élevé par rapport aux prévisions, soit 98,21% au 31 décembre 2019.

3.1.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les charges budgétaires sont réparties entre dix(10) grandes divisions defonction.

Le tableau 19 présente la situationd'exécution des dépenses classées par fonction.

Tableau17.Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

FONCTION	PREVISIONS PLR2019		REALISATIONS LFI AU31 décembre 2019			
	CP (en milliardsdeFCFA) (1)	POIDS CP en% (2)	CREDITS ENGAGES (en milliardsdeFCFA) (3)	CREDITS LIQUIDES (en milliardsdeFCFA) (4)	TAUX D'EXECUTION DES CP en% (5)= [(4)/(1)]*100	POIDS CP en% (6)
Servicesgénérauxdes administrationspubliques	592,480	24,81	492,899	488,536	82,46	23,54
Défense	277,897	11,64	310,831	296,317	106,63	14,28
Ordreetsécuritépublics	145,037	6,07	128,182	124,714	85,99	6,01
Affaireséconomiques	598,580	25,04	466,639	461,466	77,09	22,23
dontAgriculture	254,400	10,65	177,927	176,962	69,56	8,53
Protectiondel'environnement	49,887	2,09	37,832	37,397	74,96	1,80
Logementetéquipementscollectifs	80,767	3,38	79,787	76,130	94,26	3,67
Santé	123,422	5,17	104,725	103,716	84,03	5,00
Loisirs,cultureetculte	20,760	0,87	24,258	24,145	116,31	1,16
Enseignement	375,072	15,71	370,080	363,594	96,94	17,52
Protectionsociale	126,388	5,29	100,690	99,562	78,78	4,80
TOTAL	2 390,290	100,00	2 115,921	2 075,579	86,83	100,00

Source:DGB, décembre 2019.

3.1.3.1. Services généraux des administrations publiques

Les crédits alloués aux services généraux des administrations publiques ont augmenté de 1,29% dans la Loi de finances rectificative par rapport à la Loi de finances initiale. Leur taux d'exécution s'élève à 82,46% à la date du 31 décembre 2019. Ils représentent la fonction la plus importante avec 23,54% des dépenses liquidées.

Avec 81,27% de taux d'exécutionet 25,98% de poids observés au 31 décembre 2018, le niveau d'exécution des dépenses de cette fonction s'est amélioré en 2019.

3.1.3.2. Défense

Le poids des dépenses liées à la défense dans le total des crédits liquidés représente 14,28%. Leur taux d'exécution au 31 décembre 2019 par rapport aux prévisions s'élève à 106,63%.

Ce niveau d'exécution est en baisse par rapport à celui enregistré à la fin du quatrième trimestre de 2018 (15,36% des crédits liquidés et 97,33% des prévisions).

3.1.3.3. Ordre et sécurité publics

Avec un taux d'exécution de 85,99% à la fin du quatrième trimestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2019 et exécutés au titre de l'ordre et de la sécurité publics concernent principalement les services de police, les dépenses des tribunaux et les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs. Ils représentent 6,01% des crédits liquidés au 31 décembre 2019.

A l'instar des dépenses de la fonction défense, celles afférentes à l'ordre et la sécurité publics enregistrent un taux d'exécution moins élevé par rapport à 2018 (86,02%), malgré la relative stabilité de leur poids dans le total des crédits liquidés.

3.1.3.4. Affaires économiques

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2019 au titre des affaires économiques ont diminué de 5,88% dans la Loi de finances rectificative, par rapport à laLoi de finances initiale.

Les prévisions révisées ont été exécutées au 31 décembre 2019 à hauteur de 77,09%, soit 22,23% du total des crédits liquidés à cette date.

Ce niveau d'exécution affiche une détérioration par rapport à celui observé à la même période en 2018 (51,97% des prévisions et 20,16% du total des crédits liquidés).

3.1.3.5. Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, Loisirs, culture et culte

Les prévisions de dépenses des fonctions de protection de l'environnement et de logement et équipements collectifs on tdiminué dans la Loi de finances rectificative, respectivement de 6,56% et 3,64%, tandisque celles de la fonction Loisirs, culture et culte demeurent inchangées.

Au 31 décembre 2019, les poids des dépenses liées à ces trois(3) fonctions sont les plus faibles (respectivement 1,80%, 3,67% et 1,16% du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à 74,96%, 94,26% et 116,31%.

Comparés à l'exercice 2018, leurs poids se sont améliorés (respectivement 0,45%, 1,01% et 1,10% du total des crédits liquidés observés en 2018). En termes de taux d'exécution, ceux des fonctions de protection de l'environnement ainsi que de Loisirs, culture et culte se sont améliorés (85,91% et 85, 77% relevés en 2018), tandisque celui de la fonction de logement et équipements collectifs s'est détérioré (33,25% enregistré en 2018).

3.1.3.6. Santé

Les crédits alloués à la fonction santé sont en légère hausse de 0,47% dans la Loi de finances rectificative, par rapport à la Loi initiale.

Au 31 décembre 2019, les dépenses de cette fonction représentent 5,00% du total des crédits liquidés et enregistrent un taux d'exécution de 84,03%.

Ce niveau d'exécution est supérieur à celui relevé en 2018 (64,31% des prévisions et 4,64% des crédits liquidés).

3.1.3.7. Enseignement

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2019 au titre de l'enseignement affichent un niveau d'exécution de 96,94% des prévisions au 31 décembre 2019. Les crédits liquidés au compte de cette fonction représentent 17,52% du total des liquidations à cette date.

Ce niveau d'exécution est supérieur à celui relevé en 2018(86,25% des prévisions et 19,81% des crédits liquidés).

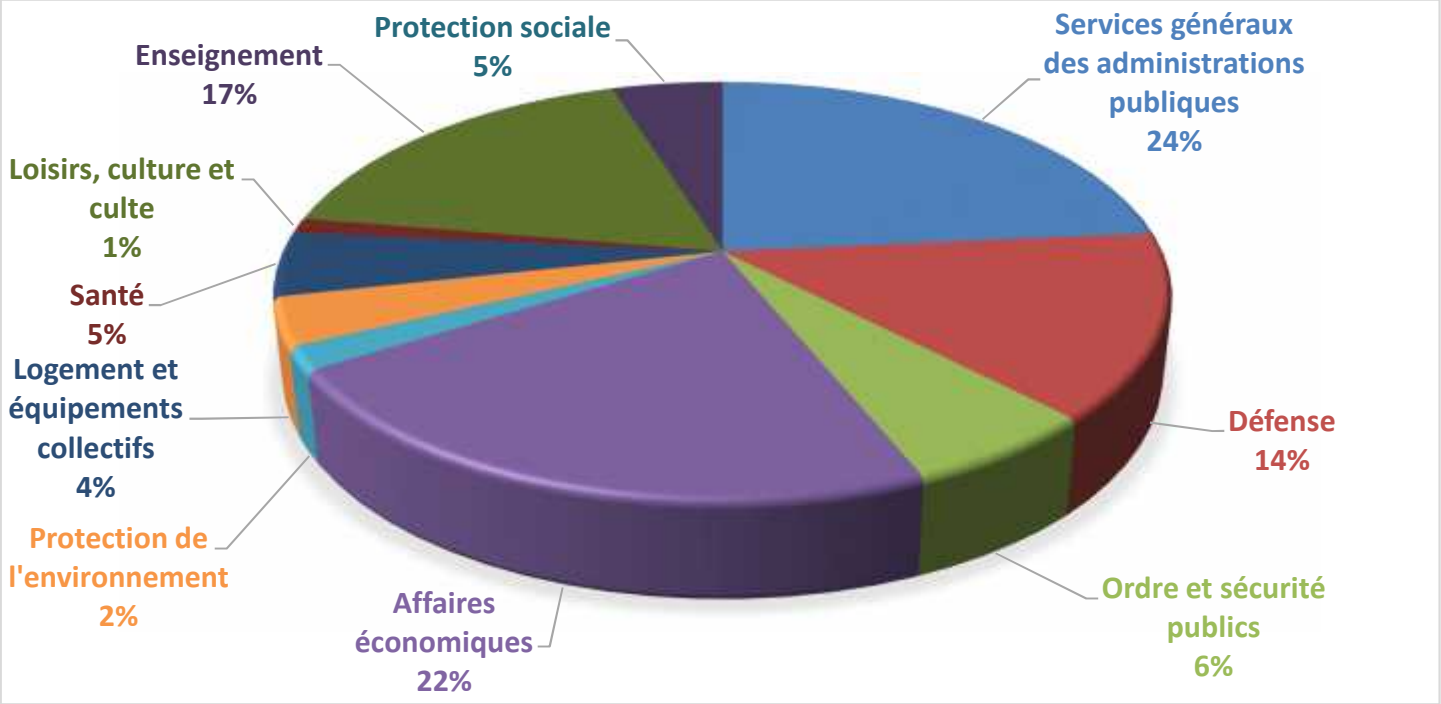
3.1.3.8. Protection sociale

Dans la Loi de finances rectificative, les crédits destinés au financement de la protection sociale ont augmenté de 11,47% par rapport à la Loi de finances initiale.

Avec un taux d'exécution de 78,78% des prévisions à la fin du quatrième trimestre, ces crédits ne représentent que 4,80% du total des crédits liquidés. Ce niveau d'exécution est inférieur à celui observé à la même période en 2018 (85,32% des prévisionset 4,14% des crédits liquidés).

Le graphique 6, présente la part de chacune des grandes divisions de fonction dans le montant total des crédits liquidés au 31 décembre 2019.

Graphique 6. Poids des CP liquidés par fonction en %.



Source:DGB, décembre 2019.

La lecture du graphique 6 fait apparaitre le fait que les divisions « services généraux des administrations publiques», « enseignement», « affaires économiques» et « défense», sont les plus importantes en termes de poids dans le montant total des crédits liquidés au quatrième trimestre 2019.

3.2. CHARGES DE TRESORERIE

Pour l'exercice 2019, charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 348,583 milliards de FCFA, contre 345,161milliards de FCFA dans la Loi de finances de 2018, soit une hausse de 3,422 milliards de FCFA.

De manière globale, elles ont été exécutées à hauteur de 307,236 milliards de FCFA, soit 88,08% des prévisions. La situation d'exécution de ces charges au 31 décembre 2019 est présentée dans le tableau 20.

Tableau 18 : Situation d'exécution des charges de trésorerie au 31 décembre 2019

CHARGES	PREVISIONS 2019 (en milliards deFCFA) (1)	REALISATIONS AU 31 décembre 2019 (2)	TAUX D'EXECUTION en% (4)= [(2)/ (1)]*100
Remboursement des produits des emprunts à court, Moyen et long termes	254,429	248,472	97,66
Principal dette intérieure	142,372	142,372	100,00
Principal dette extérieure	112,057	106,1	94,68
Retraits sur les comptes des correspondants	94,369	58,764	62,27
Prêts et avances	-		
Totalchargesdetrésorerie	348,798	307,236	88,08

Source:DNTCP, décembre 2019.

Les remboursements des produits des emprunts à court, moyen et long termes se chiffrent à 248,472 milliards de FCFA dont 142,372 milliards de FCFA de principal de la dette intérieure et 106,1 milliards de FCFA de dette extérieure, soit un taux de réalisation de 97,66% par rapport aux prévisions annuelles. Ils représentent 80,87% des charges de trésorerie.

En ce qui concerne les retraits sur les comptes des correspondants, ils ont été réalisés à hauteur de 58,764 milliards de FCFA. Ce montant est composé essentiellement des dépenses effectuées par l'Office Malien de l'Habitat (OMH), l'Agence pour la Promotion Touristique au Mali (APTM), le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali(CCIM) et autres correspondants.

IV. CONCLUSION

L'exécution de la Loi de finance 2019 au quatrième trimestre, fait ressortir des réalisations de recettes budgétaires de 1820,613 milliards de FCFA, soit 88,50% des prévisions et, de charges budgétaires de 2075,579 milliards de FCFA, soit 86,83% des prévisions.

Quant aux charges de trésorerie, elles ont été exécutées à hauteur de 307,236 milliards de FCFA, soit 88,08% des prévisions, tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à hauteur de 494,089 milliards de FCFA, soit 137,38% des prévisions.

L'analyse des réalisations de ressources fait ressortir une proportion des recettes budgétaires de 88,50%, tandisque les ressources de trésorerie représentent 113,98% des ressources réalisées.

L'effort de réalisation des ressources par les services d'assiettes et de recouvrement représente 73,60% des ressources totales (recettes budgétaires et ressources de trésorerie).

Classées par nature économique, les charges de personnel représentent 23,86% des liquidations, les transferts et subventions 17,05%, les dépenses d'acquisition de biens et services 23,02% et les dépenses en capital 31,60%.

Environ 8,06% des liquidations ont été effectuées au niveau des établissements publics et 29,27% au niveau déconcentré, où les dépenses de personnel sont les plus importantes.

L'analyse de la situation d'exécution par type de programmes et dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que 51,74% des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, 29,44% au compte des programmes de pilotage, 3,63% pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, 0,29% pour ceux des budgets annexes et 14,89% au compte des dotations.

Suivant la classification fonctionnelle des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, les services généraux des administrations publiques représentent 23,54% des crédits liquidés, l'enseignement 17,52%, les affaires économiques 22,23%, la défense 14,28%, l'ordre et la sécurité publics 6,01%.

Les taux d'exécution les plus importants par rapport aux prévisions ont été en registrés au niveau des fonctions «Loisir, culture et culte» avec 116,31%, « défenset» avec 106,63%, «enseignemen» avec 96,94%.

L'exécution du budget au cours du troisième trimestre 2019 a été marqué par l'adoption en Conseil des ministres du projet de Loi de finances rectificative qui :(i) augmente le niveau global des ressources du budget d'Etat de 0,54% et réduit celui des charges de 0,82%.Il en résulte une amélioration du niveau prévisionnel de déficit budgétaire.

En outre, la prudence observée dans le rythme de paiement des dépenses depuis 2018 se poursuit, malgré l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes par rapport à la même période en 2018. Le maintien de cette dynamique vise à préserver l'équilibre budgétaire et financier du budget de l'Etat.

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits des budgets annexes par dotation et par programme au 31/12/2019

12/03/2020 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme / Chapitre		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE**					
4.001	**Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports**					
40-2-2013-0021-001-002686	**ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)**					
	Personnel	0	455 000	455 000	415 442	375 466
	Biens et services	0	2 554 110	616 417	578 396	577 661
	Transferts et subventions	0	856 860	728 000	855 340	855 340
	Investissement	1 868 500	1 888 500	1 800 000	1 867 200	1 529 679
Total		**1 868 500**	**5 754 470**	**3 599 417**	**3 716 378**	**3 338 146**
40-2-2013-0021-002-002384	**ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)**					
	Personnel	0	432 000	432 000	405 310	396 497
	Biens et services	0	767 000	762 383	435 192	434 512
	Transferts et subventions	0	95 000	95 000	94 119	94 119
	Investissement	565 000	565 000	559 398	432 480	432 480
Total		**565 000**	**1 859 000**	**1 848 780**	**1 367 100**	**1 357 607**
40-2-2013-0021-003-002288	**ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)**					
	Personnel	0	251 000	251 000	231 627	231 627
	Biens et services	0	274 500	274 500	118 604	118 604
	Investissement	127 000	127 000	127 000	0	0
Total		**127 000**	**652 500**	**652 500**	**350 231**	**350 231**
40-2-2013-0021-004-002768	**ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)**					
	Personnel	0	270 000	271 000	267 195	267 195
	Biens et services	0	241 140	245 400	169 270	169 270
	Investissement	54 438	54 438	95 063	14 729	14 729
Total		**54 438**	**565 578**	**611 463**	**451 194**	**451 194**
40-2-2013-0021-005-002324	**ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)**					
	Personnel	0	250 000	259 000	247 905	247 905
	Biens et services	0	136 800	223 753	113 864	113 864
	Investissement	145 000	145 000	145 000	82 373	82 373
Total		**145 000**	**531 800**	**627 753**	**444 142**	**444 142**
40-2-2013-0021-006-002478	**ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)**					
	Personnel	0	233 000	233 000	51 368	51 368
	Biens et services	0	237 323	234 368	43 230	43 230
	Investissement	340 000	340 000	340 000	0	0
Total		**340 000**	**810 323**	**807 368**	**94 598**	**94 598**
40-2-2013-0021-008-002204	**ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)**					
	Personnel	0	102 000	102 000	0	0
	Biens et services	0	80 000	80 000	0	0
	Transferts et subventions	0	0	0	0	0
	Investissement	50 000	50 000	61 500	0	0
Total		**50 000**	**232 000**	**243 500**	**0**	**0**
Total		**3 149 938**	**10 405 671**	**8 390 780**	**6 423 643**	**6 035 918**
Total		**3 149 938**	**10 405 671**	**8 390 780**	**6 423 643**	**6 035 918**
TOTAL GENERAL		**3 149 938**	**10 405 671**	**8 390 780**	**6 423 643**	**6 035 918**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2019

12/03/2020 11:14:59 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
110	**ASSEMBLEE NATIONALE**					
0.001	Assemblée Nationale	1 507 529	16 364 727	16 364 725	16 364 725	16 364 725
TOTAL		**1 663 037**	**16 364 727**	**16 364 725**	**16 364 725**	**16 364 725**
120	**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**					
1.001	Formulation et coordination de l'action présidentielle	427 500	7 970 629	7 944 025	7 943 402	7 904 728
1.002	Administration générale	200 140	9 517 610	9 253 786	9 240 426	9 239 204
2.001	Sécurité et défense	190 000	655 746	655 604	465 562	465 560
TOTAL		**817 640**	**18 143 985**	**17 853 414**	**17 649 389**	**17 609 493**
130	**PRIMATURE**					
1.003	Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	95 000	7 256 929	7 252 373	6 848 905	6 902 817
1.004	Administration générale et contrôle	475 000	5 652 668	5 640 930	5 297 614	5 248 380
2.002	Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	190 000	531 250	401 650	379 368	379 248
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	0	0	0	0	0
TOTAL		**2 817 256**	**13 440 847**	**13 294 954**	**12 525 887**	**12 530 445**
131	**DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS**					
2.003	Participation à la gestion des élections	14 363	575 199	557 650	545 792	545 707
TOTAL		**14 363**	**575 199**	**557 650**	**545 792**	**545 707**
140	**COUR CONSTITUTIONNELLE**					
2.004	Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	78 243	999 496	999 496	996 581	980 544
TOTAL		**78 243**	**999 496**	**999 496**	**996 581**	**980 544**
150	**COUR SUPREME**					
2.005	Cour Suprême	394 000	2 783 540	2 403 125	2 401 601	2 401 576
TOTAL		**394 000**	**2 783 540**	**2 403 125**	**2 401 601**	**2 401 576**
155	**HAUTE COUR DE JUSTICE**					
2.056	Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	910 581	910 581	854 545	854 544
TOTAL		**0**	**910 581**	**910 581**	**854 545**	**854 544**
160	**CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL**					
2.006	Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	131 177	1 163 244	1 163 237	1 151 309	1 149 647
TOTAL		**131 177**	**1 163 244**	**1 163 237**	**1 151 309**	**1 149 647**
170	**HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**					
2.007	Représentation et Promotion des Collectivités	285 000	1 951 513	1 776 912	1 713 140	1 700 403
TOTAL		**285 000**	**1 951 513**	**1 776 912**	**1 713 140**	**1 700 403**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2019

12/03/2020 11:14:59 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
180	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**					
1.006	Administration Générale	7 637 200	44 437 864	44 338 923	40 703 213	42 248 282
2.008	Politique Exterieure et Coopération Internationale	0	613 795	613 793	611 392	469 244
2.009	Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	122 859	122 859	87 674	103 451
TOTAL		**10 073 600**	**45 174 518**	**45 075 576**	**41 402 280**	**42 820 977**
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR**					
1.007	Administration Générale	38 000	1 113 674	1 110 393	1 088 714	1 088 054
2.010	Intégration Africaine	0	303 501	303 501	302 010	300 182
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	351 500	730 161	731 839	731 736	731 736
TOTAL		**439 500**	**2 147 336**	**2 145 734**	**2 122 460**	**2 119 972**
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**					
2.012	Bureau du Vérificateur Général	142 500	3 446 439	3 446 439	3 446 439	3 446 439
TOTAL		**142 500**	**3 446 439**	**3 446 439**	**3 446 439**	**3 446 439**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**					
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	28 500	1 158 905	1 158 776	1 158 776	1 155 596
TOTAL		**76 500**	**1 158 905**	**1 158 776**	**1 158 776**	**1 155 596**
195	**COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**					
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	15 000	151 437	150 877	120 458	119 378
TOTAL		**15 000**	**151 437**	**150 877**	**120 458**	**119 378**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**					
1.008	Administration Générale	56 439 337	279 037 762	277 106 640	276 129 327	261 899 483
2.015	Gestion des Opérations Militaires	29 066 332	37 117 533	37 063 774	36 081 362	35 789 246
2.016	Inspection des Armées	15 000	324 406	324 406	305 697	305 697
2.017	Formation	45 350	765 479	758 513	733 998	742 172
2.018	Gestion des Transmissions	48 402	366 267	366 198	353 685	353 685
TOTAL		**156 862 000**	**317 611 447**	**315 619 531**	**313 604 069**	**299 090 284**
220	**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**					
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 856 300	5 069 953	3 981 654	3 970 105	3 934 846
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	118 261	11 451 602	11 173 422	10 210 595	10 555 018
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	2 378 516	10 002 103	4 236 663	4 187 018	4 372 513
TOTAL		**4 276 928**	**26 523 658**	**19 391 738**	**18 367 719**	**18 862 377**
223	**OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**					
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	190 000	1 604 661	1 604 660	1 604 660	1 604 660
TOTAL		**190 000**	**1 604 661**	**1 604 660**	**1 604 660**	**1 604 660**
225	**MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME**					
1.041	Administration Générale	0	0	0	0	0
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2019

12/03/2020 11:14:59 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
226	**COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**					
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	617 150	617 150	617 150	617 150
TOTAL		**47 500**	**617 150**	**617 150**	**617 150**	**617 150**
230	**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**					
1.010	Administration Générale	6 384 742	33 210 222	32 349 985	31 986 566	28 282 387
2.021	Ordre et Sécurité	3 079 747	48 386 599	46 971 662	46 526 550	46 405 223
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 789 937	14 417 196	14 247 617	14 201 541	14 102 411
TOTAL		**32 511 049**	**96 014 017**	**93 569 264**	**92 714 657**	**88 790 021**
235	**SECURITE D'ETAT**					
0.002	Securite d'Etat	11 500 000	9 916 445	8 535 725	8 506 637	8 494 156
TOTAL		**11 500 000**	**9 916 445**	**8 535 725**	**8 506 637**	**8 494 156**
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**					
1.011	Administration Générale	24 975 000	42 002 306	33 203 376	28 357 704	25 650 893
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 945 054	10 385 351	9 103 713	7 632 657	6 861 136
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	1 431 535	16 023 955	15 952 949	14 362 131	13 791 281
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	847 775	7 142 669	7 116 341	6 214 631	5 735 720
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	1 199 442	5 215 001	5 194 772	4 709 134	4 556 525
2.027	Gestion de la Dette Publique	332 500	778 429	778 429	727 014	724 400
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	5 352 439	6 717 031	3 970 147	3 212 411	3 181 890
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	3 420 000	4 326 310	4 326 310	3 913 179	1 992 195
TOTAL		**48 150 056**	**92 591 052**	**79 646 036**	**69 128 861**	**62 494 040**
311	**CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES**					
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	0	1 051 925	1 001 925	972 487	972 487
TOTAL		**0**	**1 051 925**	**1 001 925**	**972 487**	**972 487**
312	**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)**					
2.068	Régulation de la commande publique	0	443 390	443 390	443 390	443 390
TOTAL		**0**	**443 390**	**443 390**	**443 390**	**443 390**
320	**MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**					
1.012	Administration Générale	937 750	2 296 517	2 179 190	2 108 291	2 079 321
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	328 700	1 069 035	1 033 335	1 031 673	1 029 871
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	28 207	958 634	956 907	942 882	917 942
TOTAL		**1 293 758**	**4 324 186**	**4 169 431**	**4 082 846**	**4 027 134**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2019

12/03/2020 11:14:59 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
323	**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**					
1.013	Administration Générale	121 881	2 515 872	2 490 546	2 421 368	2 417 863
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	444 969	11 530 935	16 013 070	15 998 799	16 006 421
2.034	Formation Professionnelle	967 575	6 203 361	6 339 790	6 134 284	6 092 182
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	330 567	2 615 297	2 525 272	2 188 069	2 176 450
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	116 500	2 099 655	2 099 654	2 065 964	2 065 964
TOTAL		**2 002 256**	**24 965 120**	**29 468 333**	**28 808 485**	**28 758 880**
328	**MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE**					
1.044	Administration Générale et Contrôle	53 786	1 303 628	1 297 381	1 191 175	1 171 819
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	285 000	520 980	385 729	360 626	354 963
TOTAL		**302 850**	**1 824 608**	**1 683 110**	**1 551 802**	**1 526 782**
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**					
1.014	Administration Générale et Contrôle	114 000	3 977 847	3 857 637	3 846 238	3 784 010
2.036	Administration du Territoire	16 290 985	44 160 947	37 769 212	31 747 931	31 658 766
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	332 500	535 821	535 821	534 136	529 236
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	22 860 930	31 835 006	26 728 993	26 648 934	26 628 390
2.064	Développement Régional et Local	191 000	1 721 798	1 719 998	1 588 252	1 584 588
TOTAL		**39 780 865**	**82 231 419**	**70 611 660**	**64 365 491**	**64 184 991**
334	**AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**					
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	211 380	874 380	844 357	844 357	844 357
TOTAL		**211 380**	**874 380**	**844 357**	**844 357**	**844 357**
335	**MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**					
1.036	Administration Générale	0	0	0	0	0
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	0	0	0	0	0
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE**					
1.015	Administration Générale	48 108	933 634	925 414	916 273	911 865
2.039	Religion et Culte	47 500	161 972	161 971	161 900	160 412
TOTAL		**95 608**	**1 095 606**	**1 087 385**	**1 078 173**	**1 072 277**
341	**MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE**					
1.016	Administration Générale	5 700	926 886	841 559	814 834	793 728
2.040	Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	2 002 237	2 002 237	1 966 137	1 962 724
TOTAL		**5 700**	**2 929 123**	**2 843 796**	**2 780 971**	**2 756 452**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2019

12/03/2020 11:14:59 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
345	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT LOCAL**					
1.043	Administration Générale	0	0	0	0	0
2.064	Développement Régional et Local	0	0	0	0	0
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**					
1.032	Administration Générale	38 000	1 617 135	1 559 719	1 524 580	1 500 073
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 757 544	5 798 616	3 750 214	3 659 237	3 600 771
TOTAL		**1 523 645**	**7 415 751**	**5 309 933**	**5 183 817**	**5 100 843**
400	**MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
1.005	Administration Générale	2 616 620	4 478 443	4 331 623	4 067 849	4 053 511
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	1 456 918	13 622 704	12 455 427	11 801 798	11 553 840
TOTAL		**4 435 038**	**18 101 147**	**16 787 049**	**15 869 648**	**15 607 351**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**					
1.017	Administration Générale	1 388 954	23 022 210	23 457 009	23 196 385	18 047 976
1.018	Administration Générale	0	0	0	0	0
2.041	Développement de l'Education de Base	8 785 491	193 963 234	192 712 830	188 809 801	189 058 353
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	6 984 874	19 592 727	19 453 699	18 810 963	18 850 990
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 267 891	62 545 457	62 272 668	61 625 329	61 344 164
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	7 755 282	61 421 198	59 657 138	57 214 023	56 206 337
TOTAL		**48 189 374**	**360 544 826**	**357 553 344**	**349 656 501**	**343 507 820**
412	**MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
1.018	Administration Générale	0	0	0	0	0
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	0	0	0	0	0
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	0	0	0	0	0
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
510	**MINISTERE DE LA CULTURE**					
1.019	Administration Générale	104 500	2 514 853	2 439 103	2 314 985	2 313 491
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	632 700	2 085 503	1 501 029	1 267 024	1 235 440
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	760 000	1 210 486	1 091 703	579 688	578 196
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 088 592	3 999 981	3 996 643	3 978 626	3 954 732
TOTAL		**3 088 993**	**9 810 823**	**9 028 477**	**8 140 323**	**8 081 859**
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**					
1.020	Administration Générale	389 987	10 497 421	10 163 910	9 690 848	9 683 545
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	1 014 583	2 230 360	1 845 632	1 777 708	1 781 093
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	12 307	600 536	599 036	589 964	583 930
TOTAL		**1 538 128**	**13 328 317**	**12 608 578**	**12 058 519**	**12 048 568**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2019

12/03/2020 11:14:59 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
525	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE**					
1.038	Administration Générale	0	0	0	0	0
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	0	0	0	0	0
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	0	0	0	0	0
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES**					
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	4 990 594	18 018 778	16 468 918	15 639 850	13 675 021
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	4 209 118	45 507 276	45 448 799	42 565 693	43 459 918
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommableset Accessibilité financière aux soins de santé	6 412	3 511 935	3 511 935	3 503 334	3 499 750
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	16 876 588	39 869 866	39 753 794	36 487 037	36 571 128
TOTAL		**63 759 652**	**106 907 855**	**105 183 446**	**98 195 914**	**97 205 818**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**					
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 336 501	2 335 890	2 286 176	2 287 656
TOTAL		**0**	**2 336 501**	**2 335 890**	**2 286 176**	**2 287 656**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**					
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	534 282	2 704 768	2 695 901	2 663 386	2 585 732
2.059	Promotion de la Femme	1 130 994	2 025 434	2 021 408	1 972 378	1 950 403
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	598 358	1 363 715	1 298 032	1 246 702	1 198 616
TOTAL		**2 980 039**	**6 093 917**	**6 015 340**	**5 882 465**	**5 734 752**
660	**MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**					
1.023	Administration Générale	196 868	2 597 597	2 154 219	2 039 211	1 703 918
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	406 600	2 590 183	2 353 589	2 171 875	2 145 887
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	231 063	46 696 462	46 406 710	46 147 552	46 200 249
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	612 750	1 100 041	921 467	911 776	911 205
TOTAL		**1 446 366**	**52 984 283**	**51 835 985**	**51 270 413**	**50 961 260**
700	**MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT**					
1.024	Administration Générale	798 000	2 380 774	2 074 736	2 016 571	1 990 254
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	139 418 666	115 285 595	93 658 833	91 251 553	88 204 487
TOTAL		**112 643 681**	**117 666 369**	**95 733 569**	**93 268 124**	**90 194 741**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2019

12/03/2020 11:14:59 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
1.025	Administration Générale	247 000	1 445 698	1 404 424	1 264 475	1 238 773
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	3 807 887	6 448 177	5 593 666	5 376 378	5 354 642
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	9 582 500	3 711 789	2 415 789	2 402 676	2 402 645
2.071	Protection et Conservation de la Nature	6 872 922	8 628 441	6 955 342	6 558 377	6 325 765
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	603 250	2 992 525	2 084 578	1 967 936	1 962 225
TOTAL		**20 519 852**	**23 226 630**	**18 453 799**	**17 569 842**	**17 284 051**
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**					
1.026	Administration Générale	332 500	76 399 722	76 330 293	76 236 678	76 177 656
2.073	Développement des Ressources Energétiques	4 257 303	33 462 426	32 385 189	29 814 324	29 802 780
2.074	Développement des Ressources en Eau	17 422 100	78 641 354	69 979 614	68 843 626	67 835 438
TOTAL		**18 511 243**	**188 503 502**	**178 695 096**	**174 894 627**	**173 815 874**
726	**MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE**					
1.027	Administration Générale	105 487	1 607 649	1 528 887	1 427 283	1 425 188
2.075	Développement des ressources minérales	1 884 795	2 667 202	1 755 897	1 103 178	1 103 178
TOTAL		**1 990 282**	**4 274 851**	**3 284 784**	**2 530 461**	**2 528 366**
730	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION**					
1.028	Administration Générale	14 725	1 375 794	1 351 044	1 203 337	1 174 814
2.076	Medias et Communication Publics	1 501 000	8 138 665	8 025 803	7 526 233	7 399 445
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	503 500	2 306 615	2 116 614	2 081 145	2 061 737
TOTAL		**2 522 145**	**11 821 074**	**11 493 460**	**10 810 716**	**10 635 995**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**					
2.096	Régulation de la Communication	475 000	1 549 354	1 548 490	1 498 704	1 497 053
TOTAL		**475 000**	**1 549 354**	**1 548 490**	**1 498 704**	**1 497 053**
740	**MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES**					
1.029	Administration Générale	2 169 800	4 588 871	4 579 086	4 554 959	3 898 652
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	2 375	4 833 927	4 833 925	4 654 007	4 662 603
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	7 229 459	13 129 311	11 939 658	11 753 003	11 641 972
TOTAL		**13 356 157**	**22 552 109**	**21 352 669**	**20 961 970**	**20 203 226**
750	**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**					
1.031	Administration Générale et Contrôle	3 052 650	3 878 905	1 747 135	1 623 938	1 622 006
2.080	Population	332 500	5 484 105	3 420 853	3 416 108	3 415 839
2.081	Aménagement du Territoire	427 500	543 997	456 485	250 136	244 264
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 472 500	3 499 337	3 498 757	3 474 420	3 448 948
TOTAL		**6 930 222**	**13 406 344**	**9 123 229**	**8 764 602**	**8 731 057**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2019

12/03/2020 11:14:59 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE**					
1.042	Administration Générale	0	702 209	704 819	651 612	642 497
2.066	Développement et sécurisation des transports	5 185 759	6 839 936	6 549 444	6 334 574	5 930 353
TOTAL		**5 757 341**	**7 542 145**	**7 254 263**	**6 986 186**	**6 572 850**
800	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**					
1.039	Administration Générale	0	0	0	0	0
2.084	Développement du secteur industriel	0	3 814	3 814	27 106	117 434
TOTAL		**0**	**3 814**	**3 814**	**27 106**	**117 434**
812	**MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL**					
1.033	Administration Générale	142 500	1 423 121	1 358 125	1 339 136	1 311 283
2.084	Développement du secteur industriel	544 821	1 702 623	1 555 177	1 134 205	1 127 247
2.085	Appui au développement du secteur privé	558 125	1 490 527	1 311 159	1 226 814	1 219 624
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	47 500	199 194	187 890	170 897	170 899
TOTAL		**1 267 895**	**4 815 465**	**4 412 351**	**3 871 052**	**3 829 053**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**					
1.034	Administration Générale	6 710 000	55 206 727	50 938 572	50 249 247	50 041 479
2.087	Appui au Monde Rural	4 600 236	24 720 277	19 768 144	19 420 122	19 499 519
2.088	Aménagement et Equipement Rural	38 783 914	43 805 337	41 825 970	41 453 608	41 399 284
2.089	Recherche et Formation	617 500	4 155 548	2 458 548	2 547 540	2 547 539
TOTAL		**51 453 705**	**127 887 889**	**114 991 234**	**113 670 517**	**113 487 821**
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**					
1.037	Administration Générale	2 233 000	13 188 549	13 428 428	13 411 078	13 408 718
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	7 242 664	5 240 946	4 169 235	3 981 991	3 535 686
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 354 269	4 165 999	2 889 817	2 852 482	2 730 902
2.092	Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	499 449	2 295 222	2 065 685	1 979 282	1 879 947
TOTAL		**9 629 772**	**24 890 716**	**22 553 165**	**22 224 833**	**21 555 253**
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**					
2.093	Sécurité Alimentaire	10 434 010	7 752 828	8 033 167	7 383 878	7 375 992
TOTAL		**10 434 010**	**7 752 828**	**8 033 167**	**7 383 878**	**7 375 992**
860	**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**					
1.040	Administration Générale	50 000	1 337 590	1 099 315	1 096 362	1 069 223
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	2 439 546	2 263 036	2 094 145	1 704 608	1 697 885
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	113 116	430 013	429 251	413 864	398 087
TOTAL		**2 601 332**	**4 030 639**	**3 622 711**	**3 214 833**	**3 165 195**
990	**CHARGES COMMUNES**					
0.003	Provisions pour imprévus	214 885 935	249 621 975	202 177 449	192 320 789	190 713 104
0.004	Dette	0	101 056 000	93 551 234	93 551 234	93 551 234
TOTAL		**101 952 854**	**350 677 975**	**295 728 683**	**285 872 023**	**284 264 338**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2019

12/03/2020 11:14:59

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
TOTAL DU BUDGET GENERAL	**801 184 492**	**2 261 155 078**	**2 101 381 514**	**2 034 018 387**	**1 994 133 112**

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

PERSONNEL

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES					
66-3-1-03	Autres dépenses de personnel (indemnités intér	13 236 291	12 491 607	10 991 607	10 991 607
66-4-1-01	Cotisation Etat (amo)	0	0	0	0
66-4-1-03	Cotisation (part patronale)	15 500 647	18 448 981	13 448 981	13 448 981
66-9-2-01	Autres dépenses de personnel	7 982 157	370 456	40 290	40 290
66-9-2-02	Solde et accessoires besoins nouveaux	3 952 146	683 078	283 794	278 340
66-9-2-03	Heures Supplémentaires	1 340 078	732 228	1 332 697	1 332 697
66-9-2-08	Solde et accessoires besoins nouveaux (MDR)	1 848 111	526 814	0	0
	TOTAL	**43 859 430**	**33 253 163**	**26 097 369**	**26 091 915**
DEPENSES DES MINISTERES					
66-1-1-01	Personnel	239 446 494	236 010 504	234 315 549	228 603 564
66-1-1-02	Salaire personnel contractuel & saisonnier	56 517	56 517	56 517	7 380
66-4-1-03	Cotisation (part patronale)	0	0	0	0
66-9-1-01	Autres dépenses de personnel	770 000	713 677	713 677	713 677
66-9-2-01	Autres dépenses de personnel	577 640	192 626	183 710	183 710
66-9-2-02	Solde et accessoires besoins nouveaux	3 511 091	5 716 012	3 442 755	3 340 552
66-9-2-03	Heures Supplémentaires	1 092 404	495 514	441 171	441 171
	TOTAL	**245 454 146**	**243 184 850**	**239 153 380**	**233 290 055**
DEPENSES DES REGIONS					
66-1-1-01	Personnel	74 433 346	74 084 811	71 105 805	72 853 347
66-1-1-02	Salaire personnel contractuel & saisonnier	40 251	32 201	27 313	27 671
66-1-1-04	Personnel cycle I	10 034 059	9 997 097	9 613 925	9 849 629
66-1-1-05	Personnel cycle II	4 073 937	4 063 934	3 974 368	3 998 970
66-1-1-10	Personnel (K A Y E S)	1 357	1 086	0	0
66-1-1-11	Personnel (SEGOU)	49 110	49 110	49 110	46 837
66-1-1-12	Personnel (MOPTI)	5 600	4 480	0	0
66-1-1-13	Personnel administratif	3 173 010	3 111 004	2 932 737	3 034 553
66-3-1-02	Indemnité double vacation	340 484	303 671	223 906	223 906
66-9-2-05	Heures Supplémentaires (Personnel Administra	141 535	106 952	106 950	107 011
66-9-2-06	Heures Supplémentaires (Personnel Enseignan	715 145	514 560	350 091	350 091
	TOTAL	**93 007 834**	**92 268 905**	**88 384 205**	**90 492 014**
TOTAL PERSONNEL		**382 321 410**	**368 706 918**	**353 634 953**	**349 873 984**

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES					
60-9-1-10	Conférences et visites (matériel)	553 611	1 309 042	553 611	503 125
60-9-1-15	Besoins nouveaux des Services	2 492 056	1 222 647	2 306 174	2 283 022
61-4-1-03	Entretien matériel informatique	152 000	301 643	152 000	152 000
62-3-1-01	Entretien des Stagiaires	0	12 988	0	0
62-9-1-04	Célébration fêtes nationales	110 000	224 625	110 000	110 000
62-9-1-37	Frais d'examen	0	111 188	0	0
	TOTAL	**3 307 667**	**3 182 133**	**3 121 785**	**3 048 147**
DEPENSES DES MINISTERES					
60-1-1-01	Dépenses de fonctionnement (frais de réception	80 000	80 000	80 000	80 000
60-1-1-04	Dépenses de fonct. (prog. vigoureux alphab.)	145 308	543 475	145 307	145 307
60-1-1-06	Dépenses Matériel & fonctionnement des servic	17 427 611	17 377 820	16 931 015	16 758 771
60-1-1-07	Impressions & Imprimés	1 452 646	1 398 451	1 363 383	1 361 276
60-1-1-08	Informatisation des salaires (Fournitures)	397 393	397 393	397 393	397 393
60-1-1-09	Appui mise en oeuvre PO CSL VIH/SIDA	35 104	35 104	35 086	35 086
60-1-1-10	Matériel fonct. lutte contre vente illicite médic.	10 568	10 568	10 205	10 205
60-1-1-11	Dépenses de fonctionnement (Cellule SIDA)	36 639	36 526	33 132	32 837
60-1-3-01	Alimentation des cantines scolaires	0	0	0	0
60-1-3-02	Alimentation des animaux	90 128	90 128	90 128	86 532
60-1-3-03	Alimentation poste de sécurité	461 696	438 611	438 611	438 611
60-1-4-01	Alimentation	14 838 755	15 077 729	14 822 703	14 822 665
60-1-4-02	Vignettes & timbres	1 087 750	1 087 750	1 086 896	534 881
60-1-8-01	Habillement	2 555 338	2 577 428	2 452 121	2 427 121
60-5-1-04	Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)	17 534	17 534	17 530	17 530
60-5-3-01	Achat bois de chauffe	9 120	9 120	9 120	9 120
60-6-1-01	Fournitures techniques	5 507 250	5 579 906	5 485 558	5 205 964
60-6-1-02	Journal officiel	29 092	29 092	26 631	26 627
60-6-1-03	Achat de support IEC	18 871	18 871	17 464	17 464
60-6-1-04	Achat de médailles	483 316	483 315	483 315	483 315
60-6-2-01	Informatisation des salaires (Consommables)	95 000	95 000	79 968	79 968
60-6-3-01	Achat Médicaments	3 649 325	3 645 045	3 635 525	3 631 982
60-6-3-02	Achat de vaccins	3 243 293	3 243 293	3 240 646	3 240 600
60-6-3-03	Achat kâotrine	7 570	7 570	7 565	7 565
60-6-3-04	Matériel didactique	2 889 183	2 809 278	2 889 088	2 700 947
60-6-3-05	Matériels didactiques (matières d'oeuvres)	155 884	155 884	155 882	155 882
60-6-3-06	Matériels didactiques (demi-bourses)	812 747	812 747	812 747	811 222
60-6-3-09	Impressions des documents	386 829	401 829	376 232	376 232
60-6-9-01	Autres dépenses (Santé & Sports)	362 964	362 964	362 770	362 770
60-6-9-03	Dépenses matériel Enseignement fond.	2 896 901	2 824 819	2 896 893	2 892 047
60-9-1-01	Autres dépenses de matériel	2 272 419	2 243 222	2 257 874	2 240 521
60-9-1-12	Materiel centre de formation des enfants descol	217 323	217 323	217 319	217 319
60-9-1-14	Autres dépenses (visas Produits pharmaceutiqu	11 993	11 993	11 875	11 875

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT

DEPENSES DES MINISTERES

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
60-9-1-15	Besoins nouveaux des Services	13 172 381	13 455 641	12 561 126	12 525 877
60-9-1-16	Achat de vignettes	14 012	14 012	11 637	11 637
60-9-1-17	Promotion touristique	31 858	31 858	31 858	31 858
60-9-1-20	Réinsertion déténus	2 584	2 584	2 584	2 584
60-9-1-25	Autres Dépenses	253 744	256 940	253 744	253 744
60-9-1-30	Appui à l'évaluation des acquisitions des élèves	2 493	39 900	2 492	2 492
60-9-1-33	Appui maisons d'arrêts	496 137	485 593	496 133	496 133
60-9-1-34	Besoins nouveaux des Services (Police scientifi	0	0	0	0
60-9-1-37	Besoins nouveaux de services (DGRS)	95 000	22 830	22 828	22 828
60-9-1-38	Besoins nouveaux de services (MU de Bandiag	34 848	0	0	0
61-1-1-19	Appui supervision activités pédagogiques	38 063	38 063	35 511	35 511
61-1-1-20	Appui suivi-évaluation cantines scolaires	364 943	364 943	354 160	354 160
61-1-1-21	Appui suivi-évaluation manuels scolaires	8 478	8 478	8 457	8 457
61-4-1-01	Entretien matériel de bureau	128 873	128 823	128 241	128 241
61-4-1-02	Entretien du matériel technique	2 967	9 734	2 568	2 568
61-4-1-03	Entretien matériel informatique	1 108 675	1 191 808	1 020 257	1 019 907
61-4-1-05	Maintenance matériels & équipements sanitaire	206 842	206 842	205 344	205 344
61-4-1-08	Informatisation des salaires (Entrétien)	95 000	95 000	37 462	37 462
62-2-1-03	Appui évaluation système éducatif	29 572	29 572	29 571	29 571
62-2-1-04	Appui activités renforcement capacités GRH	90 925	90 925	90 923	88 312
62-2-1-08	Appui juridictions	323 000	323 000	322 929	322 929
62-9-1-08	Frais d'examen Cycle II	138 349	138 349	138 349	138 349
62-9-1-09	Frais d'examen Enseignement Normal	717 132	717 132	716 975	716 974
62-9-1-11	Frais de concours	228 260	228 260	228 260	228 260
62-9-1-13	Autres frais d'examen (secondaire)	1 577 182	1 577 182	1 570 697	1 570 795
62-9-1-19	Besoins nouveaux activités sportives	3 794 964	3 700 163	3 700 161	3 695 842
62-9-1-20	Besoins nouveaux activités de jeunesse	68 400	25 053	5 000	5 000
62-9-1-22	Besoins nouveaux (phase finale)	0	0	0	0
62-9-1-28	Appui stratégie nationale contrôle interne	425 697	425 697	425 697	425 696
62-9-1-29	Appui cadres concertation niveaux local & regio	8 243	8 243	8 243	8 243
62-9-1-31	Autres Dépenses (dialogue social)	189 905	189 905	189 905	183 388
62-9-1-35	Autres Dépenses de mat. (Plan Campagne Agri	312 003	312 003	311 139	272 360
62-9-1-37	Frais d'examen	80 064	80 064	74 356	69 376
64-3-1-01	Participation au fonctionnement	28 500	28 500	28 499	28 499
65-9-2-03	Epidemies & Catastrophes	587 836	587 836	451 944	447 371
65-9-2-05	Calamités & Catastrophes naturelles	373 541	173 541	173 276	173 276
	TOTAL	**86 716 021**	**87 108 262**	**84 510 308**	**83 162 680**

DEPENSES DES REGIONS

60-1-1-06	Dépenses Matériel & fonctionnement des servic	5 967 365	5 935 497	5 015 281	4 985 472
60-1-1-07	Impressions & Imprimés	75 316	75 316	76 916	75 284
60-1-1-10	Matériel fonct. lutte contre vente illicite médic.	83 926	83 926	81 519	81 520

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT

DEPENSES DES REGIONS

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
60-1-1-12	Dépenses de fonctionnement (CADJ)	27 158	27 158	21 340	21 189
60-1-3-01	Alimentation des cantines scolaires	3 580 470	3 580 406	3 580 375	3 580 375
60-1-4-01	Alimentation	22 777	79 415	16 324	24 498
60-5-1-04	Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)	430 166	430 165	430 146	430 146
60-6-1-01	Fournitures techniques	169 739	169 739	169 730	169 730
60-6-3-04	Matériel didactique	1 625 044	1 625 044	1 608 661	1 602 671
60-6-3-05	Matériels didactiques (matières d'oeuvres)	792 508	816 657	792 508	792 508
60-6-3-06	Matériels didactiques (demi-bourses)	10 206 151	10 199 491	10 186 626	10 186 546
60-6-3-07	Matériels didactiques (machines dactylo.)	42 592	42 592	42 590	42 590
60-6-9-01	Autres dépenses (Santé & Sports)	138 501	138 501	138 073	138 073
60-6-9-03	Dépenses matériel Enseignement fond.	1 215 782	1 216 542	1 168 129	1 171 588
60-9-1-01	Autres dépenses de matériel	12 112	12 112	13 724	12 112
60-9-1-09	Autres dépenses (Etudes Coll. Suivi Arch.)	166 204	166 204	160 465	161 738
60-9-1-13	Appui en matériel à l'enseignement fondamenta	1 307 969	1 307 969	1 307 969	1 289 783
60-9-1-15	Besoins nouveaux des Services	913 974	103 518	102 992	90 880
60-9-1-24	Appui scolarisation des filles	116 718	116 718	97 001	97 244
60-9-1-33	Appui maisons d'arrêts	23 460	23 460	23 459	23 459
61-1-1-19	Appui supervision activités pédagogiques	96 671	96 671	93 180	92 849
61-4-1-01	Entretien matériel de bureau	17 441	17 441	17 438	17 438
61-4-1-02	Entretien du matériel technique	18 492	18 492	18 488	18 488
61-4-1-03	Entretien matériel informatique	942 440	948 898	798 439	794 276
61-4-1-05	Maintenance matériels & équipements sanitaire	801 073	801 073	766 442	761 487
62-2-1-03	Appui évaluation système éducatif	96 193	97 980	85 891	88 816
62-2-1-05	Appui production statistiques scolaires	117 870	117 870	104 814	108 590
62-2-1-06	Appui réparation manuels scolaires	247 664	247 664	244 187	242 971
62-9-1-08	Frais d'examen Cycle II	1 405 858	1 392 819	1 392 604	1 392 604
62-9-1-13	Autres frais d'examen (secondaire)	1 769 225	1 762 959	1 730 807	1 760 024
62-9-1-20	Besoins nouveaux activités de jeunesse	34 718	16 030	15 808	15 808
62-9-1-29	Appui cadres concertation niveaux local & regio	282 477	282 475	199 556	198 461
64-5-2-14	Lutte contre Palu. malnutrition promotion Hygièr	0	0	0	0
65-9-2-03	Epidemies & Catastrophes	182 534	182 534	174 698	181 982
	TOTAL	**32 930 588**	**32 133 334**	**30 676 182**	**30 651 203**
TOTAL MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT		**122 954 276**	**122 423 729**	**118 308 276**	**116 862 030**

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

DÉPLACEMENT & MISSION

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES					
61-1-1-01	Frais de transport à l'extérieur	4 131 200	2 558 007	3 961 122	3 958 697
61-1-1-03	Frais de transport	2 295 852	1 850 674	2 242 850	2 241 769
61-1-1-23	Hébergement	456 660	997 381	456 660	456 660
61-1-1-24	Indemnité de déplacement	0	629 520	0	0
62-9-1-17	Conférences et visites (déplacement)	266 000	442 836	266 000	266 000
	TOTAL	**7 149 712**	**6 478 417**	**6 926 632**	**6 923 126**
DEPENSES DES MINISTERES					
60-5-1-02	Carburant et lubrifiant	6 894 586	6 822 597	6 856 270	6 855 483
60-5-1-03	Carburant et lubrifiant (Patrouille)	151 898	144 303	144 295	144 295
60-5-1-05	Transp. Fonds (D.N.T.C.P.)	575	575	574	574
61-1-1-01	Frais de transport à l'extérieur	5 812 305	5 357 595	5 332 686	5 280 809
61-1-1-02	Frais divers de transport à l'extérieur	157 311	157 301	157 018	157 018
61-1-1-03	Frais de transport	7 720 040	7 589 576	7 625 476	7 620 688
61-1-1-05	Frais de transport Enseignement secondaire (ex	8 104	8 104	8 104	8 104
61-1-1-06	Frais de Transport Cycle II (examen)	8 149	8 149	8 149	8 149
61-1-1-07	Frais de Transport Enseignement Normal (exam	49 151	49 151	49 111	48 521
61-1-1-08	Frais de valise diplomatique	71 575	71 575	71 534	33 152
61-1-1-09	Transport des rétraités	68 478	175 478	68 283	68 283
61-1-1-10	Transfert de déténus	7 337	7 337	7 337	7 337
61-1-1-11	Autres Dépenses de transport	75 691	75 691	75 617	75 617
61-1-1-12	Indemnité de Sport d'Elite	31 525	31 525	26 644	26 644
61-1-1-13	Indemnité de mission	178 291	178 181	166 495	166 495
61-1-1-14	Indemnité Stages Pédagogiques	85 070	95 070	82 163	82 163
61-1-1-15	Indemnité de session	1 419 688	1 419 688	1 412 435	1 412 435
61-1-1-17	Déplacement Examens Enseignement Normal	8 211	8 211	8 210	8 210
61-1-1-22	Déplacement Examens Cycle II	17 390	17 390	17 294	17 294
61-1-1-23	Hébergement	91 070	92 219	72 720	72 720
61-1-1-24	Indemnité de déplacement	7 103 526	7 137 211	6 891 976	6 891 904
61-1-1-25	Indemnité de déplacement Examen	34 019	34 019	34 004	34 004
61-1-1-26	Indemnité de déplacement à l'extérieur	440 974	410 974	440 974	440 974
61-4-1-04	Entretien & réparation véhicule	7 473 531	12 925 951	7 412 491	5 133 887
61-4-1-06	Frais d'entretien des véhicules	709 876	687 372	666 621	662 253
61-4-1-07	Entretien Materiels Transports Aériens	2 610 600	2 610 600	2 610 600	2 610 600
62-9-1-05	Fêtes armées	50 400	50 400	50 400	50 400
65-9-2-02	Primes de résultat	1 312 125	1 312 125	1 312 124	1 312 124
	TOTAL	**42 591 496**	**47 478 367**	**41 609 607**	**39 230 138**
DEPENSES DES REGIONS					
60-5-1-02	Carburant et lubrifiant	493 783	489 637	456 879	455 422
60-5-1-03	Carburant et lubrifiant (Patrouille)	309 868	294 206	261 891	261 891
60-5-1-05	Transp. Fonds (D.N.T.C.P.)	18 923	18 922	13 669	13 669

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

DÉPLACEMENT & MISSION

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES REGIONS				
61-1-1-01 Frais de transport à l'extérieur	26 458	26 458	9 500	9 500
61-1-1-03 Frais de transport	2 668 512	2 657 381	2 214 554	2 203 185
61-1-1-05 Frais de transport Enseignement secondaire (ex	26 407	23 330	22 697	22 697
61-1-1-06 Frais de Transport Cycle II (examen)	24 852	21 665	21 209	21 209
61-1-1-16 Mission à l'Intérieur	242 791	242 791	231 951	231 951
61-1-1-22 Déplacement Examens Cycle II	188 752	185 807	178 276	178 258
61-1-1-23 Hébergement	22 911	22 911	22 911	22 911
61-1-1-24 Indemnité de déplacement	1 171 624	1 164 506	1 100 839	1 104 596
61-1-1-25 Indemnité de déplacement Examen	41 490	38 374	38 341	38 341
61-4-1-04 Entretien & réparation véhicule	709 023	712 852	597 648	594 387
61-4-1-06 Frais d'entretien des véhicules	333 237	323 608	299 102	299 102
TOTAL	**6 278 631**	**6 222 447**	**5 469 466**	**5 457 119**
TOTAL DÉPLACEMENT & MISSION	**56 019 839**	**60 179 231**	**54 005 704**	**51 610 383**

COMMUNICATION & ENERGIE

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
60-5-2-01 Electricité	28 452	0	0	0
61-8-1-01 Rédevances téléphoniques	8 548	0	0	0
TOTAL	**37 000**	**0**	**0**	**0**
DEPENSES DES MINISTERES				
60-5-1-01 Eau	5 133 975	5 454 308	4 564 722	4 536 452
60-5-2-01 Electricité	14 245 567	14 319 598	13 662 243	13 649 826
61-8-1-01 Rédevances téléphoniques	9 743 262	9 230 477	9 081 919	9 049 391
61-8-1-02 Frais d'internet	2 551 785	2 401 922	2 373 723	2 353 820
61-8-1-03 Frais postaux	683 105	668 692	632 405	629 720
61-8-1-04 Frais d'internet (Université virtuelle)	165	165	0	0
TOTAL	**32 357 859**	**32 075 162**	**30 315 012**	**30 219 210**
DEPENSES DES REGIONS				
60-5-1-01 Eau	1 132 164	1 177 164	887 078	887 061
60-5-2-01 Electricité	8 386 888	7 652 879	7 967 629	7 911 880
61-8-1-01 Rédevances téléphoniques	2 575 363	3 264 363	2 300 703	2 300 703
61-8-1-02 Frais d'internet	71 000	71 000	60 876	60 876
61-8-1-03 Frais postaux	2 684	2 684	410	410
TOTAL	**12 168 099**	**12 168 090**	**11 216 696**	**11 160 931**
TOTAL COMMUNICATION & ENERGIE	**44 562 958**	**44 243 252**	**41 531 708**	**41 380 141**

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

AUTRES DÉPENSES

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES					
60-9-1-11	Dépenses électorales	20 750 000	20 720 176	20 557 631	20 534 641
60-9-1-25	Autres Dépenses	502 976	496 532	496 532	496 532
60-9-1-27	Autres dépenses (DDR)	0	1 500 000	0	0
61-2-1-01	Frais de location batiments administratifs baillé	58 218	1 000 000	0	0
61-2-1-02	Frais de location logements baillés	89 922	400 000	0	0
61-7-1-02	Programme de Communication du Gouverment	312 505	312 505	310 957	310 957
65-2-1-02	Frais de contentieux	2 010 000	1 458 743	1 431 293	1 431 293
65-9-2-01	Remboursement droits indûment perçus	5 300 000	686 653	686 653	686 653
65-9-2-04	Dépenses exceptionnelles	4 101 884	2 263 963	3 514 196	3 514 196
67-6-1-01	Pertes aux changes	735 948	943 795	431 135	431 135
	TOTAL	**33 861 453**	**29 782 368**	**27 428 399**	**27 405 409**
DEPENSES DES MINISTERES					
60-1-1-03	Appui Fonct. Antennes Douanes à l'Extérieur	10 885	10 885	10 885	10 885
60-6-3-08	Autres dépenses (achat livres)	30 441	30 441	30 441	30 441
60-6-9-02	Autres dépenses (appui sports)	107 317	107 293	107 099	107 099
60-9-1-02	Autres dépenses (grands prix)	19 000	19 000	19 000	19 000
60-9-1-03	Autres dépenses (festival ondes de liberté)	27 580	27 580	27 553	26 778
60-9-1-04	Autres dépenses (foires promotions commercial	25 901	55 176	14 570	15 320
60-9-1-05	Autres dépenses (appui centres sportifs)	3 611	3 611	1 800	1 800
60-9-1-06	Autres dépenses (recueil)	166 345	166 345	166 341	166 341
60-9-1-07	Autres dépenses de Sécurité	6 379 419	6 251 413	6 344 839	6 344 839
60-9-1-08	Autres dépenses (annuaires statistiques)	62 105	62 105	62 103	62 103
60-9-1-18	Appui enseignement secondaire	435	435	0	0
60-9-1-19	Appui éducation de base	13 152	13 152	13 113	13 113
60-9-1-22	Autres dépenses (PRODEC)	341 294	299 800	299 559	299 559
60-9-1-25	Autres Dépenses	19 795 477	13 466 744	19 493 446	18 269 653
60-9-1-28	Autres dépenses (conférence Cours)	22 800	22 800	22 699	22 699
60-9-1-29	Autres depenses (l. ctre extrém. viol.)	52 250	51 170	51 166	51 166
60-9-1-35	Autres dépenses (foires promotions industrielles	31 100	31 100	31 017	31 017
60-9-1-36	Autres dépenses de sécurité (Lutte contre le ter	2 460 000	2 460 000	2 460 000	2 460 000
61-2-1-01	Frais de location batiments administratifs baillé	9 277 117	9 266 687	8 465 217	8 453 417
61-2-1-02	Frais de location logements baillés	121 049	121 049	120 775	120 775
61-2-1-03	Frais de location salles de cours	15 404	15 404	0	0
61-7-1-01	Autres dépenses (sécurité routière)	6 939	6 939	6 747	6 747
61-7-1-03	Programme de Communication	814 176	819 387	765 730	738 185
62-2-1-01	Honoraires et frais d'étude administrative	899 441	939 271	890 014	890 014
62-2-1-02	Assistance Technique	230 826	230 826	230 826	230 826
62-2-1-07	Frais de justice	296 780	296 780	296 669	296 669
62-2-1-10	Entretien Entraineur National	1 387 014	1 387 013	1 386 975	1 386 975
62-2-1-11	Autres Dépenses (Nounou)	80 000	80 000	80 000	80 000
62-2-1-12	Entretien courant des bâtiments	6 941 031	6 888 630	6 848 989	6 818 583

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

AUTRES DÉPENSES

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES MINISTERES					
62-3-1-02	Dépenses de formation	5 775 350	5 482 370	5 431 537	5 400 913
62-9-1-01	Autres dépenses (constr. citoyenne)	56 240	32 086	32 085	32 085
62-9-1-03	Autres dépenses (assistance judiciaire)	100 700	100 700	100 700	100 700
62-9-1-06	Appui Etat Civil	188 897	188 015	188 015	188 015
62-9-1-07	Appui PNEC	5 144	5 144	5 144	5 144
62-9-1-10	Autres dépenses (aires protégées)	16 045	16 045	15 762	15 762
62-9-1-14	Autres dépenses (initiatives cult.danses tradit.)	37 162	37 162	37 162	37 132
62-9-1-15	Autres dépenses (cérémonie militaire)	20 030	20 030	14 756	14 756
62-9-1-16	Autres dépenses (activités culturelles)	46 940	61 940	46 931	46 931
62-9-1-18	Autres dépenses (Rélations Institutions)	6 211	6 211	6 211	6 211
62-9-1-21	Autres dépenses (rencontre chasseurs O.A)	0	7 600	0	0
62-9-1-25	Participat° au fonct. (sect. tech. orient.)	137 173	137 173	130 992	129 227
62-9-1-26	Participat° au fonct. (délégat° minist./institut°)	77 627	60 610	77 627	77 627
62-9-1-27	Appui au RAVEC	307 681	307 681	307 582	307 582
62-9-1-30	Autres dépenses (révision listes électorales)	228 000	228 000	227 999	227 999
62-9-1-31	Autres Dépenses (dialogue social)	0	0	0	0
62-9-1-32	Autres Dépenses (journée africaine F.P.)	6 566	6 566	6 566	6 566
62-9-1-34	Autres dépenses (forum act. promot° invest.)	133 537	133 537	133 256	133 256
62-9-1-36	Autres dépenses (ISESCO)	15 503	15 503	15 503	15 503
62-9-1-38	Autres dépenses (biennale artistique)	152 000	100 000	100 000	100 000
62-9-1-39	Autres Dépenses (PNCC)	95 000	95 000	87 910	87 910
62-9-1-40	Autres Dépenses (Journée de l'Entreprise)	28 500	28 500	28 466	28 466
62-9-1-41	Autres Dépenses (Dispositif PME/PMI)	47 500	47 500	47 438	47 438
62-9-1-42	Autres Dépenses (Appui Journée Nat. des Migra	147 500	147 500	147 500	147 500
62-9-1-43	Autres Dépenses (Mise en Oeuvre Politique Nat	38 000	38 000	38 000	38 000
	TOTAL	**57 286 195**	**50 433 909**	**55 474 713**	**54 148 726**
DEPENSES DES REGIONS					
60-9-1-07	Autres dépenses de Sécurité	279 214	276 113	220 382	219 881
60-9-1-09	Autres dépenses (Etudes Coll. Suivi Arch.)	7 308	7 308	7 304	7 392
60-9-1-19	Appui éducation de base	105 000	105 000	92 701	90 399
60-9-1-25	Autres Dépenses	792 744	720 555	767 865	768 356
61-2-1-01	Frais de location batiments administratifs baillé	4 188 594	4 188 594	1 276 876	1 268 055
61-7-1-03	Programme de Communication	39 904	39 904	39 869	39 899
62-2-1-12	Entretien courant des bâtiments	1 174 074	1 174 074	997 461	997 440
62-2-1-13	Entretien courant des écoles	1 166 328	1 166 328	1 166 327	1 152 536
62-3-1-02	Dépenses de formation	6 650	6 650	6 617	6 617
62-9-1-02	Autres dépenses (CROCSAD)	55 519	55 519	21 651	21 651
62-9-1-15	Autres dépenses (cérémonie militaire)	6 793	6 793	6 793	6 793
	TOTAL	**7 822 128**	**7 746 838**	**4 603 846**	**4 579 019**
TOTAL AUTRES DÉPENSES		**98 969 776**	**87 963 115**	**87 506 959**	**86 133 154**

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

BOURSES

LIBELLE		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES MINISTERES					
64-5-1-01 Bourses & Alloc. d'Etudes		1 829 100	1 429 100	1 657 836	1 657 836
	TOTAL	**1 829 100**	**1 429 100**	**1 657 836**	**1 657 836**
DEPENSES DES E.P.A.					
64-5-1-01 Bourses & Alloc. d'Etudes		13 720 375	15 723 342	12 863 482	12 863 482
	TOTAL	**13 720 375**	**15 723 342**	**12 863 482**	**12 863 482**
DEPENSES DES REGIONS					
64-5-1-01 Bourses & Alloc. d'Etudes		846 961	861 435	764 026	764 026
	TOTAL	**846 961**	**861 435**	**764 026**	**764 026**
TOTAL BOURSES		**16 396 436**	**18 013 877**	**15 285 343**	**15 285 343**

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES					
21-1-1-04	Etudes et recherches	1 327 327	3 310 720	1 265 448	911 448
22-1-2-01	Entretien (Avance District de Bamako)	4 500 000	4 000 000	4 500 000	4 500 000
23-1-1-01	Travaux et constructions bâtiments administratif	0	1 190 616	0	0
23-4-4-01	Dépenses en Investissement (inondation)	0	2 500 000	0	0
23-5-1-02	Dépenses en Investissement	5 751 932	11 672 246	4 560 000	4 560 000
23-5-1-04	Dépenses en investissement diverses	11 975 026	- 12 183 429	1 502 032	1 497 807
24-3-1-03	Dépenses en Investissement (Préfets Sous-Pré	1 297 707	2 400 000	1 297 683	1 297 683
24-4-1-08	Dépenses fiscales (Remboursement Exonératio	7 709 308	3 710 922	3 710 922	3 710 922
24-4-1-09	Reliquat/Marchés sur Exercices Antérieurs	0	300 000	0	0
24-7-1-01	Dépenses en investissement (Filet Social)	10 000 000	9 212 033	8 234 555	8 139 582
26-1-1-01	Participation financière	20 000 000	14 231 344	14 231 344	14 231 344
26-2-1-01	Contribution au fonctionnement des organisme	490 288	120 000	119 686	119 686
	TOTAL	**63 051 588**	**40 464 452**	**39 421 670**	**38 968 473**
DEPENSES DES MINISTERES					
21-1-1-01	Etudes et recherches	233 700	233 700	233 657	233 657
21-1-1-03	Etudes et recherches (CNS)	23 750	23 750	10 915	10 915
21-1-1-04	Etudes et recherches	2 255 009	2 238 676	2 058 929	2 053 274
21-1-1-05	Etudes et recherches (formation)	276 001	276 001	274 626	193 000
21-1-1-15	Appui Système Statistique (FNDS)	2 981 400	942 435	942 435	942 435
21-1-1-17	Fonctionnement lié à l'investissement	200 000	130 000	116 559	116 559
22-1-2-02	Appui villages ruraux et aménagement	475 000	237 500	237 500	237 500
22-4-1-01	Dépenses en Investissement (Alevins)	665 000	436 922	436 922	373 769
23-1-1-01	Travaux et constructions bâtiments administratif	4 200 000	2 659 520	2 277 497	1 209 663
23-1-1-04	Entretien des bâtiments (rénovation)	3 551 391	3 529 291	3 447 348	3 431 870
23-4-1-04	Dépenses en Invest. (Fonds comp. inov. techno	1 434 472	1 434 472	1 434 472	1 434 472
23-4-1-05	Sécurisat° travaux route Taoussa	1 500 000	1 176 803	1 176 803	1 176 803
23-4-1-06	Sécurisat° travaux route Goma Coura/Napala	804 000	804 000	422 100	422 100
23-4-9-02	Dépenses en Invest. (Fonds Appui autonom. Fe	1 240 254	1 240 253	1 240 253	1 240 253
23-4-9-03	Dépenses en Invest. (Fonds Nat. Agr.)	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23-5-1-02	Dépenses en Investissement	36 067 860	34 647 477	33 478 962	31 796 259
24-1-1-01	Equipement & mobilier de bureau	143 487	143 487	124 072	124 072
24-2-1-01	Acquisition de matériel informatique	492 943	282 177	199 632	174 767
24-3-1-01	Acquisition Equipement Transport	2 850 000	2 850 000	2 547 630	841 230
24-3-1-04	Dépenses en Investissement (Monture)	859 000	859 000	859 000	859 000
24-4-1-02	Equipement Services Sécurité	17 666 798	17 159 916	17 114 325	13 586 054
24-4-1-04	Dépenses en Invest. (matériel didactique)	3 687 358	3 678 237	3 677 520	3 623 196
24-4-1-05	CPR et équipement agricole	475 000	475 000	448 912	424 540
24-8-1-02	Dépenses en Invest. (Insémination)	392 348	552 000	392 266	392 266
24-8-1-03	Dépenses en Invest. (. volaille)	0	712 500	0	0
24-8-1-04	Dépenses en Invest. (Programme vaccination)	485 000	337 231	337 216	172 216
25-3-1-01	Dépenses en Investissemen (equipement Armé	61 008 915	60 518 414	60 157 470	52 750 613

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES MINISTERES					
25-3-1-02	Dépenses en Investissement (Matériel Militaire)	43 250 287	43 250 286	43 250 286	39 989 996
25-3-7-01	Dépenses en Investissement (Opérat° Maliba)	21 603 672	21 603 672	21 603 672	21 603 672
25-3-7-03	Dépenses en investissement (Besoins nouveau:	2 107 092	2 107 091	1 984 093	1 984 093
26-2-1-01	Contribution au fonctionnement des organisme	1 669 461	1 669 461	1 624 432	1 624 432
26-2-1-02	Contribution aux organisations internationales	5 996 297	5 996 297	5 421 775	5 421 772
	TOTAL	**223 595 495**	**217 205 569**	**212 531 281**	**193 444 446**
DEPENSES DES E.P.A.					
21-1-1-01	Etudes et recherches	27 859	27 859	27 789	27 789
21-1-1-04	Etudes et recherches	1 418 632	1 368 089	1 160 775	1 160 775
23-1-1-04	Entretien des bâtiments (rénovation)	338 020	338 020	337 982	337 982
23-5-1-02	Dépenses en Investissement	19 781 502	19 781 502	19 394 331	19 381 577
24-4-1-06	Sécurisation des dépôts	106 192	106 192	106 148	106 137
26-2-1-01	Contribution au fonctionnement des organisme	17 450	17 450	12 952	12 952
	TOTAL	**21 689 655**	**21 639 112**	**21 039 976**	**21 027 212**
DEPENSES DES REGIONS					
21-1-1-04	Etudes et recherches	3 239	3 239	3 158	3 158
21-1-1-05	Etudes et recherches (formation)	30 169 424	30 165 353	30 142 503	30 142 503
21-1-1-08	Dépenses de Formation initiale (enseignants)	191 111	55 314	52 940	52 940
21-1-1-09	Dépenses de Formation initiale (Enseignement	43 155	3 907	2 265	2 265
21-1-1-10	Dépenses de Formation continue (enseignants)	362 521	108 709	108 689	108 689
21-1-1-11	Dépenses de Formation continue (Enseignemer	21 235	10 971	10 240	10 240
21-1-1-12	Dépenses de Formation (Curriculum Secondaire	30 484	5 500	4 850	4 850
21-1-1-13	Dépenses de Formation (Curriculum Fondamen	269 514	56 524	55 101	55 101
21-1-1-14	Dépenses de Formation (Coord. Stuct. Pers. Ad	109 236	31 001	30 896	30 896
23-1-1-01	Travaux et constructions bâtiments administratif	1 940 520	1 184 854	1 158 541	1 056 708
23-1-1-04	Entretien des bâtiments (rénovation)	3 292 673	3 091 827	2 854 618	2 855 277
23-5-1-02	Dépenses en Investissement	47 500	47 500	0	0
24-1-1-01	Equipement & mobilier de bureau	0	0	0	0
	TOTAL	**36 480 612**	**34 764 699**	**34 423 802**	**34 322 627**
TOTAL	**EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT**	**344 817 350**	**314 073 833**	**307 416 730**	**287 762 758**

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

TRANSFERT ET SUBVENTION

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES					
64-1-1-01	Personnel E.P.A.	787	0	0	0
64-3-1-01	Participation au fonctionnement	7 748 722	7 413 848	2 186 742	2 180 603
64-3-1-37	Participation au fonctionnement (Struct. Adm. S.	7 469 585	2 151 364	7 155 876	7 136 830
64-3-1-38	Participation au fonctionnement (Fond dev dural	0	3 561 481	0	0
64-4-1-01	Subvention aux organismes non publics	2 954 000	1 098 000	2 954 000	2 954 000
64-5-2-02	Restructuration des Entreprises Publiques	774 149	1 236 984	736 984	736 984
64-5-2-06	Subvention (Intrants)	0	1 856 000	0	0
64-5-2-11	Autres dépenses (sécurité alimentaire)	100 000	200 590	100 000	100 000
64-9-1-01	Dépenses diverses de transfert	461 828	1 488 112	283 037	282 798
64-9-1-02	Filet Social	17 000 000	16 425 549	15 810 553	15 226 628
64-9-1-15	Liquidation du passif regulier	2 138 464	8 972 163	1 895 253	1 883 916
	TOTAL	**38 647 535**	**44 404 090**	**31 122 445**	**30 501 759**
DEPENSES DES MINISTERES					
63-2-1-02	Subvention (appui PPM)	45 171	45 171	45 171	45 171
63-2-1-03	Subvention EDM	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000
63-3-1-01	Subvention (artisans)	37 848	37 848	37 348	37 348
63-3-1-02	Autres dépenses (aide presse)	385 000	385 000	385 000	385 000
63-3-1-03	Subvention Enseig. Privé	1 943 263	2 583 472	2 583 472	2 583 472
63-4-1-01	Appui plan d'action microfinances	91 985	91 985	64 841	54 571
64-1-1-01	Personnel E.P.A.	20 241	20 241	20 233	20 233
64-1-1-39	Participation au fonctionnement (système LMD)	46 438	46 438	42 676	42 676
64-1-1-48	Subvention aux établissements publics	2 927 024	3 014 391	2 864 743	2 856 108
64-1-1-53	Appui RSU	95 000	16 892	24 247	24 247
64-1-1-54	Appui CNAP	140 000	140 000	139 810	139 810
64-1-1-56	Appui mise en place SGI hôpitaux	263 726	263 726	238 875	238 875
64-3-1-01	Participation au fonctionnement	11 634 820	11 329 144	11 222 417	11 074 853
64-3-1-03	Appui structures de tutelle des collectivités	413 564	413 564	413 454	413 454
64-3-1-04	Subvention CADD	44 697	44 697	38 575	36 375
64-3-1-05	Participation au fonctionnement (SIGTAS)	1 523 060	1 523 060	1 464 810	1 184 556
64-3-1-06	Appui fonctionnement cellule CSLP	407 536	407 536	384 921	384 304
64-3-1-07	Participation au fonctionnement (CIGEM)	37 465	37 465	37 383	37 383
64-3-1-08	Appui CENESS	40 794	40 794	40 534	39 973
64-3-1-09	Appui fonctionnement comité viabilité dette publ	31 540	31 540	28 958	28 958
64-3-1-10	Participation au fonctionnement (CNT NUMERIC	114 229	114 229	114 208	111 523
64-3-1-11	Appui fonctionnement CAISFF	385 345	385 345	385 336	385 335
64-3-1-12	Participation au fonctionnement (CNELA)	13 466	13 466	9 493	9 493
64-3-1-13	Appui fonctionnement CARFIP	333 435	333 435	332 895	332 895
64-3-1-14	Appui fonctionnement CCS/SFD	296 735	296 735	289 937	286 387
64-3-1-15	Appui fonctionnement commission nationale dro	0	0	0	0
64-3-1-16	Subvention aux organismes publics (lutte contre	311 987	311 987	309 042	308 642
64-3-1-17	Appui fonctionnement commission nationale OH	5 978	5 978	5 978	5 978

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

TRANSFERT ET SUBVENTION

DEPENSES DES MINISTERES

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
64-3-1-18	Appui commission chargée travaux d'intérêt gén	1 565	1 565	1 565	1 565
64-3-1-19	Appui fonctionnement commission chargée méd	647	647	647	647
64-3-1-21	Appui Unité Suivi Stratég. Secteur Financier	258 963	258 963	246 847	238 185
64-3-1-24	Appui fonctionnement CERCAP	12 944	12 944	12 565	12 565
64-3-1-25	Appui fonct. secrétariat fonds eau	27 497	27 497	27 287	27 286
64-3-1-27	Subvention (appui C.S.Ref. Eco. fin. Mon.)	167 017	167 017	154 882	154 882
64-3-1-28	Participation au fonctionnement (indemnité)	907 418	907 418	871 341	864 214
64-3-1-29	Subvention (appui centre saisie fichier exo)	54 406	54 406	53 383	53 383
64-3-1-30	Appui PAGAM/PREM	1 700 000	1 700 000	1 546 773	1 517 360
64-3-1-31	Appui PAGAMGFP (CAISFF)/PREM	350 000	350 000	337 718	337 718
64-3-1-32	Appui PAGAMGFP (CNSC)/PREM	100 000	100 000	100 000	100 000
64-3-1-33	Appui PAGAMGFP (DNCT/CNFL)/PREM	80 000	80 000	80 000	80 000
64-3-1-34	Appui PAGAMGFP (DRH)/PREM	120 000	120 000	119 116	119 116
64-3-1-35	Appui PAGAMGFP (CARFIP)/PREM	310 000	310 000	309 703	309 703
64-3-1-36	Appui PAMORI	417 615	417 615	338 662	338 662
64-3-1-39	Subvention (C.L.C.C.D.F)	27 420	27 419	27 418	27 418
64-3-1-40	Participation au fonctionnement (MAEP)	87 500	87 500	86 500	86 284
64-3-1-42	Subvention aux organismes publics (GZI)	8 280	8 280	8 280	8 280
64-3-1-44	Participation au fonctionnement (CHEF FILE OF	475 000	475 000	475 000	475 000
64-3-1-46	Appui PAGAMGFP (CDI)/PREM	25 000	25 000	24 996	24 996
64-3-1-47	Appui fonctionnement (CSPP)	135 650	135 650	131 825	131 825
64-3-1-48	Appui PAGAMGFP (CADD/MEF)/PREM	100 000	100 000	98 627	98 627
64-3-1-49	Appui PAGAMGFP (CADD/MEN)/PREM	50 000	46 858	46 840	46 840
64-3-1-50	Appui PAGAMGFP (CADD/MS)/PREM	65 000	65 000	63 389	63 389
64-3-1-51	Participat° au fonct. (préparat° suivi budget)	674 498	674 498	522 890	460 615
64-3-1-52	Appui informatisation CAISEF	237 500	237 500	237 500	237 500
64-3-1-53	Appui (Com. reform. sect. sécurité)	177 599	177 600	177 300	177 300
64-3-1-55	Participation au fonctionnement (KR2)	1 805	1 805	1 805	1 805
64-3-1-56	Subvention (appui INA)	76 000	76 000	76 000	76 000
64-3-1-57	Subvention (appui SIAO)	41 800	41 800	41 478	41 478
64-3-1-58	Subvention aux org. pub. (appui SIGTAS)	71 250	71 250	59 637	59 637
64-3-1-59	Subvention (appui PONAV)	40 012	40 012	40 010	40 010
64-3-1-60	Subvention aux org. pub. (appui PRDEPE)	71 001	71 001	71 001	66 951
64-3-1-61	Subvention (appui ONAV)	89 750	89 750	89 693	89 693
64-3-1-63	Subvention aux org. pub. (activités agricoles)	190 000	190 000	190 000	190 000
64-3-1-64	Autres dépenses (lutte ctre trav. efts)	15 851	15 851	15 785	15 785
64-3-1-65	Autres dépenses (appui CADD)	10 689	10 689	1 500	1 500
64-3-1-66	Autres dépenses (appui pyramide)	30 400	30 400	30 400	30 400
64-3-1-67	Autres dépenses (appui Tour Afrique)	30 400	30 400	30 400	30 400
64-3-1-68	Appui (CIGMA)	9 251	9 251	9 235	9 235
64-3-1-69	Appui (AGEFAU)	0	0	0	0

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

TRANSFERT ET SUBVENTION

DEPENSES DES MINISTERES

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
64-3-1-70	Autres dépenses (appui unités)	201 371	191 302	191 289	191 289
64-3-1-71	Autres dépenses (régie opérations)	665 000	631 750	631 750	631 750
64-3-1-72	Autres dépenses (renseignements)	230 000	218 500	218 500	218 500
64-3-1-73	Appui Cellule passation marchés	69 948	69 948	69 937	69 935
64-3-1-74	Participation au fonctionnement (EAM)	76 000	76 000	75 913	75 913
64-3-1-75	Participation au fonctionnement (Comité CPER)	47 500	47 500	47 499	47 499
64-3-1-76	Subvention aux org. pub (EID)	85 500	85 500	85 500	85 500
64-3-1-77	Subvention aux org. pub (journée Afr. photogr.)	135 960	135 960	135 960	135 960
64-3-1-79	Subvention (activités CMU)	76 000	76 000	36 247	35 900
64-3-1-80	Subvention (appui SIAMA)	38 000	38 000	38 000	38 000
64-3-1-81	Appui (Unité PPP)	400 000	400 000	297 867	297 458
64-3-1-84	Appui Artisanat Minier	71 635	71 635	71 635	71 635
64-3-1-85	Participation au fonctionnement (NEPAD)	51 707	51 707	51 707	50 114
64-3-1-86	Participation au fonctionnement (SHA)	200 000	200 000	198 080	190 438
64-3-1-87	Participation au fonctionnement (Suivi du portef	47 500	47 500	41 227	41 227
64-3-1-88	Participation au fonctionnement (CF Marocain)	0	0	0	0
64-3-1-89	Participation au fonctionnement (CF Chinois)	8 000	8 000	7 997	7 997
64-4-1-01	Subvention aux organismes non publics	2 159 436	2 159 434	2 157 418	2 157 417
64-4-1-02	Appui fonct. associations réligieuses	110 972	69 369	110 972	110 972
64-4-1-03	Subvention Haut Conseil Maliens de l'Extérieur	44 156	44 156	44 156	44 156
64-4-1-04	Subvention pélérinage (Cathol. Kita)	0	0	0	0
64-4-1-05	Subvention (pôle mère-enfant)	28 500	28 500	28 500	28 500
64-4-1-06	Subvention (Mutuelle)	459 632	459 632	355 523	355 438
64-4-1-07	Subvention (clinique opht. Mali-Cuba)	97 185	97 185	97 155	97 155
64-4-1-08	Appui GM/HCI	0	0	0	0
64-4-1-09	Organisation championnats	96 224	96 224	95 976	95 976
64-4-1-10	Appui Centrale Syndicale	33 250	0	0	0
64-4-1-11	Appui ZoneII ACNOA	22 961	22 961	22 961	22 961
64-4-1-12	Appui Pélérinage	133 000	133 000	132 969	132 969
64-5-1-01	Bourses & Alloc. d'Etudes	75 860	75 860	54 829	54 829
64-5-2-01	Subvention pélérinage (L. S. Islam)	0	0	0	0
64-5-2-03	Subvention femmes cancereuses	249 285	249 285	249 074	249 074
64-5-2-06	Subvention (Intrants)	40 712 524	40 684 705	40 684 705	40 645 349
64-5-2-07	Subvention aux organismes publics (Programme	547 252	547 252	546 411	541 142
64-5-2-08	Subvention aux organismes publics (Programme	614 857	614 857	614 931	614 931
64-5-2-09	Subvention césarienne	846 892	846 892	696 896	696 896
64-5-2-12	Subvention lutte contre Dracunculose	7 289	7 289	4 000	4 000
64-5-2-14	Lutte contre Palu. malnutrition promotion Hygièr	301 464	322 814	298 371	297 016
64-5-2-15	Lutte contre les IST/SIDA	1 942 998	1 942 998	1 942 876	1 942 876
64-5-2-17	Subvention (Santé de reproduction)	100 455	100 455	98 407	98 407
64-5-2-19	Subvention tuberculose	75 000	75 000	63 980	63 980

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

TRANSFERT ET SUBVENTION

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES MINISTERES					
64-5-2-20	Appui Justice (traite personne)	190 000	190 000	189 999	189 999
64-5-2-21	Subvention (plan act° hum.)	45 600	45 600	45 550	45 550
64-5-2-22	Subvention (plan act° PESS)	266 586	249 546	221 177	221 177
64-5-2-24	Subvention (RAMU)	132 851	132 851	130 111	130 111
64-6-1-03	Contribution (formation)	48 520	48 520	46 094	46 094
64-6-1-05	Contribut° au fonct. Des org (enquête UEMOA)	9 500	9 500	9 500	9 500
64-9-1-01	Dépenses diverses de transfert	1 348 401	1 294 644	1 345 744	1 344 737
64-9-1-03	Dépenses diverses de transfert (ACODEP)	31 946	31 946	25 258	25 232
64-9-1-04	Subvention aux organismes publics (Coopérants	150 749	150 749	150 670	150 670
64-9-1-05	Autres dépenses (aide culture)	85 500	85 500	85 500	85 500
64-9-1-06	Appui jeunesse	18 240	18 240	18 235	18 235
64-9-1-08	Participat° au fonct. (Activités sport. internat.)	707 500	707 500	702 891	702 118
64-9-1-09	Subvention (appui salon élevage)	45 600	45 600	45 600	45 600
64-9-1-10	Subvention (organisat° journées)	22 800	22 800	22 800	22 800
64-9-1-11	Appui mise en oeuvre Plans sectoriel	33 300	33 300	28 418	28 418
64-9-1-12	Transfert (Compte spécial Or)	142 500	142 500	140 391	140 391
64-9-1-13	Frais d'hospitalisation	1 257 827	943 635	928 123	928 122
64-9-1-14	Autres dépenses (soins médicaux)	1 069 509	1 069 509	1 069 402	1 064 102
64-9-1-16	Subvention (SISO)	47 500	47 500	47 353	47 353
	TOTAL	**160 557 817**	**160 377 335**	**159 034 390**	**158 402 742**
DEPENSES DES E.P.A.					
64-1-1-01	Personnel E.P.A.	45 759 038	44 855 923	43 680 966	43 843 201
64-1-1-02	Heures supplémentaires (cours)	6 093 599	5 996 180	5 861 906	5 861 905
64-1-1-03	Personnel bi-appartenant	908 457	872 546	857 324	857 324
64-1-1-04	Personnel (Vacataire)	22 000	227 903	21 420	21 420
64-1-1-05	Solde et accessoires besoins nouveaux	180 844	75 756	0	0
64-1-1-06	E l e c t r i c i t é	1 693 887	1 797 540	1 657 369	1 652 401
64-1-1-07	C o m m u n i c a t i o n	1 723 834	1 526 430	1 690 052	1 687 102
64-1-1-08	Eau	77 185	131 172	56 150	56 150
64-1-1-09	Frais postaux	3 880	5 812	800	800
64-1-1-10	Participation au fonctionnement (réseau intranet	9 226	9 226	9 215	9 215
64-1-1-11	Subvention (réinsertion des Jeunes)	200 590	200 590	100 000	100 000
64-1-1-12	Appui promotion cinématographique	235 321	233 498	153 494	153 494
64-1-1-13	Subvention aux organismes publics (production	30 400	30 400	30 398	30 398
64-1-1-14	Subvention (volontariat)	3 728 053	3 728 053	3 728 053	3 728 053
64-1-1-15	Subvention aux organismes publics (créat° artis	55 352	55 352	55 352	55 352
64-1-1-16	Appui promotion activités culturelles	6 402	6 402	6 393	6 393
64-1-1-18	Subvention Bande Ku	198 606	190 000	198 606	198 606
64-1-1-19	Subvention aux organismes publics (radiothérap	493 301	493 301	482 594	482 594
64-1-1-20	Subvention aux organismes publics (afflux mass	12 035	12 035	12 033	12 033
64-1-1-21	Subvention (produits de cession)	9 518	9 518	9 518	9 518

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

TRANSFERT ET SUBVENTION

DEPENSES DES E.P.A.

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
64-1-1-23	Subvention (gestion marché poisson)	59 076	59 076	59 076	59 076
64-1-1-24	Subvention (entretien bâtiments)	52 250	52 250	44 970	44 970
64-1-1-26	Subvention (Dépenses de formation)	590 000	590 000	582 100	582 100
64-1-1-27	Subvt° organismes pub. (hopitaux régionaux)	233 750	233 750	232 930	232 930
64-1-1-28	Subvention aux org. pub. (maintenance)	19 000	19 000	18 906	18 906
64-1-1-29	Sub. aux org. pub. (champions league Euro 201	1 089 007	1 088 805	1 089 007	1 089 007
64-1-1-30	Accidents de tavail et maladies professionnelle	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
64-1-1-31	Matériel didactique	5 221 069	5 965 174	5 203 977	5 190 303
64-1-1-32	Appui santé & sports	603 546	262 667	585 597	585 065
64-1-1-33	Besoins nouveaux des services	80 931	113 048	65 549	65 279
64-1-1-34	Appui à l'élaboration du Curriculum du Non Forn	15 100	15 100	15 020	15 020
64-1-1-35	Entrétien matériel informatique	47 859	47 859	47 291	45 893
64-1-1-36	Frais d'examen	246 808	253 621	246 081	246 081
64-1-1-37	Frais de transport	117 552	117 552	117 408	117 408
64-1-1-38	Déplacement examens Enseignement Supérieu	1 096 476	719 314	1 050 444	1 050 444
64-1-1-39	Participation au fonctionnement (système LMD)	58 868	58 868	58 867	58 867
64-1-1-40	Subvention (rencontre photographique)	23 750	23 750	23 746	23 746
64-1-1-41	Forum des investisseurs	182 040	205 631	126 163	126 163
64-1-1-42	Frais de location bâtiments administratifs baillé	586 618	588 018	551 439	551 439
64-1-1-43	Appui quinzaine environnement	95 874	95 874	95 874	95 874
64-1-1-44	Frais d'examen	69 472	75 066	63 765	63 765
64-1-1-45	Dépenses matériel & fonctionnement des servic	540 581	541 917	532 164	526 463
64-1-1-46	Indemnité de déplacement	10 258	10 258	9 296	9 296
64-1-1-47	Indemnité de déplacement à l'extérieur	58 041	58 041	53 192	53 192
64-1-1-48	Subvention aux établissements publics	30 218 023	27 764 665	30 095 039	29 639 055
64-1-1-50	Subvention produits anesthésiques	262 121	262 121	262 097	260 722
64-1-1-51	Participation Recherche Agronomique	293 559	293 559	293 539	293 539
64-1-1-52	Electricité & Téléphone	9 004 607	9 022 055	7 957 385	7 863 651
64-1-1-55	Appui robotique	19 000	19 000	19 000	19 000
64-1-1-58	Entretien courant des bâtiments	465 416	423 774	457 104	456 734
64-1-1-59	Dépenses de formation	958 284	943 847	934 685	928 586
64-3-1-30	Appui PAGAM/PREM	80 000	80 000	79 816	79 816
64-3-1-41	Participation au fonctionnement (CAMES)	95 111	95 111	95 109	95 109
64-3-1-45	Appui PAGAMGFP (ARMDS)/PREM	20 000	20 000	20 000	20 000
64-3-1-54	Appui fonct. secrétariat fonds climat	20 311	20 311	20 311	20 311
64-3-1-62	Subvention aux org. pub. (frais examen)	38 000	38 000	38 000	38 000
64-3-1-83	Participation au fonctionnement (C. Stat.)	126 160	126 160	126 160	126 160
64-5-2-04	Appui Promotion Gaz Butane	6 174 000	6 174 000	6 174 000	6 174 000
64-5-2-05	Subvention aux organismes publics (dialise)	1 623 600	1 623 600	1 619 029	1 589 075
64-5-2-23	Appui RAMED	943 429	943 429	943 264	943 264
64-6-1-02	Contribut° au fonct. des org. (T.U.Q.P.P.C.C.A.(	24 320	24 320	24 320	24 320

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

TRANSFERT ET SUBVENTION

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES E.P.A.					
64-6-1-04	Contribution au fonct. des organismes (RECTAS	52 145	52 145	52 145	52 145
64-8-1-01	Subvention Caisse de Sécurité	32 999 353	32 999 353	32 999 352	32 999 352
64-9-1-01	Dépenses diverses de transfert	1 712 233	1 945 576	1 625 584	1 611 686
64-9-1-07	Contribution au fonct. (surv. aéroport.)	228 000	228 000	228 000	228 000
	TOTAL	**158 897 126**	**155 751 301**	**154 548 442**	**154 079 769**
DEPENSES DES REGIONS					
64-1-1-48	Subvention aux établissements publics	565 330	565 328	506 718	506 268
64-1-1-57	Participation fonctionnement (Fonds de l'eau)	0	0	0	0
64-3-1-01	Participation au fonctionnement	481 862	481 861	342 941	339 325
64-3-1-03	Appui structures de tutelle des collectivités	254 154	254 152	225 250	211 885
64-3-1-16	Subvention aux organismes publics (lutte contre	1 011 166	1 013 836	1 011 154	1 011 154
64-4-1-01	Subvention aux organismes non publics	158 105	158 105	143 035	142 435
64-5-2-08	Subvention aux organismes publics (Programme	85 300	85 300	85 281	85 281
64-5-2-09	Subvention césarienne	976 366	976 366	772 143	772 143
64-5-2-14	Lutte contre Palu. malnutrition promotion Hygièr	577 712	577 712	576 320	577 612
64-5-2-16	Lutte contre Palu. malnutrit° promot° Hygiène	7 486	7 486	6 854	6 626
64-9-1-01	Dépenses diverses de transfert	6 725 572	6 577 612	6 376 811	6 370 756
64-9-1-15	Liquidation du passif regulier	645 564	641 189	606 882	606 857
	TOTAL	**11 488 617**	**11 338 947**	**10 653 389**	**10 630 341**
TOTAL TRANSFERT ET SUBVENTION		**369 591 095**	**371 871 673**	**355 358 666**	**353 614 611**

FRAIS FINANCIERS ET PASSIFS

DEPENSES CHARGES COMMUNES					
65-2-1-01	Apurement du passif	44 999 092	29 904 328	44 160 661	43 732 448
67-1-1-01	Frais financiers dette intérieure	65 709 000	60 223 991	60 223 991	60 223 991
67-1-2-01	Frais financiers dettes exterieures	35 347 000	33 327 243	33 327 243	33 327 243
	TOTAL	**146 055 092**	**123 455 562**	**137 711 895**	**137 283 681**
TOTAL FRAIS FINANCIERS ET PASSIFS		**146 055 092**	**123 455 562**	**137 711 895**	**137 283 681**

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

BUDGETS ANNEXES

DEPENSES BUDGETS ANNEXES

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
23-1-1-01	Travaux et constructions bâtiments administratif	135 000	135 000	133 731	133 731
23-1-1-04	Entretien des bâtiments (rénovation)	229 000	217 500	173 163	173 163
23-3-1-01	Réfection et réparation (entrepôts)	125 000	127 500	87 616	87 616
23-5-1-02	Dépenses en Investissement	1 616 750	1 618 625	1 253 104	915 583
24-1-1-01	Equipement & mobilier de bureau	138 438	146 336	61 547	61 547
24-2-1-01	Acquisition de matériel informatique	7 000	7 000	0	0
24-3-1-02	Besoins nouveaux en véhicules des Structures	260 250	286 000	29 800	29 800
26-2-1-01	Contribution au fonctionnement des organisme	658 500	590 000	657 822	657 822
60-1-1-06	Dépenses Matériel & fonctionnement des servic	228 000	239 000	173 833	173 713
60-5-1-02	Carburant et lubrifiant	162 000	148 355	105 274	105 274
60-5-2-01	Electricité	150 000	161 500	94 357	94 357
60-6-3-01	Achat Médicaments	67 000	74 450	33 838	33 838
60-9-1-25	Autres Dépenses	277 917	285 667	188 227	186 932
60-9-1-41	Besoins nouveaux (Solde d'exploitation)	1 957 693	0	0	0
61-1-1-01	Frais de transport à l'extérieur	40 000	40 000	17 683	17 683
61-1-1-02	Frais divers de transport à l'extérieur	45 000	45 000	44 070	44 070
61-1-1-03	Frais de transport	106 000	108 500	68 035	68 035
61-1-1-24	Indemnité de déplacement	191 500	195 500	130 920	130 920
61-1-1-26	Indemnité de déplacement à l'extérieur	30 000	30 000	29 368	29 368
61-2-1-01	Frais de location batiments administratifs baillé	577 900	573 975	338 458	338 458
61-4-1-01	Entretien matériel de bureau	63 000	93 000	37 038	37 038
61-4-1-04	Entretien & réparation véhicule	67 500	81 000	31 662	31 662
61-8-1-01	Rédevances téléphoniques	45 700	45 700	20 334	20 334
62-2-1-01	Honoraires et frais d'étude administrative	81 740	86 750	63 153	63 153
62-2-1-12	Entretien courant des bâtiments	100 000	100 000	35 019	35 019
62-3-1-02	Dépenses de formation	74 000	102 500	35 775	35 775
64-3-1-02	Subvention aux administrations publiques	30 000	30 000	29 119	29 119
64-3-1-20	Subvention (entrepôts Mauritanie)	450 000	450 000	450 000	450 000
64-3-1-22	Subvention Entrepôts Guinée	333 860	205 000	333 860	333 860
64-3-1-23	Subvention Entrepôts Ghana	135 000	135 000	135 000	135 000
64-4-1-01	Subvention aux organismes non publics	3 000	3 000	1 480	1 480
66-1-1-01	Personnel	1 753 500	1 716 000	1 462 669	1 413 988
66-3-1-01	Dépenses diverses de transfert (frais scolaires)	87 000	96 000	46 847	46 847
66-9-2-03	Heures Supplémentaires	17 500	26 000	6 750	6 750
66-9-2-07	Prêts et avances au Personnel	135 000	165 000	102 581	102 473
67-9-1-01	Autres frais financiers	25 923	25 923	11 511	11 511
	TOTAL	**10 405 671**	**8 390 780**	**6 423 643**	**6 035 918**
TOTAL	**BUDGETS ANNEXES**	**10 405 671**	**8 390 780**	**6 423 643**	**6 035 918**

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES BUDGETS ANNEXES					
21-1-1-01	Etudes et recherches	55 000	55 000	18 371	18 371
24-3-1-02	Besoins nouveaux en véhicules des Structures	43 000	0	0	0
24-4-1-01	Matériel technique, installation et outillage	50 000	35 000	0	0
60-1-1-06	Dépenses Matériel & fonctionnement des servic	100 000	70 000	69 583	69 582
60-5-1-02	Carburant et lubrifiant	79 500	18 500	18 500	18 500
60-9-1-25	Autres Dépenses	155 000	65 000	51 263	51 263
61-1-1-01	Frais de transport à l'extérieur	70 000	59 500	60 569	60 569
61-1-1-24	Indemnité de déplacement	150 000	100 000	71 828	71 828
61-1-1-26	Indemnité de déplacement à l'extérieur	10 000	0	0	0
61-4-1-02	Entretien du matériel technique	10 000	0	0	0
61-4-1-04	Entretien & réparation véhicule	52 500	22 500	19 439	19 439
62-3-1-02	Dépenses de formation	85 000	46 000	37 810	37 810
66-1-1-01	Personnel	310 000	0	0	0
66-9-2-01	Autres dépenses de personnel	120 000	120 000	107 942	107 942
	TOTAL	**1 290 000**	**591 500**	**455 303**	**455 302**
DEPENSES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
21-1-1-01	Etudes et recherches	2 808 620	1 996 000	1 976 860	1 976 860
21-1-1-15	Appui Système Statistique (FNDS)	2 981 400	1 606 950	1 606 950	1 571 950
22-3-1-01	Aménagement et protection des forêts et faune	322 500	322 500	319 157	303 392
23-5-1-02	Dépenses en Investissement	45 332 250	5 332 250	5 332 249	5 332 249
60-9-1-25	Autres Dépenses	695 000	535 000	526 059	507 783
64-9-1-01	Dépenses diverses de transfert	608 250	608 250	592 885	592 885
65-1-1-01	Remboursement crédit TVA	64 690 692	64 690 692	64 669 469	64 669 469
65-7-1-01	Garantie des opérations EDM SA	0	0	0	0
	TOTAL	**117 438 712**	**75 091 642**	**75 023 630**	**74 954 589**
TOTAL COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR		**118 728 712**	**75 683 142**	**75 478 933**	**75 409 891**

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR

	LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR					
21-1-1-04	Etudes et recherches	6 063 735	3 217 117	2 384 582	2 081 636
21-1-1-17	Fonctionnement lié à l'investissement	16 981 638	14 778 237	14 270 744	14 160 359
23-4-9-01	Travaux et constructions ouvrages	1 623 000	1 623 000	1 572 325	1 480 013
23-5-1-02	Dépenses en Investissement	200 564 058	174 003 195	156 352 979	148 065 408
23-5-1-04	Dépenses en investissement diverses	14 013 906	13 874 087	13 874 087	13 874 087
24-1-1-03	Fonctionnement lié à l'investissement (Aquisitior	0	0	0	0
24-3-1-01	Acquisition Equipement Transport	190 000	179 996	179 996	179 996
24-3-1-07	Dépenses en investissement (frais maintenance	0	0	0	0
	TOTAL	**239 436 337**	**207 675 632**	**188 634 713**	**179 841 498**
B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR (REGIONS)					
21-1-1-04	Etudes et recherches	553 454	570 000	531 652	531 652
21-1-1-17	Fonctionnement lié à l'investissement	735 488	700 694	652 983	651 837
23-5-1-02	Dépenses en Investissement	21 770 445	16 223 107	14 969 136	14 798 396
	TOTAL	**23 059 387**	**17 493 801**	**16 153 771**	**15 981 885**
TOTAL BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR		**262 495 724**	**225 169 433**	**204 788 484**	**195 823 383**

BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR

DEPENSES CHARGES COMMUNES					
23-4-9-01	Travaux et constructions ouvrages	0	0	0	0
	TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**
B.S.I. FINANCEMENT EXTERIEUR					
21-1-1-04	Etudes et recherches	3 837 000	2 385 000	2 385 000	2 385 000
21-1-1-17	Fonctionnement lié à l'investissement	50 000	52 000	52 000	52 000
23-4-9-01	Travaux et constructions ouvrages	4 092 000	7 298 000	7 298 000	7 298 000
23-5-1-02	Dépenses en Investissement	224 518 739	174 842 832	173 360 000	173 360 000
	TOTAL	**232 497 739**	**184 577 832**	**183 095 000**	**183 095 000**
B.S.I. FINANCEMENT EXTERIEUR (REGIONS)					
23-1-1-01	Travaux et constructions bâtiments administratif	3 586 550	1 217 000	1 217 000	1 217 000
	TOTAL	**3 586 550**	**1 217 000**	**1 217 000**	**1 217 000**
TOTAL BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR		**236 084 289**	**185 794 832**	**184 312 000**	**184 312 000**

BUDGET D'ETAT 2019

Edition du 17/03/2020 17:07:35 SITUATION D'EXECUTION AU 31/12/2019 (en milliers de francs CFA)

APPUI BUDGÉTAIRE

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS OUVERTS	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES MINISTERES				
21-1-1-01 Etudes et recherches	952 650	927 000	21 997	21 997
23-5-1-02 Dépenses en Investissement	3 432 720	3 430 720	2 315 873	2 314 275
23-5-1-04 Dépenses en investissement diverses	534 000	533 318	437 609	435 393
24-1-1-04 Aquisition de mobilier	0	0	0	0
TOTAL	**4 919 370**	**4 891 038**	**2 775 479**	**2 771 665**
DEPENSES DES E.P.A.				
21-1-1-01 Etudes et recherches	39 000	39 000	31 115	31 115
TOTAL	**39 000**	**39 000**	**31 115**	**31 115**
DEPENSES DES REGIONS				
21-1-1-01 Etudes et recherches	0	0	0	0
21-1-1-07 Dépenses de formation	1 073 200	813 700	779 453	787 453
23-5-1-02 Dépenses en Investissement	3 555 479	2 692 632	2 680 082	2 686 282
24-1-1-01 Equipement & mobilier de bureau	240 000	240 000	240 000	240 000
24-1-1-04 Aquisition de mobilier	877 002	876 002	869 652	869 652
TOTAL	**5 745 681**	**4 622 334**	**4 569 187**	**4 583 387**
TOTAL APPUI BUDGÉTAIRE	**10 704 051**	**9 552 372**	**7 375 780**	**7 386 167**

PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)

DEPENSES CHARGES COMMUNES				
66-1-1-07 Personnel (collectivité)	0	0	0	0
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**
DEPENSES DES MINISTERES				
66-1-1-07 Personnel (collectivité)	194 442	194 441	191 423	191 423
66-1-1-08 Personnel (appui éducation de base collectivité	1 445 758	1 445 758	1 279 700	1 279 700
TOTAL	**1 640 200**	**1 640 199**	**1 471 123**	**1 471 123**
DEPENSES DES REGIONS				
66-1-1-06 Personnel (Santé collectivité)	12 098 803	12 069 112	11 879 821	11 878 750
66-1-1-08 Personnel (appui éducation de base collectivité	128 133 921	127 933 126	125 453 895	125 484 599
66-1-1-09 Personnel (appui enseignement secondaire coll	28 309 858	28 291 248	27 977 049	27 971 004
TOTAL	**168 542 582**	**168 293 487**	**165 310 765**	**165 334 353**
TOTAL PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	**170 182 782**	**169 933 686**	**166 781 888**	**166 805 476**
TOTAL GENERAL	**2 390 289 461**	**2 185 455 435**	**2 115 920 963**	**2 075 578 922**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits des comptes spéciaux du trésor par dotation et par programme au 31/12/2019

12/03/2020 12:17:58 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**					
3.001	Remboursement des Crédits TVA	0	64 690 692	64 690 692	64 669 469	64 669 469
3.009	Fonds pour le Développement Durable	40 000 000	40 000 000	0	0	0
3.012	Garanties	0	0	0	0	0
TOTAL		**40 000 000**	**104 690 692**	**64 690 692**	**64 669 469**	**64 669 469**
400	**MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
3.002	Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 616 620	2 616 620	1 900 000	1 900 000	1 900 000
TOTAL		**2 616 620**	**2 616 620**	**1 900 000**	**1 900 000**	**1 900 000**
412	**MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
3.002	Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	0	0	0	0	0
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**					
3.003	Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	500 000	500 000	500 000	500 000
TOTAL		**0**	**500 000**	**500 000**	**500 000**	**500 000**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
3.004	Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	170 000	278 750	236 875	211 043	211 043
3.005	Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	676 750	1 021 250	967 125	946 185	914 785
TOTAL		**846 750**	**1 300 000**	**1 204 000**	**1 157 228**	**1 125 828**
726	**MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE**					
3.007	Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	190 000	189 984	187 342
3.010	Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	15 000	605 000	35 000	0	0
3.011	Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	133 000	685 000	556 500	455 303	455 302
TOTAL		**148 000**	**1 640 000**	**781 500**	**645 287**	**642 645**
750	**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**					
3.008	Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	1 606 950	1 606 950	1 571 950
TOTAL		**2 981 400**	**2 981 400**	**1 606 950**	**1 606 950**	**1 571 950**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**					
3.006	Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL		**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**51 592 770**	**118 728 712**	**75 683 142**	**75 478 933**	**75 409 891**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

12/03/2020 11:26:01

Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 31/12/2019

(en milliers de francs CFA)

Division / Groupe de fonction	Crédits budgetaires AE	Crédits budgetaires CP	Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
01 Services généraux des administrations publiques					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangèr	47 409 225	207 371 111	203 985 429	190 608 802	187 628 578
01.3 Services généraux	15 212 296	34 790 974	28 828 261	25 136 465	25 043 970
01.4 Recherche fondamentale	28 500	366 171	366 171	316 859	299 824
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1 852 500	2 304 294	2 161 543	2 038 179	1 828 410
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	43 225 607	165 032 513	112 146 998	116 303 948	115 680 319
01.7 Opérations concernant la dette publique		148 193 556	132 727 725	139 607 148	139 167 597
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	16 653 499	18 887 240	18 887 240	18 887 240	18 887 240
TOTAL Services généraux des administrations publiques	**124 381 627**	**576 945 859**	**499 103 368**	**492 898 641**	**488 535 939**
02 Défense					
02.1 Défense militaire	54 896 064	74 904 320	74 088 855	74 649 484	67 691 442
02.2 Défense civile		38 000	1 538 000	38 000	38 000
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	73 855	123 507	61 550	67 825
02.5 Défense n.c.a.	111 056 003	240 172 034	238 302 112	236 082 122	228 520 103
TOTAL Défense	**166 002 486**	**315 188 209**	**314 052 475**	**310 831 156**	**296 317 370**
03 Ordre et sécurité publics					
03.1 Services de police	1 967 597	43 453 093	42 464 671	42 433 360	42 432 079
03.2 Services de protection civile	6 296 280	15 448 570	24 880 844	15 209 576	15 110 445
03.3 Tribunaux	2 084 862	19 763 750	18 174 871	17 125 712	17 450 072
03.4 Administration pénitentiaire	2 377 566	9 709 103	3 943 663	3 894 018	4 079 513
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	26 931 172	52 368 579	50 669 869	49 518 892	45 642 167
TOTAL Ordre et sécurité publics	**39 657 477**	**140 743 095**	**140 133 917**	**128 181 558**	**124 714 277**
04 Affaires économiques					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	3 604 768	33 157 658	36 574 284	35 557 631	35 364 507
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	137 534 914	252 599 160	184 273 249	177 926 506	176 962 094
04.3 Combustibles et énergie	5 126 165	26 516 781	26 945 544	24 244 216	24 002 736
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	18 232 733	13 057 748	14 577 312	13 223 338	13 185 780
04.5 Transports	124 747 318	126 213 501	101 135 647	98 665 931	95 911 277
04.6 Communications	3 195 025	13 250 443	12 891 384	12 145 606	11 968 154
04.7 Autres branches d'activité	7 023 551	12 435 787	10 245 184	8 271 421	7 568 328
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	646 000	2 471 783	2 402 947	2 370 516	2 331 398
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 998 500	100 494 666	94 466 713	94 234 157	94 172 018
TOTAL Affaires économiques	**321 108 974**	**580 197 527**	**483 512 264**	**466 639 322**	**461 466 292**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

12/03/2020 11:26:01

Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 31/12/2019

(en milliers de francs CFA)

Division / Groupe de fonction	Crédits budgetaires AE	Crédits budgetaires CP	Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
05 Protection de l'environnement					
05.1 Gestion des déchets	4 026 435	5 526 435	5 175 432	5 125 192	5 125 192
05.2 Gestion des eaux usées	1 444 000	1 799 431	1 514 258	1 338 179	1 294 597
05.3 Lutte contre la pollution	290 700	330 658	245 480	242 469	242 385
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	20 876 223	37 005 789	27 092 947	27 058 376	26 771 661
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	676 192	7 337 126	4 269 875	4 067 317	3 963 478
TOTAL Protection de l'environnement	**27 313 550**	**51 999 439**	**38 297 992**	**37 831 533**	**37 397 312**
06 Logement et équipements collectifs					
06.1 Logement	8 545 000	8 674 762	8 651 012	8 644 349	8 644 349
06.2 Équipements collectifs	3 272 495	3 551 524	5 858 987	2 963 955	2 134 230
06.3 Alimentation en eau	11 166 770	56 579 906	55 519 523	55 373 217	54 372 878
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	6 237 083	13 657 134	13 540 024	12 805 142	10 978 815
TOTAL Logement et équipements collectifs	**29 221 348**	**82 463 326**	**83 569 546**	**79 786 663**	**76 130 272**
07 Santé					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 136 509	1 143 959	1 103 240	1 097 940
07.2 Services ambulatoires	76 000	76 000	76 000	72 426	60 145
07.3 Services hospitaliers	41 656 248	34 444 828	34 077 559	31 927 073	32 101 783
07.4 Services de santé publique	4 241 505	21 156 197	21 119 135	19 641 735	19 624 675
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 045 750	4 829 450	4 733 424	4 210 186	4 182 620
07.6 Santé n.c.a.	17 068 174	52 408 213	50 827 671	47 770 097	46 648 554
TOTAL Santé	**64 087 677**	**114 051 197**	**111 977 747**	**104 724 757**	**103 715 718**
08 Loisirs, culture et culte					
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 788 551	12 990 035	12 206 114	11 625 916	11 621 999
08.2 Services culturels	3 385 289	6 114 847	5 458 460	4 689 574	4 627 892
08.4 Culte et autres services communautaires		265 261	223 658	265 204	264 493
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 729 074	9 051 227	8 462 495	7 677 426	7 631 045
TOTAL Loisirs, culture et culte	**6 902 914**	**28 421 370**	**26 350 727**	**24 258 119**	**24 145 430**
09 Enseignement					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 828 431	164 148 788	163 550 564	159 999 000	160 221 538
09.2 Enseignement secondaire	33 354 109	106 174 879	105 354 274	103 337 062	103 387 181
09.4 Enseignement supérieur	6 120 801	64 493 362	63 891 177	61 817 896	60 877 759
09.5 Enseignement non défini par niveau	592 911	1 554 153	1 290 596	1 257 716	1 212 942

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

12/03/2020 11:26:01

Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 31/12/2019

(en milliers de francs CFA)

Division / Groupe de fonction	Crédits budgetaires AE	Crédits budgetaires CP	Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
09 Enseignement					
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	5 574 910	5 565 788	5 565 631	5 293 072
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	10 689 024	8 292 012	6 807 159	6 088 351	5 798 942
09.8 Enseignement n.c.a.	5 244 892	32 781 012	32 315 720	32 013 979	26 802 517
TOTAL Enseignement	**61 252 560**	**383 019 116**	**378 775 277**	**370 079 635**	**363 593 950**
10 Protection sociale					
10.1 Maladie et invalidité		1 260 177	1 260 177	1 257 082	1 257 082
10.2 Vieillesse		57 761 422	60 709 756	55 709 755	55 709 685
10.4 Famille et enfants	1 407 806	9 252 502	7 258 475	7 165 930	7 071 938
10.7 Exclusion sociale n.c.a.		195 931	195 931	195 923	195 923
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	479 063	843 900	843 900	802 777	780 124
10.9 Protection sociale n.c.a.	14 111 718	47 946 391	39 413 884	35 558 114	34 547 611
TOTAL Protection sociale	**15 998 587**	**117 260 323**	**109 682 122**	**100 689 580**	**99 562 363**
TOTAL GENERAL	**855 927 200**	**2 390 289 461**	**2 185 455 435**	**2 115 920 963**	**2 075 578 922**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2019

12/03/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
110	**ASSEMBLEE NATIONALE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	1 663 037	16 364 727	16 364 725	16 364 725	16 364 725
Total		**1 663 037**	**16 364 727**	**16 364 725**	**16 364 725**	**16 364 725**
120	**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	522 500	8 652 417	8 756 808	8 436 055	8 397 289
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 140	8 637 374	8 243 243	8 360 022	8 358 893
02.5	Défense n.c.a.	0	137 487	253 045	137 321	137 321
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	95 000	423 259	306 870	422 552	422 551
04.6	Communications	0	207 133	207 133	207 125	207 124
07.4	Services de santé publique	0	815	815	815	815
08.2	Services culturels	0	85 500	85 500	85 500	85 500
Total		**817 640**	**18 143 985**	**17 853 414**	**17 649 389**	**17 609 493**
130	**PRIMATURE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	285 000	6 067 649	6 063 094	5 865 514	5 854 741
01.3	Services généraux	0	174 334	174 334	167 596	165 825
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux d	0	0	0	0	0
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	251 839	3 571 264	3 559 526	3 126 615	3 189 159
03.3	Tribunaux	0	34 000	19 000	33 949	33 949
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	377 053	392 052	364 812	364 672
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	200 590	200 590	100 000	100 000
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	190 000	190 000	60 400	50 409	50 409
04.6	Communications	0	18 607	18 607	18 578	18 578
07.4	Services de santé publique	0	942	942	0	0
09.4	Enseignement supérieur	2 090 417	2 806 408	2 806 408	2 798 413	2 753 112
Total		**2 817 256**	**13 440 847**	**13 294 954**	**12 525 887**	**12 530 445**
131	**DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	14 363	575 199	557 650	545 792	545 707
Total		**14 363**	**575 199**	**557 650**	**545 792**	**545 707**
140	**COUR CONSTITUTIONNELLE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	78 243	999 496	999 496	996 581	980 544
03.3	Tribunaux	0	0	0	0	0
Total		**78 243**	**999 496**	**999 496**	**996 581**	**980 544**
150	**COUR SUPREME**					
03.3	Tribunaux	394 000	2 783 540	2 403 125	2 401 601	2 401 576
Total		**394 000**	**2 783 540**	**2 403 125**	**2 401 601**	**2 401 576**
155	**HAUTE COUR DE JUSTICE**					
03.3	Tribunaux	0	910 581	910 581	854 545	854 544
Total		**0**	**910 581**	**910 581**	**854 545**	**854 544**
160	**CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	131 177	1 163 244	1 163 237	1 151 309	1 149 647
Total		**131 177**	**1 163 244**	**1 163 237**	**1 151 309**	**1 149 647**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2019

12/03/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations en cours	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
170	**HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	285 000	1 951 513	1 776 912	1 713 140	1 700 403
Total		**285 000**	**1 951 513**	**1 776 912**	**1 713 140**	**1 700 403**
180	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	8 756 900	42 779 215	42 697 438	39 028 613	40 452 610
01.3	Services généraux	95 000	92 664	75 499	75 339	75 339
04.6	Communications	0	11 430	11 430	7 226	7 226
07.1	Produits, appareils et matériaux médicaux	0	1 069 509	1 069 509	1 069 402	1 064 102
09.8	Enseignement n.c.a.	1 221 700	1 221 700	1 221 700	1 221 700	1 221 700
Total		**10 073 600**	**45 174 518**	**45 075 576**	**41 402 280**	**42 820 977**
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	638 006	630 184	634 096	631 971
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	38 000	1 122 153	1 126 372	1 099 193	1 098 830
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	240 000	240 000	240 000	240 000	240 000
07.4	Services de santé publique	0	277	277	271	271
09.4	Enseignement supérieur	161 500	146 900	148 900	148 900	148 900
Total		**439 500**	**2 147 336**	**2 145 734**	**2 122 460**	**2 119 972**
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	142 500	3 446 439	3 446 439	3 446 439	3 446 439
Total		**142 500**	**3 446 439**	**3 446 439**	**3 446 439**	**3 446 439**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**					
03.3	Tribunaux	76 500	1 158 905	1 158 776	1 158 776	1 155 596
Total		**76 500**	**1 158 905**	**1 158 776**	**1 158 776**	**1 155 596**
195	**COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**					
04.6	Communications	15 000	151 437	150 877	120 458	119 378
Total		**15 000**	**151 437**	**150 877**	**120 458**	**119 378**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**					
02.1	Défense militaire	54 896 064	74 904 320	74 088 855	74 649 484	67 691 442
02.4	Recherche-développement concernant la défense	50 419	73 855	123 507	61 550	67 825
02.5	Défense n.c.a.	99 556 003	238 534 547	237 929 787	235 825 521	228 263 503
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 304 000	2 304 000	1 980 803	1 598 903	1 598 903
07.3	Services hospitaliers	0	641 794	344 354	344 348	344 348
07.4	Services de santé publique	0	11 860	11 860	11 267	11 267
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	10 250	9 429	9 429
07.6	Santé n.c.a.	0	683 191	682 997	679 591	679 591
09.2	Enseignement secondaire	12 562	238 763	238 763	235 030	235 030
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	10 250	10 250	9 738	4 869	4 869
10.9	Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	198 617	184 078	184 078
Total		**156 862 000**	**317 611 447**	**315 619 531**	**313 604 069**	**299 090 284**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2019

12/03/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations en cours	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
220	**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**					
02.2	Défense civile	0	38 000	38 000	38 000	38 000
03.3	Tribunaux	1 614 362	12 874 487	11 681 152	10 710 704	11 041 682
03.4	Administration pénitentiaire	2 377 566	9 709 103	3 943 663	3 894 018	4 079 513
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	285 000	3 178 048	3 177 995	3 174 879	3 153 152
07.4	Services de santé publique	0	10 991	10 991	10 991	10 991
09.4	Enseignement supérieur	0	523 029	349 937	349 128	349 039
10.7	Exclusion sociale n.c.a.	0	190 000	190 000	189 999	189 999
Total		**4 276 928**	**26 523 658**	**19 391 738**	**18 367 719**	**18 862 377**
223	**OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	190 000	1 604 661	1 604 660	1 604 660	1 604 660
Total		**190 000**	**1 604 661**	**1 604 660**	**1 604 660**	**1 604 660**
225	**MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME**					
03.3	Tribunaux	0	0	0	0	0
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	0	0	0	0
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
226	**COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	617 150	617 150	617 150	617 150
Total		**47 500**	**617 150**	**617 150**	**617 150**	**617 150**
230	**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**					
03.1	Services de police	1 967 597	43 453 093	42 464 671	42 433 360	42 432 079
03.2	Services de protection civile	6 296 280	15 448 570	15 268 598	15 209 576	15 110 445
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	24 247 172	37 066 576	35 792 506	35 045 541	31 221 317
09.5	Enseignement non défini par niveau	0	45 778	43 489	26 180	26 180
Total		**32 511 049**	**96 014 017**	**93 569 264**	**92 714 657**	**88 790 021**
235	**SECURITE D'ETAT**					
02.5	Défense n.c.a.	11 500 000	1 500 000	119 280	119 280	119 280
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	8 416 445	8 416 445	8 387 357	8 374 876
Total		**11 500 000**	**9 916 445**	**8 535 725**	**8 506 637**	**8 494 156**
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	34 939 580	59 538 746	56 541 183	48 007 044	43 684 921
01.3	Services généraux	5 208 039	7 031 438	4 309 554	3 499 178	3 472 150
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux d	997 500	1 213 314	1 205 814	1 107 587	903 482
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	760 000	877 947	877 947	238 427	228 552
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	142 500	9 142 500	9 485 500	9 485 500	9 485 500
04.3	Combustibles et énergie	628 692	1 380 519	1 380 519	1 352 996	1 121 005
06.2	Équipements collectifs	604 995	604 995	604 995	510 611	403 321
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 850 000	2 851 954	2 851 954	2 547 630	841 230
07.4	Services de santé publique	0	596	596	0	0
09.5	Enseignement non défini par niveau	118 750	849 043	795 475	787 388	761 379
10.9	Protection sociale n.c.a.	1 900 000	9 100 000	1 592 500	1 592 500	1 592 500
Total		**48 150 056**	**92 591 052**	**79 646 036**	**69 128 861**	**62 494 040**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2019

12/03/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations en cours	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
311	**CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	1 051 925	1 001 925	972 487	972 487
Total		**0**	**1 051 925**	**1 001 925**	**972 487**	**972 487**
312	**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	443 390	443 390	443 390	443 390
Total		**0**	**443 390**	**443 390**	**443 390**	**443 390**
320	**MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**					
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux d	570 000	570 000	570 000	569 965	569 965
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	237 500	237 500	182 623	182 622	182 622
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	481 508	3 475 753	3 375 875	3 289 392	3 233 680
07.4	Services de santé publique	0	340	340	340	340
10.9	Protection sociale n.c.a.	4 750	40 593	40 593	40 527	40 527
Total		**1 293 758**	**4 324 186**	**4 169 431**	**4 082 846**	**4 027 134**
323	**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1 556 540	21 200 325	25 792 928	25 386 598	25 352 658
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	197	197	197	197
07.4	Services de santé publique	0	623	623	623	623
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	431 466	3 472 290	3 382 900	3 160 412	3 147 768
09.2	Enseignement secondaire	0	95 860	95 860	70 329	70 329
09.5	Enseignement non défini par niveau	0	181 575	181 575	176 077	173 055
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	14 250	14 250	14 250	14 250	14 250
Total		**2 002 256**	**24 965 120**	**29 468 333**	**28 808 485**	**28 758 880**
328	**MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE**					
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux d	285 000	520 980	385 729	360 626	354 963
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	17 850	700 430	694 183	666 329	665 123
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	603 198	603 198	524 847	506 696
Total		**302 850**	**1 824 608**	**1 683 110**	**1 551 802**	**1 526 782**
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**					
01.3	Services généraux	1 350 000	2 880 798	2 878 998	2 747 242	2 743 577
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	13 550 621	51 757 034	44 426 397	38 543 542	38 366 707
01.8	Transferts de caractère général entre administrations publique	16 653 499	18 887 240	18 887 240	18 887 240	18 887 240
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	199 500	199 500	199 498	199 498
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	4 180 000	4 180 000	0	0	0
04.6	Communications	0	42 617	42 617	42 616	42 616
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 669 245	2 669 245	2 561 924	2 352 405	2 352 405
07.4	Services de santé publique	0	552	552	552	552
09.8	Enseignement n.c.a.	47 500	278 502	278 502	256 472	256 472
10.7	Exclusion sociale n.c.a.	0	5 931	5 931	5 924	5 924
10.9	Protection sociale n.c.a.	1 330 000	1 330 000	1 330 000	1 330 000	1 330 000
Total		**39 780 865**	**82 231 419**	**70 611 660**	**64 365 491**	**64 184 991**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2019

12/03/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations en cours	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
334	**AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**					
04.6	Communications	211 380	874 380	844 357	844 357	844 357
Total		**211 380**	**874 380**	**844 357**	**844 357**	**844 357**
335	**MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	0	0	0
01.8	Transferts de caractère général entre administrations publique	0	0	0	0	0
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	0	0	0	0
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	0	0	0	0
09.8	Enseignement n.c.a.	0	0	0	0	0
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	140 683	140 682	140 637	139 860
08.4	Culte et autres services communautaires	0	265 261	223 658	265 204	264 493
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 108	689 662	723 045	672 332	667 924
Total		**95 608**	**1 095 606**	**1 087 385**	**1 078 173**	**1 072 277**
341	**MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	5 700	925 837	840 510	813 790	792 683
03.3	Tribunaux	0	2 002 237	2 002 237	1 966 137	1 962 724
07.4	Services de santé publique	0	1 049	1 049	1 044	1 044
Total		**5 700**	**2 929 123**	**2 843 796**	**2 780 971**	**2 756 452**
345	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT LOCAL**					
01.3	Services généraux	0	0	0	0	0
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	0	0	0
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	523 645	5 009 585	4 198 248	3 891 790	3 823 147
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 000 000	2 100 000	808 750	1 008 750	1 008 750
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	305 813	302 582	282 925	268 594
07.4	Services de santé publique	0	353	353	353	353
Total		**1 523 645**	**7 415 751**	**5 309 933**	**5 183 817**	**5 100 843**
400	**MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
01.4	Recherche fondamentale	28 500	366 171	366 171	316 859	299 824
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	49 523	49 523	49 358	49 358
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	456 000	5 951 618	4 958 515	4 852 075	4 851 301
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	237 500	354 168	336 448	336 308	336 220
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	285 000	1 703 635	1 646 343	1 487 240	1 480 291
09.4	Enseignement supérieur	558 750	4 041 359	3 960 285	3 655 056	3 482 521
09.5	Enseignement non défini par niveau	142 500	142 500	124 800	123 896	120 929
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	123 500	301 488	301 488	300 861	300 861
09.8	Enseignement n.c.a.	2 553 888	4 872 822	4 725 613	4 461 289	4 411 173
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection so	49 400	317 863	317 863	286 705	274 873
Total		**4 435 038**	**18 101 147**	**16 787 049**	**15 869 648**	**15 607 351**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2019

12/03/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations en cours	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	504 000	504 000	494 000	440 853	455 053
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 045	40 330	40 329	40 087	40 087
07.4	Services de santé publique	0	37 591	37 591	37 007	37 007
07.6	Santé n.c.a.	0	65 964	65 964	65 964	65 964
09.1	Enseignement préélémentaire et primaire	2 828 431	164 148 788	163 550 564	159 999 000	160 221 538
09.2	Enseignement secondaire	33 329 240	104 804 174	103 985 469	102 006 204	102 062 413
09.4	Enseignement supérieur	865 312	54 843 330	54 493 891	52 750 870	52 032 594
09.5	Enseignement non défini par niveau	133 000	95 601	95 601	95 096	95 059
09.6	Services annexes à l'enseignement	2 422 392	5 574 910	5 565 788	5 565 631	5 293 072
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	6 684 150	4 109 150	3 341 430	2 628 118	2 338 708
09.8	Enseignement n.c.a.	1 421 804	26 320 988	25 882 717	26 027 671	20 866 326
Total		**48 189 374**	**360 544 826**	**357 553 344**	**349 656 501**	**343 507 820**
412	**MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
01.4	Recherche fondamentale	0	0	0	0	0
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	0	0	0
09.2	Enseignement secondaire	0	0	0	0	0
09.4	Enseignement supérieur	0	0	0	0	0
09.5	Enseignement non défini par niveau	0	0	0	0	0
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	0	0	0	0	0
09.8	Enseignement n.c.a.	0	0	0	0	0
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
510	**MINISTERE DE LA CULTURE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	0	0	0	0
01.3	Services généraux	0	11 888	11 888	11 665	11 665
07.4	Services de santé publique	0	1 888	1 888	1 888	1 888
08.2	Services culturels	1 856 743	4 676 311	4 046 315	3 647 962	3 593 004
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	964 500	3 331 651	3 179 702	2 689 781	2 687 591
09.2	Enseignement secondaire	0	435 546	435 146	435 536	435 480
09.4	Enseignement supérieur	267 750	1 353 539	1 353 539	1 353 490	1 352 230
Total		**3 088 993**	**9 810 823**	**9 028 477**	**8 140 323**	**8 081 859**
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**					
07.4	Services de santé publique	0	476	476	476	476
08.1	Services récréatifs et sportifs	1 525 821	12 727 305	12 009 066	11 468 079	11 464 162
09.2	Enseignement secondaire	12 307	600 536	599 036	589 964	583 930
Total		**1 538 128**	**13 328 317**	**12 608 578**	**12 058 519**	**12 048 568**
525	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	0	0	0	0
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	0	0	0	0	0
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2019

12/03/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations en cours	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES**					
07.2	Services ambulatoires	76 000	76 000	76 000	72 426	60 145
07.3	Services hospitaliers	41 629 648	33 394 301	33 325 424	31 183 662	31 360 245
07.4	Services de santé publique	4 238 655	21 056 637	21 019 575	19 545 129	19 528 365
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	750 500	3 115 565	3 076 830	2 713 517	2 692 900
07.6	Santé n.c.a.	17 064 849	49 265 352	47 685 616	44 681 180	43 564 163
Total		**63 759 652**	**106 907 855**	**105 183 446**	**98 195 914**	**97 205 818**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**					
07.6	Santé n.c.a.	0	2 336 501	2 335 890	2 286 176	2 287 656
Total		**0**	**2 336 501**	**2 335 890**	**2 286 176**	**2 287 656**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	142 500	142 500	142 500	142 489	142 489
07.4	Services de santé publique	2 850	26 030	26 030	25 958	25 958
07.6	Santé n.c.a.	3 325	57 205	57 205	57 186	51 180
08.1	Services récréatifs et sportifs	262 730	262 730	197 048	157 836	157 836
09.5	Enseignement non défini par niveau	8 661	49 656	49 656	49 080	36 340
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	1 240 254	1 240 254	1 240 253	1 240 253	1 240 253
10.4	Famille et enfants	1 312 806	3 657 502	3 653 475	3 561 075	3 467 083
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection so	6 913	69 690	69 690	69 414	59 164
10.9	Protection sociale n.c.a.	0	588 350	579 484	579 174	554 447
Total		**2 980 039**	**6 093 917**	**6 015 340**	**5 882 465**	**5 734 752**
660	**MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**					
04.9	Affaires économiques n.c.a.	142 500	142 500	137 996	137 233	137 233
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	0	0	0	0	0
07.3	Services hospitaliers	26 600	408 733	407 781	399 063	397 190
07.4	Services de santé publique	0	2 897	2 897	2 897	2 897
10.1	Maladie et invalidité	0	1 260 177	1 260 177	1 257 082	1 257 082
10.2	Vieillesse	0	42 260 775	42 260 775	42 260 774	42 260 704
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection so	422 750	456 347	456 347	446 658	446 087
10.9	Protection sociale n.c.a.	854 516	8 452 854	7 310 012	6 766 706	6 460 067
Total		**1 446 366**	**52 984 283**	**51 835 985**	**51 270 413**	**50 961 260**
700	**MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	950 000	950 000	950 000	946 135	845 535
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	16 093 939	5 828 581	9 034 581	8 981 584	8 885 495
04.5	Transports	94 591 742	107 811 376	82 978 615	80 644 795	77 896 646
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	0	0	0	0	0
04.9	Affaires économiques n.c.a.	618 500	2 071 692	1 955 654	1 902 220	1 876 232
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	190 000	717 291	717 290	700 235	598 006
07.4	Services de santé publique	0	598	598	595	300
09.4	Enseignement supérieur	9 500	96 831	96 831	92 559	92 526
09.5	Enseignement non défini par niveau	190 000	190 000	0	0	0
Total		**112 643 681**	**117 666 369**	**95 733 569**	**93 268 124**	**90 194 741**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2019

12/03/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	0	0	0	0
05.1	Gestion des déchets	1 026 435	1 026 435	1 175 432	625 192	625 192
05.2	Gestion des eaux usées	1 444 000	1 799 431	1 514 258	1 338 179	1 294 597
05.3	Lutte contre la pollution	290 700	330 658	245 480	242 469	242 385
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	17 320 025	17 470 480	12 979 754	13 022 636	12 767 321
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	438 692	2 599 626	2 538 875	2 341 366	2 354 556
Total		**20 519 852**	**23 226 630**	**18 453 799**	**17 569 842**	**17 284 051**
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 900 000	10 280 587	9 210 737	8 223 236	8 221 218
04.3	Combustibles et énergie	4 256 973	24 308 762	25 008 525	22 435 916	22 426 428
04.5	Transports	142 500	142 500	119 107	117 607	111 777
04.7	Autres branches d'activité	0	60 064	60 064	59 674	57 618
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	332 500	332 500	281 385	281 385	242 355
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	76 060 698	76 042 384	75 950 904	75 930 912
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	712 500	16 238 361	10 912 246	10 911 565	10 911 565
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	0	4 500 000	1 541 000	1 541 000	1 541 000
06.3	Alimentation en eau	11 166 770	56 579 906	55 519 523	55 373 217	54 372 878
07.4	Services de santé publique	0	124	124	123	123
Total		**18 511 243**	**188 503 502**	**178 695 096**	**174 894 627**	**173 815 874**
726	**MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE**					
04.3	Combustibles et énergie	142 500	142 500	0	0	0
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	1 705 282	2 761 151	1 991 222	1 306 347	1 305 597
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	47 500	47 500	47 500	38 171	38 171
04.9	Affaires économiques n.c.a.	95 000	1 323 700	1 246 062	1 185 943	1 184 598
Total		**1 990 282**	**4 274 851**	**3 284 784**	**2 530 461**	**2 528 366**
730	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION**					
04.6	Communications	2 493 645	10 082 980	9 755 368	9 095 585	8 920 864
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	28 500	1 737 615	1 737 614	1 714 652	1 714 652
07.4	Services de santé publique	0	479	479	479	479
Total		**2 522 145**	**11 821 074**	**11 493 460**	**10 810 716**	**10 635 995**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**					
04.6	Communications	475 000	1 549 354	1 548 490	1 498 704	1 497 053
Total		**475 000**	**1 549 354**	**1 548 490**	**1 498 704**	**1 497 053**
740	**MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 980 000	1 980 000	866 654	866 654	866 654
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	23 319	2 224 311	2 219 255	2 042 885	2 018 405
06.1	Logement	8 545 000	8 674 762	8 651 012	8 644 349	8 644 349
06.2	Équipements collectifs	2 280 000	2 254 392	2 206 892	2 203 209	1 486 644
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	527 838	7 418 644	7 408 857	7 204 872	7 187 174
Total		**13 356 157**	**22 552 109**	**21 352 669**	**20 961 970**	**20 203 226**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2019

12/03/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations en cours	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
750	**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**					
01.3	Services généraux	4 280 150	7 084 454	4 879 432	4 739 206	4 714 174
06.2	Équipements collectifs	387 500	543 997	456 485	250 136	244 264
07.4	Services de santé publique	0	927	927	927	927
09.4	Enseignement supérieur	2 167 572	681 966	681 386	669 479	666 837
10.4	Famille et enfants	95 000	5 095 000	3 105 000	3 104 855	3 104 855
Total		**6 930 222**	**13 406 344**	**9 123 229**	**8 764 602**	**8 731 057**
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	17 450	175 710	175 710	161 314	161 314
04.5	Transports	450 443	4 245 719	4 163 838	4 029 442	4 028 768
04.7	Autres branches d'activité	3 055 000	855 000	696 500	618 632	323 000
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	31 268	31 268	24 900	24 900
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	1 996 948	1 996 948	1 996 947	1 966 947	1 966 947
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	237 500	237 500	190 000	184 951	67 922
Total		**5 757 341**	**7 542 145**	**7 254 263**	**6 986 186**	**6 572 850**
800	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	0	0	0	0
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	0	0	0	0
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	0	3 814	3 814	27 106	117 434
04.7	Autres branches d'activité	0	0	0	0	0
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	0	0	0	0
Total		**0**	**3 814**	**3 814**	**27 106**	**117 434**
812	**MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	67 500	199 194	187 890	170 897	170 899
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	785 625	2 656 195	2 391 433	2 289 039	2 254 209
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	71 250	157 162	121 537	121 265	120 406
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	170 193	1 094 891	1 043 041	625 023	621 098
04.7	Autres branches d'activité	30 827	164 039	164 039	161 303	159 398
04.9	Affaires économiques n.c.a.	142 500	543 832	504 259	503 525	503 043
07.4	Services de santé publique	0	152	152	0	0
Total		**1 267 895**	**4 815 465**	**4 412 351**	**3 871 052**	**3 829 053**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	51 453 705	127 887 889	114 991 234	113 670 517	113 487 821
Total		**51 453 705**	**127 887 889**	**114 991 234**	**113 670 517**	**113 487 821**
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	9 629 772	24 890 716	22 553 165	22 224 833	21 555 253
Total		**9 629 772**	**24 890 716**	**22 553 165**	**22 224 833**	**21 555 253**
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	10 434 010	7 752 828	8 033 167	7 383 878	7 375 992
Total		**10 434 010**	**7 752 828**	**8 033 167**	**7 383 878**	**7 375 992**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2019

12/03/2020 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
860	**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**					
04.7	Autres branches d'activité	787 786	1 105 013	1 104 251	1 088 854	1 073 078
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	14 966	14 966	14 966	14 966
08.2	Services culturels	1 528 546	1 353 036	1 326 645	956 112	949 388
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	285 000	1 557 624	1 176 849	1 154 901	1 127 762
Total		**2 601 332**	**4 030 639**	**3 622 711**	**3 214 833**	**3 165 195**
990	**CHARGES COMMUNES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	490 288	1 226 236	1 063 795	550 821	550 821
01.3	Services généraux	1 297 707	14 533 998	14 891 606	12 289 290	12 289 290
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	25 428 094	89 889 980	46 024 098	57 166 526	56 677 528
01.7	Opérations concernant la dette publique	0	148 193 556	132 727 725	139 607 148	139 167 597
02.2	Défense civile	0	0	1 500 000	0	0
03.2	Services de protection civile	0	0	9 612 246	0	0
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	12 174 132	14 123 030	7 977 815	4 827 740	4 827 740
04.5	Transports	29 562 633	14 013 906	13 874 087	13 874 087	13 874 087
04.6	Communications	0	312 505	312 505	310 957	310 957
04.9	Affaires économiques n.c.a.	20 000 000	20 000 000	14 231 344	14 231 344	14 231 344
05.1	Gestion des déchets	3 000 000	4 500 000	4 000 000	4 500 000	4 500 000
06.2	Équipements collectifs	0	148 140	2 590 616	0	0
07.6	Santé n.c.a.	0	0	0	0	0
09.8	Enseignement n.c.a.	0	0	111 188	0	0
10.2	Vieillesse	0	15 500 647	18 448 981	13 448 981	13 448 981
10.9	Protection sociale n.c.a.	10 000 000	28 235 977	28 362 678	25 065 128	24 385 991
Total		**101 952 854**	**350 677 975**	**295 728 683**	**285 872 023**	**284 264 338**
TOTAL		**801 184 492**	**2 261 155 078**	**2 101 381 514**	**2 034 018 387**	**1 994 133 112**
TOTAL GENERAL		**801 184 492**	**2 261 155 078**	**2 101 381 514**	**2 034 018 387**	**1 994 133 112**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget

République du Mali

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 31/12/2019

12/03/2020 11:11:58 (en milliers de francs CFA)

Type programme / Titre		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement: Dotations	Crédits de paiement: Notifications	Crédits de paiement: Engagements	Crédits de paiement: Liquidations
0	**Dotation**					
2	Personnel	0	46 314 337	35 708 069	28 552 275	28 546 821
3	Biens et services	0	209 402 480	181 890 036	194 151 179	193 610 350
4	Transferts et subventions	0	40 319 207	46 075 762	32 794 117	32 173 431
5	Investissement	115 115 891	80 923 123	56 955 265	55 245 814	54 792 616
TOTAL		**115 115 891**	**376 959 147**	**320 629 133**	**310 743 385**	**309 123 219**
1	**Programme de pilotage**					
2	Personnel	0	161 122 235	159 962 597	156 964 141	151 764 100
3	Biens et services	0	149 831 987	148 272 065	144 718 091	140 124 521
4	Transferts et subventions	0	140 856 632	140 818 954	140 222 464	140 005 925
5	Investissement	250 249 038	224 399 961	204 535 461	197 171 229	179 226 946
TOTAL		**250 249 038**	**676 210 815**	**653 589 078**	**639 075 924**	**611 121 492**
2	**Programme opérationnel**					
2	Personnel	0	345 067 620	342 969 937	334 900 425	336 368 540
3	Biens et services	0	109 298 974	108 074 288	100 166 773	99 506 018
4	Transferts et subventions	0	204 840 192	203 019 334	197 655 928	196 749 097
5	Investissement	435 819 563	548 778 330	473 099 744	451 475 951	441 264 746
TOTAL		**435 819 563**	**1 207 985 116**	**1 127 163 303**	**1 084 199 078**	**1 073 888 401**
3	**Programme des comptes speciaux du tresor**					
2	Personnel	0	430 000	120 000	107 942	107 942
3	Biens et services	0	66 097 692	65 607 192	65 524 519	65 506 242
4	Transferts et subventions	0	608 250	608 250	592 885	592 885
5	Investissement	51 592 770	51 592 770	9 347 700	9 253 587	9 202 822
TOTAL		**51 592 770**	**118 728 712**	**75 683 142**	**75 478 933**	**75 409 891**
4	**Programme des budgets annexes**					
2	Personnel	0	1 993 000	2 003 000	1 618 847	1 570 058
3	Biens et services	0	4 290 873	2 436 820	1 458 556	1 457 141
4	Transferts et subventions	0	951 860	823 000	949 459	949 459
5	Investissement	3 149 938	3 169 938	3 127 961	2 396 782	2 059 261
TOTAL		**3 149 938**	**10 405 671**	**8 390 780**	**6 423 643**	**6 035 918**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**855 927 200**	**2 390 289 461**	**2 185 455 435**	**2 115 920 963**	**2 075 578 922**

Ministère de l'Economie et des Finances
****
Direction Nationale de la Planification du Développement
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
****

RECAPITULATIF DU SUIVI DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI PAR MINISTERE AU 31 DECEMBRE 2019

N°	MINISTERES/ INSTITUTIONS	PREVISIONS LFR 2019			Etat d'éxécution au qutrième trimestre 2019			
		Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Taux
1	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	842	5 737	6 579	481,00	3 170,00	3 651	55,49
2	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	8 492	30 247	38 739	19 056,00	776,00	19 832	51,19
3	MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 700	4 552	8 252	7 503,00	5 476,00	12 979	157,28
5	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	26 530	24 281	49 857	22 114,00	17 264,00	39 378	78,98
6	MINISTERE DE L'ELEVAGE TE DE LA PECHE	6 313	5 103	11 416	7 714,00	2 112,00	9 826	86,07
7	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	1 193	1 193	-	894,00	894	74,94
8	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	43 390	46 583	89 973	48 417,00	31 986,00	80 403	89,36
9	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	0	5 000	5 000	-	3 057,00	3 057	61,14
10	MINISTERE DU COMMERCE	0	900	900	-	-	-	-
11	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	0	5 589	5 589	-	4 677,00	4 677	83,68
12	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	0	17 610	17 610	-	9 563,00	9 563	54,30
13	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0	50	50	-	52,00	52	104,00
TOTAL LOI DE FINANCES		**89 267**	**146 845**	**235 158**	105 285,00	79 027,00	184 312	78,38

Source : DNPD, décembre 2019.